



Cahier d'initiatives

4^{ème} édition

Pour un développement humain et durable des villes et des territoires



Les
Rencontres
du Mont-Blanc
The Mont Blanc Meetings

1000 exemples pour agir avec l'économie sociale et solidaire (ESS) dans le monde !

Sur tous les continents, des femmes et des hommes s'organisent de façon libre, démocratique et solidaire pour créer des activités de toute nature. Ainsi naissent et se renforcent durablement, dans les villes et territoires, des coopératives, mutuelles, associations, entreprises participatives et sociales, des organisations "libres" (comme les logiciels libres), des communautés. Elles forment ensemble l'Economie sociale et solidaire (ESS) : modèle économique à dimensions sociale, civique, écologique. Il est à la fois ancré dans l'histoire et innovateur, évolutif. Ce tout premier "Cahier des 1000 Initiatives" (amendable et améliorable), réalisé par Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'ESS et « augmenté » grâce aux exemples recueillis par des acteurs tels que *Avenir Héritage*, *Europe Tomorrow* ou *Les Suricates*, eux-mêmes divers (je les remercie de cette active coopération !). Ils montrent combien l'ESS est dynamique, multiple, ouverte. Elle est présente dans le monde entier - du local au global- et dans tous les secteurs -des plus traditionnels à ceux qui ne font qu'émerger- ! Elle s'adapte aussi bien aux champs économiques les plus durement compétitifs qu'aux champs sociaux, culturels ou sportifs non marchands. Elle se renouvelle constamment grâce à de nouveaux entrepreneurs; les plus jeunes d'entre eux élargissant ses champs d'action. De plus en plus de femmes la choisissent pour s'autonomiser. De plus en plus d'élus l'appuient pour que les populations puissent rester et vivre mieux dans leur propre pays.

L'économie sociale et solidaire réunit ainsi une pluralité d'acteurs et d'activités reliés par un même "fil" : pour ces entreprises, organisations c'est le Projet qui prime et non le capital. L'application des Objectifs de Développement Durable, la lutte contre le changement climatique, la conception de nouveaux modes de développement comme d'entrepreneuriat se réaliseront avec elle. Ses principes et réalisations sont en effet autant de réponses aux défis de ce siècle. Dans un monde en mutation et pluriel, elle doit prendre toute sa place. Ce Cahier est démonstratif, il est un appel à un futur plus Humain: "Agissez avec l'ESS" !

Thierry Jeantet

**Président du Forum International des Dirigeants de l'Economie Sociale et Solidaire
– Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB)**



INTRODUCTION

Par son caractère pluriel, sa diversité sectorielle ou encore sa présence sur tous les continents et dans des contextes socio-économiques différents, **l'économie sociale et solidaire est un véritable kaléidoscope d'initiatives**, toutes plus riches et enseignantes les unes que les autres.

Le présent cahier se veut une illustration du caractère pluriel de l'économie sociale et solidaire. Dans les prochaines pages, vous découvrirez un petit échantillon d'expériences concrètes qui œuvrent à donner vie et sens à la « différence » que représente l'économie sociale et solidaire dans nos sociétés.

Ce document est né en 2011 des travaux du Comité Scientifique des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire, dans le contexte de la préparation du Sommet de la Terre Rio+20. C'est en conformité avec ce contexte qu'une série de critères a été retenue, pour les exemples recueillis directement par les RMB pour sélectionner les initiatives compilées ici. Les autres contributeurs/partenaires de ce cahier ont souvent choisi des critères proches. Parmi les principaux critères retenus, mentionnons :

- Le lien avec le développement durable et la triple reddition de compte
- La capacité structurante de l'expérience
- La durée dans le temps
- L'ampleur, le nombre de personnes impliquées
- La diversité de modèle d'affaires, des secteurs d'activité et des lieux d'implantation

Les exemples qui suivent ne prétendent aucunement épuiser toute la richesse de l'économie sociale et solidaire dans le monde. Tout au plus, ils visent à illustrer le potentiel actuel et à venir de l'économie sociale et solidaire dans le contexte des enjeux internationaux auxquels nous devons toutes et tous répondre, positivement.

Ce Cahier est continuellement amélioré, amendé, parfois corrigé, sûrement enrichi. N'hésitez pas à nous faire part de vos projets, propositions, remarques...

Contributeurs :

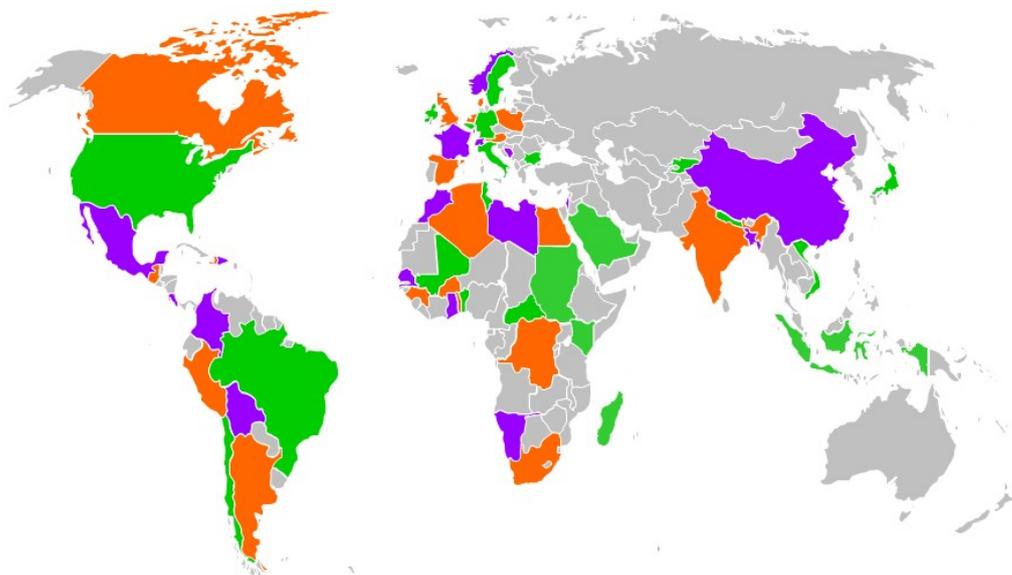
Pour Les Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire, en particulier: Anaïs Amazit (déléguée générale adjointe), Sophie Deschamps (chargée de communication), Sarah Toumi (chargée de projets). Et précédemment Anne-Marie Wioland-Sahabana (alors déléguée générale) et Sahar Chiboub avec l'aide pour les traductions anglaise et espagnole de Rocio Acosta et Hanan Boukhaima (membres du groupe RMB des jeunes dirigeants de l'ESS).

Pour l'édition « augmentée » du Cahier d'initiatives (1000 initiatives) : les partenaires *Avenir Héritage*, *Europe Tomorrow* et *Les Suricates*.

Les travaux préparatoires à la première édition avaient été effectués par le Comité scientifique des Rencontres du Mont-Blanc (RMB) – Forum International des Dirigeants de l'Économie Sociale et Solidaire, présidé par Abdou Salam Fall (LARTES, Dakar), Louis Favreau (Université du Québec en Outaouais), Mario Hébert (Fondation), Gérard Boismenu (Université de Montréal), Jane Jenson (Université de Montréal) et Jacques Weber (CIRARD), avec la contribution d'Isabel Tremblay-Dion et de Marie-Claire Major, assistantes de recherche (Université de Montréal).



Quelques initiatives de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) illustrées dans ce Cahier, à travers le monde :



Ce Cahier des Initiatives de l'ESS réalisé avec nos partenaires (cf. Nos partenaires) recense 1000 initiatives réparties dans près de 50 pays, dans des secteurs d'activités aussi variés que l'agriculture, l'énergie, l'habitat, le commerce, la finance, les services de base, l'économie numérique et les médias, ou encore les projets multisectoriels



Table des matières

AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT, ALIMENTATION	9
Tunisie • Acacias pour tous	9
Japon • JA-Zenchu	10
Pays-Bas • Le commerce équitable avec Max Havelaar	11
Inde • Navdanya	11
Ghana • Kuapa Kokoo	13
Palestine • Le commerce équitable de l'huile d'olive Zeitouna	14
Maroc • Le Cluster des Oasis du Sahara (COS)	15
Guatemala • Fédération de coopératives agricoles de Las Verapaces	16
France • Groupe Terrena	17
Pays du Sud • Fairtrade International	18
Vietnam • L'Alliance Vietnamienne des Coopératives (VCA)	19
Mali • Kissima Industries	20
Kenya • Le Mouvement de la ceinture verte	21
Costa Rica • Ecoles Itinérantes d'Agro-écologie et d'ESS (EIA-ESS)	22
Kenya • HARVEST LTD	23
Mexique • México Tierra de Amaranto	24
France • V'Île Fertile	25
Hawaii • Maui Aquaponie - Coopérative de travailleurs	26
Québec • La Fédération québécoise des coopératives forestières (FQCF)	27
Népal • Federation of Community Forestry Users (FECOFUN)	28
ENERGIE	29
Danemark • Le parc éolien de Middelgrunden	29
Allemagne • Elektrizitätswerke Schönau (EWS)	30
Union Européenne • REScoop 20-20-20	31
Sénégal • Des villages alimentés par l'électricité photovoltaïque	32
Belgique • Ecopower CVBA	33
OCCUPATION ET GESTION DES TERRITOIRES	34
Burkina Faso • La gestion communautaire des ordures ménagères	34
États-Unis • La Cooperative Housing Foundation au service de l'aide internationale	35
Pérou • Villa El Salvador	36
États-Unis • Partenariat urbain-rural pour gérer la qualité de l'eau de la ville New-York	37
Québec • Technopôle Angus	38
Italie • Coopératives sociales	39
Kirghizstan • Hospitality Kyrgyzstan, la promotion du tourisme communautaire	40
Chili • Ecoturismo Mapuche, Valle de Cayucupil-Parque Nacional Nahuelbuta	41
Espagne • Marinalada, un village autogéré	42
Québec, Canada • La Maison du développement durable	43



Norvège • L'écovillage de hurdalsjøen.....	44
Mali • APROFEM.....	45
Brésil • Equilibrio Sustentavel.....	46
Colombie • Fondation pour l'Education Multidimensionnelle.....	47
Jordanie • Coopérative de femmes de Sakhras.....	48
France • Domb'innov.....	49
COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICE.....	51
Amérique Centrale • Aq'ab'al.....	51
Italie • Città dell'Altra Economia.....	52
France • Charte Nationale du commerce équitable local.....	53
Maroc • IFASSEN.....	54
France • RELAIS RESTAURATION.....	55
France • Territoires de commerce équitable.....	56
France • "Transport Challenger".....	57
France • Oui Drive.....	58
FINANCE SOCIALEMENT RESPONSABLE ET CAPACITE FINANCIERE DE L'ESS.....	59
Bangladesh • Grameen Bank.....	59
Brésil • Palmas.....	60
France • CASDEN.....	61
Canada • Vancity.....	62
France • Système d'échange local (SEL).....	63
Inde • Uplift.....	64
Irlande • Social Finance Foundation.....	65
Québec • Fondation CSN.....	66
France • Benevolab (MicroFinance Sans Frontières).....	67
Québec • Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL).....	68
France • Crédit Coopératif.....	69
Pays-Bas • Rabobank.....	70
France • Fonds MAIF pour l'Éducation.....	71
Argentine • Fondation La Base.....	72
Canada • DéveloppementSolidaireInternational, le réseau CSN de coopération internationale pour la finance solidaire et socialement responsable.....	73
France–Angleterre • Finances citoyennes locales pour une Economie Européenne Durable.....	74
Mali • Plan d'épargne intrant du réseau financier KAFO JIGINEW.....	75
France • L'Esfin-Ides, membre fondateur des RMB.....	76
Argentine • Nuestras Huellas.....	77
PROJETS MULTISECTORIELS.....	78
Espagne • Corporation Mondragón.....	78
Suède • Kooperativa Förbundet (KF).....	79
Royaume-Uni • Co-operative Group.....	80



Bosnie-et-Herzégovine • Fondation pour l'inclusion sociale	81
France • L'Atelier Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire	82
Brésil • Génération de travail, revenu et appui au développement régional	83
Togo • Togovio Asile Asi Me.....	84
France • Eco-événements en Nord Pas de Calais	85
Sénégal • Renforcement des AGR de l'Union Nationale des Femmes Coopératrices du Sénégal.....	86
France • Agence du Don en Nature.....	87
Colombie • Chitiá.....	88
Bénin • Association JeunESSE.....	89
France • DRIAS – Réseau d'Entrepreneurs du Pays du Mont-Blanc	90
Afrique • Institut Panafricain pour le Développement (IPD).....	91
Argentine • FaSinPat, une usine autogérée	92
États-Unis • Evergreen Cooperatives	93
France • Fondation Macif.....	94
Sénégal • Mutuelle Sociale PAMECAS.....	95
France – Québec • Accorderie	96
France • AG2R La Mondiale Société de Groupe d'Assurance Mutuelle.....	97
Maroc • Coaching Territorial	98
Groupe Up (ancien Groupe Chèque Déjeuner), membre fondateur des RMB	99
Belgique • P&V Groupe	100
France • E-nexus.....	101
Madagascar • Nutri'zaza.....	102
Afrique du Sud • Mothers2Mothers.....	103
République Démocratique du Congo (RCD) • Fondation Panzi	104
Asie • Réseau des producteurs du commerce équitable d'Asie et du Pacifique	105
Namibie • BEN	106
SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE L'ESS	107
Afrique • Institut Africain pour le Droit et la Gouvernance des coopératives.....	107
Algérie • Centre Algérien pour l'Entrepreneuriat Social.....	108
République dominicaine • Institut pour le développement de l'économie associative (IDEAC).....	109
France • Impact&ValuESS.....	110
Cameroun - PFAC Structuration de l'ESS selon l'approche « Bottom-up ».....	111
Suisse • Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRÈS-GE.....	112
Suisse • Chambre de l'économie sociale et solidaire du canton de Vaud	113
Suisse • Geness.ch	114
France • La Poudrière	115
Suède • Vagen Ut.....	116
CITOYENNETE ET DEMOCRATIE	117
Japon • Union Coopérative des Consommateurs Japonais	117



Corée • iCoop Korea	118
France • Ôkarina	119
France • Solidarité étudiante	120
Inde • Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs (NCCF).....	121
Lybie • La voix des femmes libyennes	122
Canada • Youthful Cities.....	123
ECONOMIE NUMERIQUE, MEDIAS, ARTS.....	124
Québec • France • AI2L Association internationale du logiciel libre	124
Québec - France • Mur Mitoyen.....	126
Canada • TakingITGlobal	127
France • Agence Magnum Photos	128
Etats-Unis • La coopérative des réalisateurs – Le groupe du nouveau cinéma américain.....	129
Québec • WebTV.coop.....	130
États-Unis • Wikipedia	131
COOPERATION TRANSFRONTIERES.....	132
Europe • Pôle européen des fondations de l'économie sociale (PEFONDES).....	132
Méditerranée – Association européenne de promotion de l'économie coopérative en Europe.	133
Monde • Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale.....	134
France • D.E.S.I.R. Développement de l'Économie Sociale Inter - Régional.....	135
Monde • Global 300 – Alliance Coopérative Internationale (ACI).....	136
NOS PARTENAIRES INITIATIVES	137
Avenir Héritage	137
Les Suricates	138
Europe Tomorrow.....	139



AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT, ALIMENTATION

Tunisie • Acacias pour tous

Lieu : Bir Salah, Sfax

Lancement du projet : 2012

Nombre de membres : 100

Nombre d'employés : 11

Chiffre d'affaire : 170 000€



Acacias pour Tous est né en 2012 avec la plantation de 1000 arbres dans le village de Bir Salah et le développement d'un programme de formation à l'artisanat et la gestion coopérative de plusieurs femmes, afin de lutter à la fois contre la désertification, la pauvreté, et l'inégalité des genres.

Acacias pour tous est un programme de reforestation qui propose de planter des arbres à forte valeur économique (production de gomme arabique, moringa, dattes, grenades, aloé vera) et à forte valeur ajoutée environnementale (adaptés aux climats arides, ils aident à lutter contre la désertification) chez les femmes rurales des régions tunisiennes les plus défavorisées et touchées par la désertification (80% des terres).



En plantant chez les femmes, nous leur offrons l'opportunité de lutter contre la désertification tout en leur offrant un revenu annuel lié à leur production fruitière et gommère. L'équilibre économique est basé sur le financement des plantations par les programmes RSE des entreprises en Europe et en Tunisie et le financement des revenus des femmes par la vente de leur production. Les régions touchées ou prévue dans le calendrier sont Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa, Sfax, et le Grand Sud tunisien. Les publics touchés sont les

habitants des zones rurales, les plus défavorisés de la Tunisie.

C'est une structure hybride entre association et "social business" qui capte à la fois des fonds philanthropiques et vend des prestations commerciales afin d'assurer un équilibre des ressources financières. Nous sommes une innovation durable et résiliente qui a pour objectif l'adaptation des populations les plus vulnérables au changement climatique et la protection de la biodiversité. En complétant notre programme de plantation par un programme de rénovation des infrastructures de base, nous contribuons au bien-être humain des populations cibles.

Références

- Site Internet : www.acaciasforall.org
- Un arbre pour changer le monde... «Acacias for all» <http://www.mille-et-une-tunisie.com/coups-de-coeur/3527-un-arbre-pour-changer-le-monde-l-acacias-for-all-r.html>
- Sarah Toumi présente Acacias for all <http://startupmania.info/sarah-toumi-presente-acacias-for-all/>
- TedX Women Barcelona <http://tedxbarcelonawomen.com/portfolio/sara-toumi/>
- Initiatives sociales et solidaires en Tunisie <http://www.lapresse.tn/06052013/66779/initiatives-sociales-et-solidaires-en-tunisie.html>



Japon • JA-Zenchu

Lieu : Japon

Lancement du projet : 1954

Centrale de coopératives agricoles

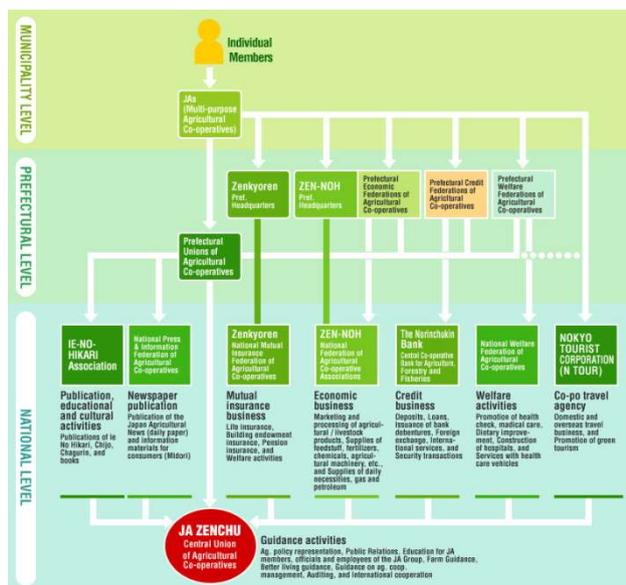
9,6 millions de membres (2011)

719 coopératives (2011)

224 000 employés (2011)



JA-Zenchu est une centrale de coopératives d'agriculture, qui représente les intérêts des agriculteurs et de leurs coopératives. Il offre différents services à ses membres, tels que l'aide à la gestion, la transformation et la commercialisation (JA-Zen-Noh, la fédération nationale des associations de coopératives agricoles a des ventes annuelles de plus de 55 milliards \$), l'offre de crédit (Norinchukin Bank avec des actifs de 9 billions \$) et d'assurance (JA-Kyosairen ou la fédération nationale des mutuelles d'assurance des coopératives agricoles avec des contrats d'une valeur de 4 billions de \$). Finalement, il est très actif dans la représentation au niveau politique, les relations publiques et la formation pour les membres et dirigeants des différentes coopératives.



L'organisation JA-Zenchu est présente dans chaque municipalité ou préfecture japonaise. Elle milite activement pour que des règles de commerce juste et équitable soient établies au niveau international, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs. Elle croit également qu'un système de support international devrait être mis sur pied pour aider certaines régions à être autosuffisantes en offrant des formations dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous.

Au niveau national, JA-Zenchu compte aussi une organisation de femmes, qui, depuis la Deuxième Guerre mondiale, joue un rôle prédominant dans le commerce et les opérations du groupe. Les femmes de JA sont maintenant au nombre de 995 000 et ont beaucoup contribué à faire changer les

mentalités concernant l'égalité des sexes.

Elles sont présentes aujourd'hui à tous les niveaux de l'organisation, et organisent des activités culturelles, commerciales et d'entraide communautaire.

Références

www.zenchu-ja.or.jp/eng/index.html

www.agribusinessweek.com/lessons-from-japans-agri-cooperatives/



Pays-Bas • Le commerce équitable avec Max Havelaar

Lancement du projet : 1988

Organisme de certification : collectif d'associations

Présence dans 21 pays

Cinquantaine d'inspecteurs

Plus de 250 critères au cahier de charge

Nombre d'organisations dans le programme : 569

Nombre de paysans soutenus : 1,4 million



En 1986, au Mexique, une communauté du Chiapas est aidée par une ONG hollandaise de développement : Solidaridad. Les membres de cette communauté, producteurs de café, interpellent les représentants de Solidaridad : « Évidemment, recevoir chaque année vos dons pour acheter un camion ou construire une petite école pour que la pauvreté soit plus supportable, c'est bien. Mais le véritable soutien serait de recevoir un prix plus juste pour notre café. »

Cet appel est alors relayé aux Pays-Bas. L'association Max Havelaar et le label du commerce équitable naissent en 1988. L'initiative hollandaise essaime rapidement dans de nombreux pays en Europe et dans le même temps le label s'étend à d'autres organisations de producteurs et d'autres produits que le café.

En 1997, 21 organisations réparties dans 21 pays (Allemagne, Australie / Nouvelle-Zélande, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Italie, Grande-Bretagne, Irlande, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse) s'unissent pour fonder Fairtrade Labelling Organizations International (FLO). FLO a pour mission de définir les standards internationaux du commerce équitable qui portent sur les conditions de production et de commercialisation, en accord avec les organisations de producteurs, et de réaliser des missions d'appui aux organisations de producteurs. Le respect des standards définis par FLO permet aux différents acteurs du Commerce équitable d'obtenir la certification Max Havelaar et donc de pouvoir apposer le label Max Havelaar sur leurs produits.

Le label offre la garantie aux consommateurs que les aliments ont été achetés à un prix correct aux producteurs et produits dans des conditions de travail satisfaisantes pour tous. L'octroi du label repose sur le respect d'un cahier des charges exigeant défini par FLO et des contrôles sur place des acteurs économiques (producteurs, importateurs et industriels). L'objectif de l'association Max Havelaar est le développement durable des pays du Sud par des pratiques commerciales plus équitables : en assurant aux producteurs un prix décent pour leur récolte, en améliorant les conditions de travail et en faisant respecter les conventions de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), en favorisant les projets communautaires (centre de santé, école...) et environnementaux, en réduisant les intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

Aujourd'hui le label Max Havelaar est apposé sur 15 filières labellisées : café, thé, cacao, fruits frais, fruits séchés, jus de fruit, riz, sucre, miel, quinoa, épices, noix, coton, fleurs coupées et cosmétiques, soit plus de 1 800 produits labellisés Max Havelaar. Ceci représente avant tout un réel soutien durable pour 569 organisations de producteurs dans 59 pays, soit 1,4 million de producteurs.

Référence :

Site web d'AlterEco (www.altere.co/fr/commerce-equitable_page_10_max-havelaar.html)

Inde • Navdanya



Lieu : Inde

Lancement du projet : 1987

ONG

Nombre de membres : Plus de 500 000 familles d'agriculteurs

Navdanya se décrit comme un mouvement dirigé par des femmes, centré sur la protection de la diversité biologique et culturelle. Il s'agit d'un réseau de producteurs de semences biologiques actifs dans 16 provinces indiennes, en particulier dans les régions rurales touchées par la pauvreté. L'éducation du public, la recherche et la revalorisation des connaissances indigènes font partie des objectifs de Navdanya, ainsi que la protection des droits alimentaires face aux défis de la mondialisation et des changements climatiques.

Le mouvement Navadnya a vu le jour en 1987, quelques années seulement après la tragédie de Bhopal, lors de laquelle des milliers de personnes ont trouvé la mort à la suite de l'explosion d'une usine de pesticides. Elle est officiellement enregistrée en tant que fiducie en 1991. L'organisation non gouvernementale a mis sur pied une cinquantaine de banques de semences communautaires et a formé plus de 500, 000 fermiers à la souveraineté alimentaire et à l'agriculture durable. De plus, le réseau de commerce local et équitable de Navdanya est le plus important au pays.

La mission du groupe consiste à donner le pouvoir aux agriculteurs éloignés et marginalisés, et leur permettre d'accéder à la sécurité alimentaire, tout en protégeant la biodiversité des semences. Il est actif partout en Inde, et ne fait aucune discrimination en ce qui a trait au sexe, à la religion ou à la caste des participants. Il est aussi impliqué auprès des enfants et des femmes, à travers le programme « Diverse Women for Diversity ». Navdanya donne aux femmes le pouvoir et la responsabilité de conserver et transmettre le savoir sur la nutrition saine ainsi que sur la diversité biologique et culturelle.

À l'international, Navdanya a mené plusieurs campagnes contre l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés (OGM), la biopiraterie, et la brevetabilité des organismes vivants. Le mouvement a remporté plusieurs victoires, notamment en faisant retirer aux États-Unis un brevet de la compagnie RiceTec sur le riz Basmati modifié en 2001, et contre MONSANTO en 2004, qui s'est vu retirer son brevet sur une variété de blé indien à l'Office européen des Brevets.

Navdanya est reconnu internationalement, et la fondatrice, Dr Vandana Shiva, est récipiendaire de plusieurs prix reconnaissant son implication. Elle a notamment reçu le *Right Livelihood award*, le *Earth Day international award*, et le *Global 500*.

Références

www.navdanya.org/



Ghana • Kuapa Kokoo

Lieu : Ghana

Lancement du projet : 1993

Coopérative

Nombre de membres : 50 000



La coopérative de Kuapa Kokoo a rapidement pris de l'importance et, aujourd'hui, 27 % de la production ghanéenne de cacao est vendue au marché équitable. Elle cherche aussi à améliorer la condition sociale, économique et politique de ses membres. Kuapa Kokoo met de l'avant des valeurs de transparence, de démocratie, d'équité, de protection de l'environnement et d'engagement communautaire. Ses objectifs sont également de donner le pouvoir aux agriculteurs, et notamment aux femmes, de participer au processus de décision.

La coopérative a vu le jour en 1993, au Ghana, grâce à l'assistance de Twin, une coopérative de commerce équitable basée au Royaume-Uni. Kuapa Kokoo compte aujourd'hui près de 50 000 membres. L'organisation achète le cacao aux petits producteurs et le commercialise en respectant les valeurs et standards du commerce équitable. Cela signifie que plusieurs conditions doivent être respectées. Tout d'abord, le prix d'achat minimum est déterminé avec les producteurs et une prime doit être ajoutée pour des projets de développement économique, social ou environnemental dans la communauté. Ensuite, l'organisation doit donner l'accès au crédit aux producteurs qui en ont besoin et encourager les partenariats entre les différents partenaires commerciaux. Finalement, elle doit établir des critères pour s'assurer que les conditions des travailleurs à tous les niveaux de la production soient justes et responsable envers l'environnement.

Le groupe Kuapa regroupe des familles productrices de cacao qui sont en majorité situées dans les régions éloignées et défavorisées du pays. Avec le profit fait sur les ventes, la coopérative développe des projets qui visent le bien-être de toute la communauté, et pas seulement de ses membres. Entre autres, la coopérative a installé des pompes pour que les villageois aient accès à l'eau potable, des installations sanitaires, a fait construire des cliniques, des garderies, des écoles, et fournit un accès internet aux élèves.



Kuapa Kokoo comprend plusieurs autres composantes, comme un syndicat de travailleurs qui encourage la participation des femmes et la protection de l'environnement, une association de crédit, qui offre des prêts à ses membres, en général pour qu'ils puissent investir dans leur ferme et améliorer leur production, ainsi qu'une chocolaterie située au Royaume-Uni.

Références

www.kuapakokoo.com

www.fairtrade.org.uk/producers/cacao/kuapa_kokoo_union.aspx

www.twin.org.uk

<http://www.francais-du-monde.org/2013/05/15/kuapa-kokoo-pa-pa-paa/>



Palestine • Le commerce équitable de l'huile d'olive Zeitouna

Lieu : Territoires palestiniens

Lancement du projet : 1990

Coopératives de production, ONG à but non lucratif

Nombre de membres : 30 coopératives y participant, regroupant des milliers d'agriculteurs.

Tout comme le conflit israélo-palestinien, la précarité des conditions socio-économiques des Palestiniens perdure. Toutefois, grâce au commerce équitable, des agriculteurs palestiniens exportent leurs produits dans plusieurs régions du monde et en retirent un revenu stable et décent.

Le projet de commerce équitable en Palestine est venu de la volonté des agriculteurs d'avoir accès à un revenu stable. Ceux-ci se sont regroupés en coopératives d'agriculteurs ou de femmes afin de produire différents produits qui puissent être commercialisés. Les agriculteurs et les coopératives ont pu profiter de l'assistance technique du *Palestinian Agricultural Relief Committees* (PARC), une ONG à but non lucratif se donnant comme objectif de favoriser le commerce équitable en Palestine afin d'assurer un retour économique équitable aux producteurs. Grâce à l'expertise offerte par le PARC, les agriculteurs ont travaillé à l'amélioration de la qualité de leurs produits pour qu'ils puissent satisfaire aux exigences des marchés européen et nord-américain.



Parmi les produits commercialisés de manière équitable, mentionnons :

- L'huile d'olive Zeitouna (qui a reçu une mention spéciale pour le meilleur projet de coopération internationale par Biol en 2007, en Italie).
- Le Za'atar, mélange d'épices du Moyen-Orient, produit par deux coopératives de femmes, regroupant 25 productrices, situées dans les villages d'Anza et de Maythaloun à Jénine.
- Le savon de Naplouse, qui est produit de façon artisanale par une coopérative féminine à Farkha et est également certifié équitable par FairTrade Canada.
- Les dattes *medjool*, qui sont cultivées par de petits agriculteurs de la région de Jéricho.

Bref, le programme de commerce équitable initié par le PARC a non seulement permis l'organisation des agriculteurs palestiniens en coopératives fonctionnelles et efficaces, mais a également permis de développer les infrastructures de production et de commercialisation des produits, renforçant les capacités de communautés. PARC a ainsi pu commercialiser plus de 1 300 tonnes de produits de 2007 à 2012, représentant un volume de vente de 5,4 millions \$.

Références

AMP, En ligne. <http://mapcan.org/francais.html#> (page consultée le 7 septembre 2011).

AMP Commerce solidaire, « Nos produits » (2011) En ligne. <http://ampcommercesolidaire.org/fr/nos-produits> (page consultée le 7 septembre 2011)

AMP Commerce solidaire, « Tant qu'il y aura des oliviers... », En ligne. www.mapcan.org/D%C3%89PLIANT%20AMP.pdf (page consultée le 7 septembre 2011).

PARC, « Fair Trade Program Rural Marketing », (2010) En ligne.

www.pal-arc.org/programs/program6.html (page consultée le 7 septembre 2011).



Maroc • Le Cluster des Oasis du Sahara (COS)



Lieu : Provinces du Sud du Royaume

Création: Mars 2011

Coopératives de production, institutions nationales de recherche et de développement

Nombre de membres actuels : Plus de 20 coopératives de production, drainant la production de centaines d'agriculteurs.

Les oasis du Grand Sud Marocain sont les plus occidentales de l'Ancien Monde, à l'identité façonnée par la confluence de l'océan atlantique et des contreforts de l'Anti Atlas et s'ouvrant sur le vaste désert du Sahara. Dans ce monde régi par l'âpreté des conditions climatiques, les espèces animales et végétales sont soumises à des exigences d'adaptation extrême, induisant l'émergence de saveurs intrinsèques, originales et particulièrement appréciées, caractérisant les produits de terroir du Maroc Saharien.

Le Cluster COS est né de l'évidente nécessité de fédérer les dizaines de petites structures de diverses productions agroalimentaires créées ces dernières années sur le territoire des Oasis du Sahara, le plus souvent à l'initiative du Programme Oasis (POS) de l'Agence de Développement Economique et Social des Provinces du Sud du Royaume.

Ces petites unités érigées en coopératives ont en effet besoin de mutualiser leurs efforts afin de pouvoir commercialiser leur production au-delà des douars attenants, le COS leur permettant de faire goûter leur originalité à une clientèle citadine qui en est friande, dans les grandes villes marocaines ou à l'international.

Au-delà de sa fonction de groupement d'intérêt économique, le COS assure également un rôle de régulateur d'homogénéité, garantissant des normes de qualité visuelle et gustative aux meilleurs standards.

Le COS s'appuie pour cela notamment sur un réseau d'institutions publiques régionales ou nationales de recherche et/ou de développement, telles que le Conseil Régional de Guelmim-Es Semara, la Chambre d'Agriculture de la Région, la Direction Régionale du Crédit Agricole, la Direction Régionale de l'Agriculture, l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, l'Institut National de la Recherche Agronomique, l'Université Ibn Zohr d'Agadir, qui sont tous membres du Cluster.

Les principales filières dont le COS a commencé à drainer la production sont le cactus, le miel, les dattes, les produits laitiers, les huiles, le henné, et les céréales.

Les possibilités de valorisation d'autres productions agroalimentaires très fortement liées à ce terroir chargé de tradition, telles que les dérivés carnés du dromadaire, le maraîchage pré et post saison, les plantes aromatiques et médicinales sont en cours d'exploration.

Références :

clusteroasis@gmail.com



Guatemala • Fédération de coopératives agricoles de Las Verapaces

(FEDECOVERA)

Regroupant 36 coopératives agricoles dans les départements de Alta et Baja Verapaz, au cœur du Guatemala, FEDECOVERA est une organisation spécialisée dans la production du café, du cardamome et dans le développement forestier durable. Ayant une vision entrepreneuriale efficace, cette entreprise coopérative met le cap depuis plus de 35 ans sur un objectif : l'amélioration des conditions de vie de 12 000 familles autochtones membres.

Devenue une référence économique incontournable dans son champ d'activité, FEDECOVERA compte sur des processus optimaux en ce qui concerne la production, la transformation, le conditionnement, la commercialisation et l'exportation de ses produits, notamment le cardamome. C'est ainsi que l'organisation est considérée aujourd'hui comme le principal exportateur de cardamome organique au monde.

Dégageant un bénéfice net de plus de 1,5 millions de \$ US par année, le volet cardamome constitue l'une des principales cartes de visite de FEDECOVERA. C'est grâce, entre autres, au succès économique de cette filière que l'organisation peut améliorer directement les revenus de 1 800 familles membres et soutenir financièrement un centre de santé communautaire et des centres d'éducation primaire dans plusieurs communautés de la région.

L'amélioration continue de la qualité de ses produits est une valeur inscrite dans le code génétique de FEDECOVERA. À cet effet, cette organisation coopérative mène, de façon autonome, un programme d'assistance technique continu auprès de ses producteurs membres qui, combiné à la détermination des agriculteurs, constitue une des assises du succès.

Appuyée pendant une dizaine d'années par la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), FEDECOVERA est devenue une référence incontournable dans son champ d'activité en participant régulièrement aux foires commerciales les plus importantes de la planète et en développant une expertise impressionnante.

Aujourd'hui, des milliers de petits producteurs guatémaltèques membres de FEDECOVERA voient leurs revenus augmenter et, avec optimisme, prennent en main leur destinée et celle de leur famille.

Références :

www.fedecovera.com

www.socodevi.org



Photo par Pierre Cadoret (La Coop fédérée)



France • Groupe Terrena



Lieu : France

Lancement du projet : 2004

Coopérative

Nombre d'agriculteurs adhérents: 22 000

Nombre d'employés : 11 648

Chiffre d'affaires : 5,4 milliards \$

Le groupe Terrena a comme objectif de créer un lien entre l'agriculture et la société, en favorisant l'agriculture écologiquement intensive et la sensibilisation au niveau de la nutrition et de la santé. Il cherche à produire plus, en limitant l'usage de ressources non renouvelables et en respectant l'environnement. Ses activités sont réparties autour de trois pôles : approvisionnement en intrants agricoles (12 % du CA), production de matières premières agricoles (40 %) et transformation agroalimentaire (48 %).

Le groupe Terrena a une histoire qui remonte jusqu'au 19^e siècle, au moment où un groupe d'agriculteurs forment un syndicat agricole dans la région d'Anjou. Cette initiative est suivie de la formation de nombreuses coopératives d'agriculteurs et de producteurs laitiers au cours du 20^e siècle, jusqu'à la fusion de trois d'entre elles (Cana, Caval et CGA) en 2004, qui forment alors le groupe Terrena.

L'axe prioritaire de développement du Groupe Terrena s'appuie sur le concept d'Agriculture écologiquement intensive : produire plus avec moins d'intrants chimiques et non renouvelables, en les substituant par des fonctionnalités biologiques et écologiques. Groupe Terrena engage ses différentes activités à inclure significativement ces nouvelles solutions dans les services et produits développés.

Le projet d'agriculture écologiquement intensive correspond à une demande réelle de ses adhérents. Une organisation a donc été mise en place pour y répondre : création d'une structure R ET D pour rechercher largement et sélectionner des solutions innovantes, expérimentations internes et externes, et surtout, animation d'un réseau « d'expériences grandeur nature », menées par les agriculteurs eux-mêmes dans les 29 « Bassins de vie » de la coopérative. Ce dispositif permet la validation et la diffusion des innovations, appuyées par l'important réseau des techniciens de proximité.



Références

www.aei-asso.org

www.terrena.fr/

Stéphane Sorin, « Un exemple de mise en œuvre de la protection intégrée sur le terrain : l'action du Groupe Terrena », Académie de l'agriculture,

www.academie-agriculture.fr/mediatheque/seances/2009/20091125resume3.pdf



Pays du Sud • Fairtrade International

Lieu : Monde

Lancement du projet : 1988

Nombre de membres : 1, 24 millions de producteurs

Quelle réponse apportée par le label Fairtrade / Max Havelaar aux enjeux de production ?



Dans les pays en développement, la production agricole est principalement le fait d'exploitations familiales, dont la taille est souvent inférieure à 2 hectares et dont les pratiques sont peu intensives (faible recours aux intrants, outillage manuel ou mécanique simple...). Le contexte de forte croissance démographique, de changement climatique, de forte volatilité des prix des matières premières agricoles oblige les producteurs à concilier des objectifs de productivité, de durabilité environnementale et de viabilité socio-économique (en lien avec les questions de sécurité alimentaire, de niveau de vie décent...), alors même qu'ils se trouvent isolés en bout de chaîne, dans des situations de grande vulnérabilité économique et de forte dépendance vis-à-vis des marchés internationaux, particulièrement pour ceux qui pratiquent des cultures d'exportation.

La vision du système Fairtrade est celle d'un monde dans lequel les producteurs et travailleurs peuvent bénéficier de conditions de vie décentes, exploiter leur potentiel et prendre en main leur avenir. Pour que cette vision devienne réalité, le système Fairtrade a identifié trois objectifs à atteindre, qui s'inscrivent sur le long terme et fonctionnent en interaction : avoir accès à des conditions commerciales justes, renforcer les capacités des producteurs et de leurs organisations et assurer des moyens de subsistance durables aux producteurs, aux travailleurs et à leurs familles.

L'atteinte de ces objectifs repose en grande partie sur l'élaboration d'un cahier des charges exigeant et complet, établi pour fixer les critères d'éligibilité et de conformité des parties prenantes, et sur son application par les producteurs autant que par les acteurs économiques. Dans un souci de prise en compte des réalités concrètes et d'efficacité optimale, le cahier des charges comporte des standards applicables par les producteurs, déclinés selon le mode d'organisation des producteurs (organisations de petits producteurs, organisations dépendant d'une main d'œuvre salariée et organisations d'), et des standards applicables par tous les opérateurs intervenants dans l'achat et la vente de produits certifiés. Au travers de ces standards et des outils qu'ils apportent, le système Fairtrade présente ainsi des garanties économiques (prix minimum garanti, prime de développement, préfinancement...), des garanties sociales et environnementales (respect des droits fondamentaux du travail, lutte contre le travail des enfants, intrants naturels privilégiés aux intrants chimiques, préservation de la biodiversité, des eaux et des sols...) et, ce qui fait sa spécificité, des garanties d'autonomisation pour les producteurs et les travailleurs (organisation collective, transparente et démocratique des producteurs, renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations...).

Ainsi, pour les 350 producteurs de Banelino, organisation dominicaine de producteurs de bananes, l'adhésion au commerce équitable labellisé Fairtrade Max Havelaar a apporté des éléments de réponse concrets aux enjeux de qualité, de compétitivité et de durabilité de la production. Le respect des critères environnementaux et des programmes de formation technique des producteurs (câblage des parcelles, recyclage des résidus de culture, production de compost de lombrics...) ont permis l'appropriation par les producteurs de pratiques respectueuses de l'environnement, de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Références : www.fairtrade.net

www.maxhavelaarfrance.org





Vietnam • L'Alliance Vietnamienne des Coopératives (VCA)

Lieu : Autour du Vietnam

Lancement du projet : 2014

Nombre de membres : 19 717 coopératives membres

Nombre d'employés : 166

Avec une longue histoire de près de 70 ans, l'Alliance Vietnamienne des Coopératives (VCA), travail avec un horizon à long-terme pour mettre en œuvre des projets de modernisation et de soutien à l'agriculture rurale et par extension au développement communautaire. L'alliance est une fédération apex qui réunit plus de 19,700 coopératives et environs 13 millions de membres individuels, dont une des causes principales constitue l'amélioration des systèmes financières, techniques et sociales liés à l'agriculture.

La modernisation de l'agriculture rurale au Vietnam passe par trois actions centrales qui sont déployées en fonction des critères géographiques et partenariaux, avec des structures locales. Premièrement, il s'agit d'instaurer une gestion efficace des ressources financières à travers l'éducation et la formation au fonctionnement de la micro-finance ainsi que d'autres formes de sécuriser des financements. Cette démarche est concentrée dans la province Tien Giang et compte avec la participation, notamment de l'Institut de développement pour l'économie coopérative. Un délais de trois ans a été fixé pour la réalisation de cette initiative.

Deuxièmement, les programmes de la VCA se focalisent sur la consolidation des activités opérationnelles des coopératives dans la perspective d'améliorer les capacités de travail. Ainsi, l'objectif est de rendre les coopératives plus performantes dans les différentes étapes de production. Par conséquent, il y a un travail en faveur de l'augmentation de la quantité et de la qualité des produits. Ce gain de productivité contribue aussi à libérer du temps pour que les agriculteurs puissent s'impliquer dans les affaires de la communauté. Dans ce sens-la, les progrès réalisés dans le champ agricole servent de levier pour accélérer les changements sociaux au niveau local pourvu qu'il ait un transfert de connaissances techniques, de bonnes pratiques et de disponibilités temporelles. La troisième composante de cette modernisation est d'une plus grande envergure, car elle comportent l'application des nouvelles technologies dans les méthodes agricoles et dans la création des nouvelles coopératives destinées à servir les marchés nationaux et internationaux. En effet, des techniques avancées pour cultiver des légumes et des fleurs organiques sont employés dans les exploitations au sein de et aux alentours de Hanoï où le besoin de renouvellement est urgent. Le centre pour les sciences technologiques et environnementales est l'instance privilégiée pour cette collaboration. Cette facette du projet s'insère dans une logique de transformation à long-terme et a une visée de six ans pour atteindre ses buts.

Par ailleurs, sur le plan politique, la VCA a intervenu dans les débats à propos de la loi sur les statuts actualisés des coopératives en 2012. L'alliance cherche à accompagner et soutenir leurs efforts sur le terrain coopératif avec des actions dans le terrain législatif. Il s'agit de simplifier le processus de création de coopérative dans les lois du pays pour ouvrir un accès aux entrepreneurs dans le secteur et aux employés potentiels. Le résultat envisagé serait de continuer à poursuivre une politique d'expansion, une amélioration des produits, une réactivité plus rapide aux signaux du marché et une concrétisation de partenariats et d'alliances stratégiques avec d'autres acteurs. Cependant, pour arriver à cela, il faudra aussi s'attaquer aux manques de capitaux, aux technologies dépassées, aux difficultés financières et aux instabilités de croissance des coopératives, afin que cette stratégie de développement ait une ampleur et une profondeur.

Références

<http://www.vietnamcoop.org/>



Mali • Kissima Industries

Lieu : Titibougou face terrain de foot porte A/ 08/03
Bamako

Lancement du projet : 2004

Nombre de membres : Uni personnel

Nombre d'employés : 15

Chiffre d'affaire : 50 million/année



Présentation

Kissima Industries est une entreprise spécialisée dans la transformation du fruit Balanites Aegyptiaca en cinq produits de consommation (infusion, bonbon, chocolat, ,huile, savon) tous à partir de ce seul fruit. Le Balanites est un arbuste sauvage du désert qu'on trouve dans les pays du Sahel. Ses fruits sont saisonniers de Novembre à Février et la collecte est assurée par les femmes et les jeunes organisés en association par la promotrice pour leur permettre de gagner de nouvelles sources de revenus ; et la forte valeur ajoutée permet aussi la création de multiples emplois.



Références

<http://kissimaindustrie.com/>



Kenya • Le Mouvement de la ceinture verte

Lieu: Kenya

Lancement du projet : 1977

Nombre d'employés : 140 au Kenya (Nairobi), et 2 bureaux aux Etats-Unis (Washington DC) et en Europe (Londres)



Historique

Le mouvement de la ceinture verte (MCV) fût créé par le Professeur Wangari Maathai en 1977 en tant que ramification du Conseil National des Femmes au Kenya pour répondre au besoin des femmes rurales kenyanes qui rapportaient que leurs sources d'eau se tarissaient, que leurs approvisionnement en nourriture étaient moins sûrs et qu'elles devaient marcher de plus en plus longtemps pour aller chercher du bois pour se chauffer et cuisiner. MCV encouragea alors les femmes à travailler ensemble pour faire pousser des semis et planter des arbres pour restaurer les sols, capter les eaux de pluie, and offrir nourriture et bois, en échange d'une petite rétribution financière pour leur travail.

Le mouvement de la ceinture verte (MCV) est une organisation environnementale qui implique les communautés, en particulier les femmes, dans la conservation de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie.

Notre vision : une société axée sur la valeur des personnes qui travaillent consciemment pour une amélioration continue de leurs conditions de vie et un monde plus vert, plus propre.

Notre mission : nous luttons pour une meilleure gestion environnementale, l'implication des communautés, et l'amélioration des conditions de vie, en utilisant la plantation d'arbre comme point d'entrée de nos actions.



Nos valeurs :

1. Amour de la conservation de l'environnement
2. Autonomisation des individus et des communautés
3. Volontarisme
4. Mesure d'impact, transparence, honnêteté

Références

<http://www.greenbeltmovement.org/>

<http://www.greenbeltmovement.org/wangari-maathai/books>



Costa Rica • Ecoles Itinérantes d'Agro-écologie et d'ESS (EIA-ESS)

Lieu: Costa Rica

Lancement du projet : 2013

Membres : Layli Zarin, Noelia Murillo, Katia Monge, Natalia Fernández, Susana Estrada, Fátima Lazo, Melissa Salazar, Yasy Morales, Vicky DelVino, Leifer Castro, Cesar Honorio, Kevin Sevilla, Gorka Izurzu, Iván Mora, Andres Guillén, Fernando Masis.

Le Project est né à partir d'idées et de réflexions échangées à l'occasion de la Célébration du Maïs et du sauvetage de semences indigènes, des connaissances et des saveurs, organisé par la communauté de Santa Cruz, Guanacaste en Octobre 2012.



Foto:El grupo de la Escuelita se reúne después de la construcción del humedal. Lugar Sabana Bonita, San Jerónimo, 2013

Grâce à la mise à disposition par Oxfam d'une petite aide financière pour stimuler les jeunes, et des partenariats institutionnels avec l'Université du Costa Rica, et le programme "Travail Communautaire Universitaire" (TCU Manger biologique), le projet a pu démarrer en 2013.

Cette initiative, Les Ecoles Itinérantes (EIA-ESS), est une expérience qui a commencé en 2012 avec pour objectif de créer des stations de formation et organiser des formations en agroécologie et économie sociale et solidaire dans les exploitations paysannes. L'accent est mis sur l'échange de connaissances et le partage d'expériences de vie entre les étudiants et les paysans- agriculteurs.

C'est une réponse alternative à la formation conventionnelle. L'école est conçue pour la formation et l'apprentissage des paysans. La méthodologie est basée sur l'échange de paysan à paysan.

Depuis la mise en place de la "Révolution verte", l'agriculture paysanne a été dévalorisée et la chaîne de transmission des savoirs a été rompue face à la culture productiviste. Les terres se sont alors dégradées, la société elle-même est devenue étrangère à la terre et par conséquent, les moyens de subsistance et la production propre de son territoire. Ceci, et d'autres facteurs, sont les conséquences de l'idéologie néo-libérale, et a inspiré notre projet.

Le groupe d'étudiants est composé de jeunes producteurs liés à l'Economie Sociale et Solidaire. Parmi les participants, il y a une représentation des peuples autochtones, des organisations paysannes, des communautés intentionnelles, des groupes d'étudiants organisés, des leaders de groupes de femmes, ainsi que des acteurs des arts et de la culture. En 2014, le groupe de jeunes a décidé de s'organiser et d'utiliser un modèle d'organisation alternative qui se concrétise par des commissions de coordination qui permettent une prise de décision horizontale. Para este año 2014, el grupo de jóvenes ha decidido organizarse y utilizar un modelo de organización alternativa que consista en comisiones coordinadoras que permitan la toma de decisiones horizontal. Le fonctionnement des commissions entre elles est circulaire et une commission centrale assure les fonctions d'administration et de coordination générale.

Références :

Email: escuelagroecologica@gmail.com

Bibliographie : Mora Iván., Díaz Xavier. 2013. **Memoria Escuela Agroecológica Itinerante y de Economía Social Solidaria (EAI-ESS)**, San José.

- Video: https://www.youtube.com/watch?v=7gyMT_hK600



Kenya • HARVEST LTD

Lieu: Athi River, Kenya

Lancement du projet : 2011

Nombre d'employés : 700

Chiffre d'affaire : production de 35 million roses par an



Harvest Limited a obtenu la certification Commerce équitable en 2011. Cette certification a aidé Harvest à augmenter ses ventes de 30 pourcents et d'augmenter sa productivité, mais surtout les travailleurs de la ferme ont lancé un ambitieux plan de développement pour améliorer les conditions de vie à travers le programme Fairtrade Premium.



Harvest, en opération depuis 15 ans, rassemble 700 personnes salariées et produit plus de 35 millions de roses annuellement dans ses serres à Athi River. Alors que la zone adjacente est sèche, érodée et a vu le niveau de précipitations diminué ces dernières années, l'exploitation de fleurs est entourée d'une végétation luxuriante, fleurs et arbres - un résultat du aux efforts de conservation.

Le comité Harvest Premium a décidé de consacrer une partie de sa prime issue du commerce équitable à des projets environnementaux au profit de la collectivité, comme par exemple la plantation d'arbres le long comme la rivière Athi. Le reboisement empêche l'érosion du sol, conserve la zone de captage des eaux, et améliore l'écosystème local, composé entre autre de crocodiles et hippopotames.

La protection active de l'environnement est juste l'un des piliers de la stratégie du Comité Fairtrade Premium. Le Comité travaille sur la mise en œuvre d'un ambitieux plan de développement sur cinq ans axé sur le genre et la protection de l'environnement.

La ferme elle-même fournit certains services essentiels à ses travailleurs, comme le transport et les repas gratuits, l'eau potable, le traitement médical et la garde des enfants. Les normes de sécurité ont été améliorées et les salaires ont été augmentés en vertu de la convention collective négociée avec l'entreprise existante. Au-delà de ces améliorations, les travailleurs reçoivent également une prime de 10% sur les ventes de produits commerce équitable, ce qui leur offre des revenus complémentaires qu'ils peuvent utiliser comme ils le souhaitent. 50 pourcents des travailleurs ont déjà bénéficié d'une bourse individuelle pour leurs enfants.



Le Comité de récolte a obtenu le Prix « Prime Fairtrade du meilleur comité de travailleurs en Afrique » en 2014.

Références

<http://www.harvestflowers.com/>

<http://www.fairtrade.org.uk/en/farmers-and-workers/flowers/harvest-ltd>



Mexique • México Tierra de Amaranto

Lieu : Mexique

Lancement du projet : 2005

Membres : 24 communautés



Bref historique :

Travaillant en tant que coordinatrice du programme de biochimie à l'Institut des Alpes de Queretaro, Mary Delano de Alcocer decida de faire un projet à impact social créatif et original avec ses étudiants. C'est ainsi que, par la suite, avec l'effort et l'aide de son équipe et de son frère, est née l'idée de développer l'amarante au Mexique. Ses recherches et son travail sur l'amarante avançaient et en 2005, Mary decida de réaliser son rêve : créer son organisation à but non lucratif "Mexique Terre de l'Amarante", afin de faire redécouvrir l'amarante aux gens et sa valeur pour le Mexique grâce à ses nombreux bénéfices, dont la réduction de la malnutrition.



Mission

Mexique Terre de l'Amarante est une organisation à but non lucratif qui travaille selon les valeurs d'intégrité, responsabilité sociale, et engagement, avec pour vision de faire connaître l'amarante et ses bénéfices pour l'utiliser pour améliorer la nutrition, la santé et les conditions de vie des populations rurales dans le pays, en générant une culture de développement et de résilience impliquant les différents acteurs de la société.

Vision

La vision peut se résumer à une phrase sur la responsabilité et la protection de cette ancienne espèce qui unira le monde en créant une société en meilleure santé et plus prospère. Le Mexique sera alors reconnu à travers le monde pour sa capacité à améliorer la nutrition, la santé et la durabilité, tout en générant des opportunités croissantes de développement. L'Amarante sera reconnue par tous les mexicains comme une espèce stratégique, pleine de force et offrant de la couleur à nos champs.

Objectifs

- Sauvetage, améliorer et diffuser la culture de l'amarante au Mexique.
- Promouvoir la culture de l'amarante dans les jardins.
- Promouvoir, former et organiser des projets économiques comme des productions d'amarante, des boulangeries, etc.
- Lier les institutions de recherche scientifique du le pays avec le travail de terrain.
- Intégrer les industries, le gouvernement, le secteur de la santé et des organisations sociales afin d'unir leurs forces et leurs actions.

Références

<http://www.mexicotierradeamaranto.org/>

<http://www.expoknews.com/tierra-de-amaranto-un-proyecto-productivo-exitoso/>



France - V'île Fertile

Date de création : 2013

Nombre de membres : 779 volontaires

Lieu : Paris



V'île Fertile c'est une ferme maraîchère bio-intensive valorisant les déchets organiques urbains. Et ce, à Paris ! A l'extrême limite, mais à Paris quand même ! Inspiré des jardins partagés et des techniques de maraîchers professionnels, ce projet ambitionne de faire le pas du jardinage au maraîchage urbain. De passer de l'agrément à la production, du flâneur-cueilleur au glaneur-cultivateur. La ferme est à la fois un lieu de production alimentaire (à plein rendement on peut sortir une tonne de légumes par an sur 250m² cultivables) et de pédagogie avec des ateliers pour les plus jeunes autour des questions de l'alimentation et de l'écologie.

Pourquoi ?

Autonomie alimentaire de Paris = 3 jours

Marchés alimentaires français = 380 000T de bio déchets par an

1 Kg de carottes d'Afrique du Sud = 5,5Kg de Co₂

87% des enfants ne savent pas ce qu'est une betterave

1 boîte de tomate boulette = 32 000km

1 écolier sur 5 est en surpoids

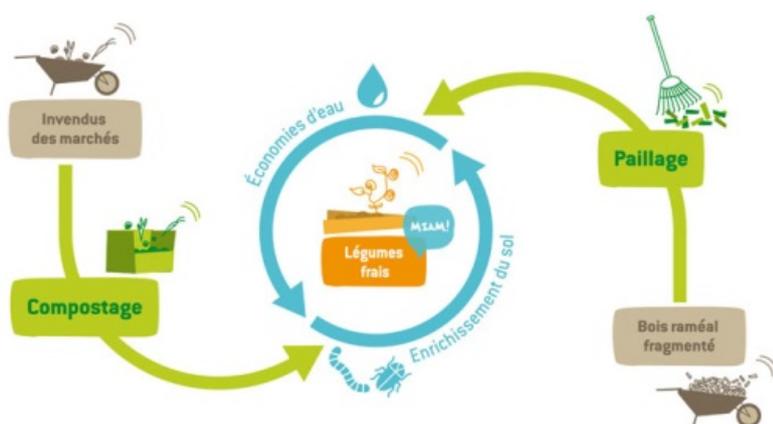
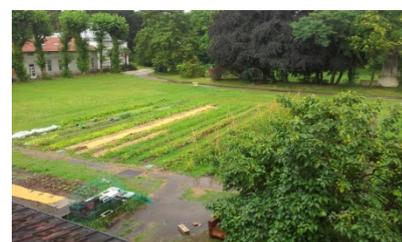
30% des denrées alimentaires produites mondialement sont jetées

Chaque seconde, 26m² de terres agricoles françaises disparaissent

1 parisien = 180kg de déchets organiques incinérés par an.

Comment ?

En créant un cercle vertueux pour faire de l'implantation urbaine un atout.



Référence

<http://www.vilefertile.paris/>

<http://www.efficycle.fr/vile-fertile-du-vert-au-coeur-paris/>



Hawai • Maui Aquaponie - Coopérative de travailleurs

Lieu : Hawai

Date de début du projet : 2011

Nombre de membres: 10



Le taux de chômage pour les personnes en âge de travailler ayant un handicap en 2012 était de 15%, comparativement à un taux de 8% pour les personnes en âge de travailler sans handicap dans Hawai. Cette disparité substantielle a persisté malgré des années de progrès technologique qui ont permis à de nombreuses personnes handicapées de demander et d'effectuer avec succès un large éventail d'emplois.

Malheureusement, l'incapacité significative vient stigmatiser et entraver les capacités de personnes en âge de travailler dans un large éventail d'emplois. Les obstacles comportementaux et autres entraves sociétaux à l'emploi étaient un facteur important dans le démarrage de la Maui Aquaponie - Coopérative de travail appartenant à 100% à des handicapés.

Pour contribuer à la santé, la richesse et la sécurité alimentaire de Hawai par la promotion de l'aquaponie comme un modèle de production d'aliments naturels avancée, dépourvue de produits chimiques, sans maladies, et avec un processus de conservation propre à la nature.



Les propriétaires de la coopérative ont passé 2012-13 travaillant avec des consultants d'affaires pour en apprendre davantage sur les coopératives. Le Centre Kohala basé à l'île d'Hawaï, a un contrat avec l'USDA pour les aider à former tous les aspects de la conception de la coopérative. Les membres des coopératives en tant qu'individus sont soutenus dans leurs objectifs d'emploi par la Division de la réadaptation professionnelle de l'Etat de la région de Maui. La coopérative bénéficie dans son programme de formation et d'éducation par une collaboration entre l'Etat - la Direction de la santé mentale des adultes, et l'Université de Hawaii – Centre d'Etudes sur le handicap et son initiative Aquaponie et développement de la force de travail.

La coopérative d'aquaponie Maui ouvre la voie pour une production d'une alimentation durable inclusive et diversifiée, grâce à l'aquaponie - l'élevage de poissons et de légumes dans un système intégré de sol avec moins de recirculation. Ses techniciens handicapées sont formés et certifiés à l'Ecole de Maui pour aider les écoles, les entreprises et les propriétaires de maisons de lancer de meilleurs systèmes de cultiver sur Maui et au-delà.

La coopérative produira bientôt des poissons et des légumes pour le commerce dans une serre de culture aquaponique bio sur une surface de 5000, appartenant au Centre d'Etudes du handicap situés sur le campus de l'Université de Hawaii. Les travailleurs ont des compétences certifiées en sciences appliquées et en opérations quotidiennes sur tous les aspects de la culture aquaponique, suivant les systèmes de Nelson et Pade et AquaPono Mini et Backyard.

L'initiative d'emploi autonome inclusif est fondée sur le handicap comme une partie essentielle de la diversité dans la politique d'embauche, suivant les standards HIDEOE - Ressources naturelles et voie de production (CTE), et les meilleures pratiques en matière d'emploi autonome du bureau de travail et d'emploi des personnes handicapées.

References

<http://mauiaquaponicsworkers.com/>



Québec • La Fédération québécoise des coopératives forestières

(FQCF)

Lieu : Québec

Origine du projet : 1938

Coopérative de travailleurs

Nombre de membres : 40 coopératives et 2 700 membres

Nombres d'employés : 3 500

Chiffre d'affaires (2009) : 250 millions \$



Les coopératives membres de la Fédération sont actives à plusieurs niveaux, tant à la production, la transformation, la planification forestière et la formation des travailleurs. Plus récemment, certaines d'entre elles sont également partenaires dans des projets de développement de coopératives forestières à l'international.

Les coopératives ont une longue histoire dans le domaine forestier au Québec. Depuis les années 1930, ces organisations sont associées au syndicalisme agricole dans les populations locales des régions forestières. L'année 1977 marque un tournant. À ce moment, le gouvernement du Québec adopte une politique de consolidation des coopératives dans le domaine forestier, pour favoriser les fusions entre celles-ci et pour souligner l'importance de la sylviculture et le rôle central que doivent jouer les coopératives dans la formation de main-d'œuvre sylvicole. Dans les années qui suivent, les différentes coopératives s'allient et forment la Conférence des coopératives forestières du Québec en 1985, qui deviendra la Fédération québécoise des coopératives forestières en 2005. Celle-ci joue entre autres le rôle de porte-parole auprès des gouvernements, de lieu d'échange et d'appui au développement des membres.

Les coopératives membres de la Fédération souhaitent trouver une alternative aux énergies non renouvelables et ont développé une expertise dans l'utilisation de la biomasse. Il s'agit de récolter les résidus qui sont laissés derrière lors d'une coupe de bois de valeur commerciale ou encore dans les usines de sciage. Ce bois récupéré est ensuite utilisé dans des chaudières qui alimentent les systèmes de chauffage de bâtiments institutionnels, commerciaux ou industriels.

Références

- www.fqcf.coop/fileadmin/user_upload/documents_r%C3%A9f%C3%A9rence/specialistes_de_l_approvisionnement_en_biomasse_forestiere.pdf
- www.fqcf.coop



Népal • Federation of Community Forestry Users (FECOFUN)

Lieu : Népal

Lancement du projet : 1995

Association citoyenne à but non lucratif

Nombre de membres : 8,5 millions



En 1995, FECOFUN est née de la volonté d'unir tous les usagers de la forêt du pays pour renforcer leur rôle de représentation au niveau politique. Aujourd'hui, FECOFUN représente 13 000 groupes communautaires d'usagers de la forêt et 8,5 millions de personnes à travers le pays. Ce nombre impressionnant représente 40 % de la population totale du Népal.

La Fédération a développé des mécanismes pour favoriser les relations avec les gouvernants ainsi que la discussion entre les usagers eux-mêmes. Elle donne aussi de la formation et du support aux différents groupes pour l'aménagement forestier et le développement économique, toujours dans une perspective de développement durable, de protection des droits des communautés, et de réduction de la pauvreté au Népal.

FECOFUN est devenue une association citoyenne autonome et à but non lucratif. Elle obtient son financement de plusieurs sources, dont les frais d'adhésion, les dons individuels ou provenant de différentes organisations internationales.

Le travail de FECOFUN porte ses fruits. La Fédération a permis la création de quatre usines de traitement du papier et des huiles essentielles. De plus, les communautés peuvent maintenant vendre leurs produits à des prix équitables, font de meilleurs profits et ont de meilleures perspectives d'emploi. Dans le cadre de ses activités de lobbying, le groupe a beaucoup milité pour l'inclusion des principes de gestion durable des forêts et de la participation des femmes dans les politiques gouvernementales.



Références

- www.fecofun.org
- www.unitererra.ca
- www.forestrynepal.org



ENERGIE

Danemark • Le parc éolien de Middelgrunden

Lieu : Copenhague, Danemark

Lancement du projet: 1996

Coopérative, municipalité

Nombre de membres : Environ 10 000 membres

Nombre de foyers approvisionné en électricité : 40 000



Les grandes villes détiennent le potentiel pour développer des sources d'énergie alternatives permettant d'approvisionner une partie de leurs énormes besoins énergétiques. C'est ce que démontre la ville de Copenhague grâce à un projet utilisant l'énergie éolienne d'un parc installé à ses abords. Doté d'un bon potentiel éolien et propice à l'installation d'un parc par la présence de hauts-fonds, le détroit de Øresund aux abords de Copenhague fait naître une idée de projet visant à alimenter la capitale danoise en électricité produite par l'énergie éolienne. En 1996, le *Copenhagen Environment and Energy Office* (CEEEO) démarre un groupe d'étude afin de cartographier le potentiel éolien du détroit, en regroupant des spécialistes, mais également de nombreux citoyens de Copenhague intéressés à l'énergie éolienne. Les 20 turbines du parc éolien sont inaugurées en mai 2001 et fournissent ensemble 40 MW, ce qui représente environ 4 % de la consommation d'électricité de Copenhague. Le projet est le premier du genre basé sur la forme coopérative et la vente de parts à des consommateurs ordinaires. En effet, la *Middelgrunden Wind Turbine Cooperative* regroupe actuellement environ 10 000 membres, des résidents de Copenhague ou étrangers ainsi que des compagnies.

Le projet du parc éolien de Middelgrunden vise à contribuer à l'approvisionnement en énergie durable pour la ville de Copenhague. Son principal objectif est de créer un partenariat pour la production d'électricité par l'installation et la gestion d'un parc éolien. En effet, le parc éolien est partagé 50/50 entre la coopérative éolienne de Middelgrunden et les services publics de la municipalité de Copenhague, la *Copenhagen Energy Company*. Elles gèrent chacune 10 turbines, selon un accord de partenariat signé pour une durée de 25 ans. L'élaboration d'une partie du projet en une forme coopérative permet d'intégrer la population dans la promotion et l'utilisation de l'énergie durable, tout en temporisant les défauts de l'énergie éolienne, notamment la pollution visuelle qu'entraîne l'installation d'un parc éolien aux abords d'une grande ville. L'adoption d'une forme coopérative a de plus fourni une crédibilité au projet, tant face aux politiciens qu'au public. La compagnie appartenant à la municipalité permet quant à elle de répondre aux besoins techniques et d'aller chercher les contractants nécessaires aux travaux.

Références

CEEEO, «The Middelgrunden Off-Shore Wind Farm » (2003) En ligne.

www.ontario-sea.org/Storage/29/2118_doc1.pdf (page consultée le 26 août 2011).

Gabel, Johanne & Rune Staehr, «Environmental Stories from Copenhagen – The Environmental Capital of Europe » (2003) En ligne. <http://web.archive.org/web/20070706184255/http://www.cece.dk/EE0911AA-D9A1-49E8-9CA2-332E37BBA568>

www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel_WORLD%20SUSTAINABLE%20ENERGY%20DAY%202001.pdf (page consultée le 26 août 2011).

Larsen, Jens H., «Organisation of wind power in Copenhagen. The Middelgrunden off-shore project », (1999) En ligne. [www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen\(1\).pdf](http://www.middelgrunden.dk/middelgrunden/sites/default/files/public/file/Artikel%20Organisation%20of%20wind%20power%20in%20copenhagen(1).pdf) (page consultée le 26 août 2011).

LORC, « Datasheet for site : Middelgrunden offshore wind farm » (2011) En ligne. www.lorc.dk/Knowledge/Offshore-renewables-map/Offshore-site-datasheet/Middelgrunden-Offshore-Wind-Farm/000006 (page consultée le 7 septembre 2011).

Middelgrundens Vindmøllelaug, En ligne. www.middelgrunden.dk/middelgrunden/?q=en#16 (page consultée le 7 septembre 2011).



Allemagne • Elektrizitätswerke Schönau (EWS) L'abandon de l'énergie nucléaire au profit des énergies renouvelables.

Lieu : Allemagne

Lancement du projet : 1997

Coopérative

Nombre de membres : 180 000 clients et 1000 sociétaires.

Chiffre d'affaires : 91 millions \$ (2009)



La mobilisation contre l'utilisation de l'énergie nucléaire s'est concrétisée dans la ville de Schönau (2 500 habitants) par l'appropriation du réseau électrique par ses habitants, afin d'opérer un changement majeur vers les sources d'énergies renouvelables et propres.

Soucieux des dangers relatifs à l'énergie nucléaire illustrés par la catastrophe de Tchernobyl, des habitants de la ville de Schönau en Allemagne se sont mobilisés contre l'utilisation de ce type d'énergie. En 1997, ceux-ci décident de s'approprier le réseau de fourniture en énergie de leur ville et de prendre en main la gestion de la compagnie *Elektrizitätswerke Schönau* (EWS). Schönau devient ainsi l'une des premières communautés à détenir son propre réseau électrique. Dès 1998, le tournant est fait afin que les habitants de Schönau puissent utiliser une électricité produite grâce aux énergies renouvelables et à la cogénération, tournant ainsi le dos au nucléaire et au charbon.

Pour se faire, EWS offre rapidement des subventions afin d'encourager une production décentralisée d'énergies renouvelables. Ces subventions ont permis l'installation de plus de 1 200 unités de production, soit solaire, de cogénération, au biogaz ou hydraulique. En 1999, EWS est en mesure de fournir de l'énergie verte à travers l'Allemagne, et compte plus de 750 000 consommateurs. EWS est devenue une des plus importantes compagnies d'électricité par énergies vertes d'Allemagne. Cette électricité provient, pour plus de 70%, de l'hydroélectricité et 3 % sont fournies par l'énergie solaire, ce qui fait d'elle la compagnie fournissant la plus grande part d'énergie solaire parmi tout le réseau du pays. EWS fait également de la sensibilisation concernant la réduction de la consommation d'énergie, un changement dans les comportements qui permettrait de passer plus rapidement aux énergies renouvelables pour la totalité des besoins énergétiques de l'Allemagne, et même de toute l'Europe de l'Ouest.

En 2011, Ursula Sladek, fondatrice et directrice générale de EWS s'est vue décerner le prestigieux prix *Goldman pour l'environnement*, remis annuellement aux héros de l'environnement au niveau local.



Références

EWS, « Introducing the *Elektrizitätswerke Schönau* (EWS) : Atomic-power free, climate friendly, citizens' property » (2008) En ligne. www.ews-schoenau.de/fileadmin/content/documents/Footer_Header/EWS_2008_EN.pdf

WWF, « Ursula Sladek, co-founder and managing director, Elektrizitätswerke Schönau » (2005) En ligne. http://wwf.panda.org/who_we_are/wwf_offices/germany/news/?22374



Union Européenne • REScoop 20-20-20

Lieu: Belgique, Berchem

Lancement : 1^{er} avril 2012

Nombre de partenaires : 12 partenaires

Pays : Union européenne

Nom du projet : REScoop 20-20-20 – Accroître l'acceptation sociale des Energies Renouvelables par l'implication des stakeholders



Le projet REScoop 20-20-20 vise à accroître l'acceptation sociale de nouvelles installations d'énergies renouvelables grâce à la promotion du modèle éprouvé d'organisations coopératives locales basées sur l'implication citoyenne. L'objectif principal est d'accélérer le développement de nouveaux projets locaux et citoyens d'énergie renouvelable dans différents Etats membres de l'Union Européenne.

REScoop 20-20-20 est une initiative lancée par la Fédération des groupes et coopératives de citoyens pour l'énergie renouvelable en Europe (REScoop.eu) avec le soutien du programme Energie Intelligente pour l'Europe de la Commission Européenne. Le projet vise à promouvoir les modèles coopératifs d'énergie renouvelable (REScoops – Renewable Energy Sources cooperatives en anglais) et à accroître le nombre de projets citoyens d'énergie renouvelable pour atteindre les objectifs énergétiques 20-20-20 fixés par l'Union Européenne en augmentant la participation des citoyens.

Douze organisations partenaires réparties dans sept pays européens (Belgique, Danemark, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Pays-Bas et France) unissent leurs forces dans le projet REScoop 20-20-20. Venant d'horizons divers (coopératives d'énergie renouvelable, fédérations de coopératives et de coopératives d'énergie renouvelable, agences locales d'énergie, partenaires académiques, agences de développement durable), les partenaires partagent une expérience liée aux énergies renouvelables et aux modèles coopératifs, et une envie tenace d'accélérer le développement de projets locaux et citoyens d'énergie renouvelable à travers l'Europe.

Le succès du projet REScoop 20-20-20 s'appuie sur la mise en place d'une dynamique collective et citoyenne autour du projet et des coopératives d'énergie renouvelable existantes et en création. Le site internet du projet (www.rescoop.eu) joue le rôle d'une plateforme interactive pour donner aux REScoops à travers l'Europe une opportunité de mettre en commun et de partager leurs connaissances, leurs efforts et leur enthousiasme. Une boîte à outils, qui rassemble des outils utiles ainsi que les guides et manuels REScoop 20-20-20, parmi d'autres ressources intéressantes, et un Wiki complètent l'ensemble des outils mis à disposition sur notre site interactif pour aider les citoyens intéressés à se lancer et à développer des projets d'énergie renouvelable.



Références

Site Internet: <http://www.rescoop.eu>

Ressources du projet REScoop 20-20-20 : www.rescoop.eu/project-resources

Wiki REScoop 20-20-20 : www.rescoop.eu/wiki

Boîte à outils REScoop 20-20-20 : www.rescoop.eu/toolbox

Facebook : www.facebook.com/rescoop.eu

Chaîne YouTube : www.youtube.com/user/REScoopVideos

Bulletins d'information RES-Scoop : www.rescoop.eu/res-scoop-news-alerts



Sénégal • Des villages alimentés par l'électricité photovoltaïque

Lieu : Sénégal

Lancement du projet : 1995

Type d'organisation : Mutuelles de solidarité, coopératives

Nombre de membres : 90 mutuelles

Au Sénégal, aux alentours de Méckhé, dans la région de Thiès, à trois heures de route de Dakar, la capitale, des paysans bénéficient de l'électricité photovoltaïque grâce à leurs «mutuelles de solidarité», toutes fédérées dans une coopérative rurale d'épargne et de crédit : plate-forme de pompage solaire pour irriguer la terre communautaire ; transformation de leurs produits agricoles (aubergines, choux, gombos, tomates, papayes et oignons) ; conservation ou stockage de leurs produits ; éclairage public par l'alimentation en lampes de basse consommation dans les petites rues des villages ; congélateur communautaire pour refroidir médicaments, aliments, jus de fruit maison ; recharge des téléphones mobiles ; etc. Tout cela nécessite de l'énergie dans une région qui dispose de 365 jours de soleil par année. Mais comment faire quand le réseau public d'électricité ne s'y rend pas et qu'il n'y a aucun espoir de son extension à de tels villages dans la prochaine décennie. Le tout a commencé en 1995.

Une union de groupements paysans qui fédèrent 90 «mutuelles de solidarité» dans autant de villages

Dans chacun des villages, un regroupement coopératif de paysans, membre d'une Union des groupements paysans de Mécké (90 groupements sont membres de l'UGPM), s'est mis en marche. Il gère aujourd'hui l'installation. À l'échelle sous-régionale, l'atelier Kayer voit non seulement à subvenir aux besoins énergétiques des agriculteurs, il voit maintenant à l'installation de stations familiales de production d'électricité solaire. À l'origine du projet un partenariat de l'UGPM avec l'ONG française Terre solidaire par l'intermédiaire d'un prêt de sa société d'investissement, la SIDI (une société d'investissement solidaire pour le développement créée en 1983).

Quand on connaît le contexte, on se dit qu'il y a là une innovation majeure de l'économie populaire et coopérative en milieu rural: en effet, au Sénégal, pays à majorité paysanne, il n'y a que 16 % de la population rurale qui a accès à l'électricité (et à peine 10 % en Afrique de l'Ouest). Or il est fortement improbable qu'on puisse un jour raccorder toutes ces familles au réseau public parce qu'elles sont généralement très dispersées (dans des villages de plus ou moins 500 habitants), ce qui serait très coûteux et que les entreprises publiques, par les temps qui courent, n'ont plus la cote au Sénégal comme ailleurs. De plus, l'UGPM juge que les produits pétroliers ont des prix nettement prohibitifs sans compter qu'ils sont émetteurs de CO2. Bref, l'avenir est au solaire et n'est pas réservé qu'aux riches !

Références

Texte tiré de M. Louis Favreau, *Sénégal, l'électricité photovoltaïque dans les villages*, 22 août 2011 (www.oikosblogue.coop/?p=8461)



Belgique • Ecopower CVBA

Lieu : Belgique

Lancement du projet : 2008



Ecopower cvba

Bref historique

Ecopower scrl (Berchem, Anvers) est une coopérative active sur le marché des énergies renouvelables. Outre, la production d'énergie renouvelable, principalement d'énergie éolienne, elle travaille à la sensibilisation du public à l'efficacité énergétique, et elle fournit de l'énergie verte à ses coopérateurs. Ecopower attache une grande importance à son statut de coopérative, et partage ses profits avec les membres.

Présentation

De par son approche coopérative, Ecopower est une entreprise particulièrement originale dans le domaine des énergies renouvelables. D'autant plus qu'il ne s'agit pas seulement d'un statut juridique, mais d'une philosophie qui se traduit à travers tout son fonctionnement : pour Ecopower, l'énergie est un bien commun. C'est pourquoi l'entreprise ne fait pas que construire des éoliennes, mettre en marche des centrales électriques et recruter des clients.

Il est à chaque fois très important de rendre ces derniers actifs dans leur approvisionnement en énergie. Les éoliennes sont donc placées uniquement après une large concertation avec les riverains, et ceux-ci ont aussi la possibilité de devenir coopérateurs, et donc copropriétaires de la centrale. De même, pour une centrale électrique, on fait appel aux agriculteurs locaux en tant que fournisseurs. Ainsi, qui veut devenir client doit d'abord être coopérateur. La coopérative n'est pas un « club » élitiste. Au contraire, elle est ouverte à tous : il suffit d'acquérir une part au prix de 250 euros.

Ecopower investit également beaucoup dans l'accompagnement de ses clients. Plutôt que de dévier leurs demandes vers un call center, l'organisation accorde de l'importance à chacun, et lui fournit un soutien direct et accessible. Chaque coopérateur aussi est important, et bénéficie d'une voix à l'Assemblée Générale, que celui-ci possède une ou cinquante parts

Energie durable, rôle central pour le coopérateur, service clientèle à visage humain : Ecopower dispose de nombreux atouts pour se développer à la vitesse de l'éclair. La perspective est séduisante, mais l'entreprise a suffisamment les pieds sur terre pour se rendre compte qu'une croissance trop rapide pourrait mettre sous pression sa qualité et sa culture. Voilà pourquoi elle grandit avec prudence... Car on ne joue pas avec son avenir.

Energie durable, rôle central pour le coopérateur, service clientèle à visage humain : Ecopower dispose de nombreux atouts pour se développer à la vitesse de l'éclair. La perspective est séduisante, mais l'entreprise a suffisamment les pieds sur terre pour se rendre compte qu'une croissance trop rapide pourrait mettre sous pression sa qualité et sa culture. Voilà pourquoi elle grandit avec prudence... Car on ne joue pas avec son avenir.

Références

<http://www.ecopower.be/index.php/francais>



OCCUPATION ET GESTION DES TERRITOIRES

Burkina Faso • La gestion communautaire des ordures ménagères

Lieu : Ouagadougou, Burkina Faso

Lancement du projet : 1993

Type d'organisation : association, municipalité, ONG.

Nombre d'employés : Plus de 400 ; **Nombre d'abonnés** : Plusieurs milliers

La croissance chaotique des grandes villes d'Afrique pose des problèmes de sanitation, notamment en ce qui concerne la gestion des ordures ménagères. Des associations dans la capitale burkinabée illustrent des solutions à ce problème avec la prise en charge de la collecte des ordures par la communauté.

Au début des années 1990, la municipalité de Ouagadougou est incapable de gérer les ordures qui abondent dans la ville étant donnée la croissance rapide et anarchique de celle-ci. En effet, la population a pratiquement doublé entre 1985 et 1995, avec l'exode rural qui entraîne l'installation d'habitations non structurées aux périphéries de la ville. Les infrastructures municipales deviennent rapidement insuffisantes, entraînant une dégradation des conditions sanitaires. Le Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement (CREPA) initie en 1993 deux projets pilotes dans le domaine de la gestion des ordures ménagères, dont le premier se situe à Ouagadougou, dans le quartier défavorisé de Wogodogo.

Ce projet pilote a à lui seul engendré la création d'une trentaine d'associations, dont celle de Lagem Yam, employant quelque 400 personnes. Ces associations de précollecte des ordures se sont regroupées sous la Coordination des coopératives et associations pour l'assainissement et la valorisation des déchets (CAVAD) afin de mener des actions collectives pour la sensibilisation et la mise en place de mesures incitatives pour que les ménages souscrivent auprès d'une de ces associations pour la collecte de leurs ordures. La municipalité s'est également appropriée l'approche de la gestion communautaire des ordures ménagères en créant en 2002 une brigade verte, formée en association et composée de femmes chargées de la salubrité et de la voirie. La brigade verte a employé des milliers de femmes depuis sa création et les femmes membres profitent également d'un compte d'épargne ouvert auprès du réseau des caisses populaires. Elles sont donc des milliers à pouvoir profiter de ressources financières afin de développer des activités rémunératrices. La brigade verte a d'ailleurs été soulignée en tant que meilleure pratique par UN-Habitat en 2006 et le projet de gestion communautaire des ordures ménagères de Ouagadougou a été souligné en tant que meilleures pratiques par UN-Habitat en 2008. Suite aux enseignements tirés du projet pilote de Wogodogo, le CREPA instaure un projet similaire dans le quartier St-Michel de la ville de Cotonou au Bénin. Le projet a également entraîné la floraison d'expériences de structures communautaires de gestion des ordures ménagères à plusieurs endroits en Afrique Centrale et de l'Ouest.

Références

Courants de femmes, « Lagem Yam & GIE Clean Environment » (2004) En ligne. <http://courantsdefemmes.free.fr/Assoces/Burkina/LagemYam/lagmyam.html>

Dph, « Projet de collecte des ordures ménagères, Wogodogo, secteur 10, Ouagadougou » (1995) En ligne. <http://base.d-p-h.info/fr/fiches/premierdph/fiche-premierdph-2088.html>

ENDAWASTE, « La participation de la communauté à la gestion des déchets solides à Burkina Faso » (1997) www.netssaftutorial.com/fileadmin/DATA_CD/09_Complementary/SF23_1_La_participation_de_la_communaute_Burkina.pdf

Kouassi-Komlan, E. & C. Fonseca. « Micro finance for water and sanitation in West Africa » (2004) En ligne. www.worldwatercouncil.org/fileadmin/wwc/Programs/Financing_Water_for_All/financing_Ste/microfinance_Africa_IRC.pdf

Tall-Karembega, Kadidia. « Pouvoir des femmes et gestion de l'environnement » (Ouagadougou : Découvertes du Burkina, 2002) <http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001500/150001fo.pdf>

Tandia, Cheick Tidiane, « De Wogodogo au Schéma Directeur de Gestion des Déchets Solides (SDGDS) : l'impact de la réplification à grande échelle des projets pilotes de gestion des ordures ménagères du CREPA » (2009)



États-Unis • La Cooperative Housing Foundation au service de l'aide internationale



Lieu : États-Unis

Lancement du projet : 1952

Type d'organisation : Fond coopératif à but non lucratif.

Ayant débuté dans la construction d'habitations abordables pour les ménages à faible et moyen revenu aux États-Unis, la CHF travaille maintenant dans le développement international au niveau des communautés, où elle adopte une approche beaucoup plus large en intégrant de nombreux secteurs dans ses projets, comme celui de la microfinance.

Fondée en 1952, *Foundation for Cooperative Housing* (FCH) est une société à but non lucratif œuvrant dans l'aide aux familles de faible ou moyen revenu de l'Amérique rurale, de même que dans les régions urbaines à faible revenu, afin d'améliorer la condition économique et la qualité de vie des gens par la construction d'habitations abordables. En 1962, elle met son expertise au service du développement international sous l'égide de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et devient la *Cooperative Housing Foundation* (CHF). Les premiers programmes outre-mer concernent le secteur de la microfinance d'habitation en Amérique Centrale.

CHF a permis, grâce aux programmes de microcrédit, d'atteindre les populations à faible et moyen revenu et de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie et au développement des communautés comme au Liban, en Irak, en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Bosnie-Herzégovine, en Roumanie, en Colombie et au Libéria. CHF peut d'ailleurs se targuer d'être le plus important réseau international d'institutions de microfinance au Moyen-Orient.

Dans la bande de Gaza, CHF crée *Access to Credit program* (ACP) en 1994, afin d'augmenter l'accès au financement pour les emprunteurs de faible et moyen revenu dans la bande de Gaza. Celui-ci est considéré comme l'un des premiers programmes de microcrédit dans les territoires palestiniens. Ce programme est par la suite élargi avec une compagnie non bancaire de crédits hypothécaires et étend ses activités en Cisjordanie en 2001. Depuis sa création, le programme a permis de distribuer 9 000 prêts, représentant 44 millions \$.



Références

CHF International, « Six Decades of Building a Better World » (2011) En ligne. <http://www.chfinternational.org/aboutus>

MIX, « 2010 MIX Global 100 : Ranking of Microfinance Institutions » (2010) En ligne. www.themix.org/sites/default/files/2009%20MIX%20Global%20100%20Composite.pdf (page consultée en octobre 2013)



Pérou • Villa El Salvador

Lieu : Pérou

Communauté urbaine autogérée

Nombre d'habitants : 300 000



Le Pérou, dans les années 1960 et 1970, subit une forte pression démographique causée par la migration massive de paysans vers la ville. Pour tenter de résoudre le problème du manque d'espace, le gouvernement Velasco choisit de créer une ville, près de Lima, pour relocaliser les plus pauvres. Beaucoup d'ONG, de groupes religieux et de militants politiques s'y sont impliqués pour offrir de la formation aux habitants, urbaniser la ville et obtenir les services de base comme l'accès à l'eau et à l'électricité. Aujourd'hui, près de 300, 000 personnes vivent dans cette communauté jadis qualifiée de bidonville.

Villa El Salvador est une communauté urbaine autogérée qui se démarque de plusieurs façons. Tout d'abord, l'espace est organisé en groupes résidentiels partageant chacun une place commune, une école, un centre de santé, un terrain de jeu, etc. La place commune, au centre de chaque quartier, est un espace de délibération démocratique qui rassemble quelques centaines de familles. Les groupes résidentiels ont une assemblée générale formée des délégués élus par chaque pâté de maisons. Ensuite, chaque groupe résidentiel est représenté dans la CUAVES, la communauté urbaine autogérée de Villa El Salvador. Les délégués sont responsables des questions de santé, de la condition de la femme, des loisirs, de l'éducation, de la culture et de l'économie. La CUAVES partage le pouvoir et la gestion de la ville avec les élus municipaux, dans une commission mixte.

Fepomuves (*Federación Popular de Mujeres de Villa El Salvador*)

Les femmes de Villa El Salvador ont formé une fédération qui, depuis plusieurs décennies, a été le coup d'envoi de nombreux projets communautaires, dans les domaines de la santé de l'éducation, et bien sûr pour l'amélioration de la condition féminine dans le district. Cette organisation de femmes est aussi très active au niveau du développement économique et aide à la création de micro-entreprises par les femmes pour qu'elles puissent accéder à l'indépendance financière.

La vie communautaire s'est développée de façon remarquable, pour répondre aux nombreux besoins des habitants. Plusieurs initiatives d'économie sociale ont porté fruit, et on y trouve des cuisines communautaires, des bibliothèques, des cliniques de santé pour les femmes, des groupes d'épargne, etc. Les citoyens sont impliqués dans différents groupes et participent aux travaux communautaires. Au niveau environnemental, Villa El Salvador se distingue aussi, et il s'agit du seul district de Lima qui traite les eaux usées. Les installations permettent aussi de pratiquer l'élevage et l'agriculture urbaine, malgré le climat désertique de cette région.

Références

Favreau, L., L. Fréchette, M. Boulianne, S. Van Kemenade. 2002. « Développement local et économie populaire en Amérique Latine : l'expérience de Villa El Salvador » *Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités*. Série Rapport de Recherche no. 1.

www.munives.gob.pe

<http://www.fepomuves.blogspot.com/>



États-Unis • Partenariat urbain-rural pour gérer la qualité de l'eau de la ville New-York

Lieu : États-Unis

Lancement du projet : 1993

Organisation à but non lucratif, municipal

Il existe des solutions alternatives de partenariats entre les différents acteurs afin de pallier aux problèmes de pollution de l'eau. C'est ce que démontre le mode de gestion des bassins versants qui alimentent en eau de qualité les millions de résidents de la ville de New York.

La ville de New York est l'une des 5 régions métropolitaines américaines à encore fournir ses résidents en eau potable à partir d'eau de surface non filtrée. Ceci représente 1,1 milliard de gallons d'eau par jour afin de remplir la demande de 9 millions de personnes, d'une eau provenant de 3 bassins versants (Croton, Catskill/Delaware), drainés par 19 réservoirs et 3 lacs contrôlés.

Au début des années 1990, la qualité de l'eau devient inquiétante étant donné sa contamination par le déversement des eaux usées et des eaux de ruissellement en provenance des villes et des zones agricoles avoisinantes. La ville de New York entre alors en conflit avec les producteurs agricoles face au besoin d'une réglementation afin de protéger la qualité de l'eau des bassins versants, menaçant la survie de nombreuses fermes. Toutefois, grâce à la concertation et au partenariat entre les différents acteurs, une solution alternative est élaborée afin d'éviter cette réglementation, tout en confirmant la nécessité d'une agriculture qui soit viable. *Watershed Agricultural Council (WAC)* est ainsi fondé en 1993 afin d'administrer le programme sur les bassins versants agricoles.

Le WAC se donne pour mission de supporter la viabilité économique de l'agriculture et de la foresterie à travers la protection de la qualité de l'eau de surface et la promotion de la conservation des terres dans toute la région des bassins versants desservant la ville de New York. Pour ce faire, le WAC élabore et met en œuvre des plans d'ensemble d'exploitation agricole, des plans de gestion de la foresterie ainsi que des servitudes environnementales. Le WAC présente une particularité qui tient du succès de son partenariat. En effet, la gestion des bassins versants, qui bénéficie à toute la population, est effectuée sur les terres privées par les propriétaires et les producteurs agricoles grâce à leurs bonnes pratiques culturales. Ceux-ci occupent d'ailleurs le rôle de gardiens et d'indicateurs de la qualité de l'eau des bassins versants pour la ville de New York. Quant à celle-ci, elle évite les coûts importants qu'entraînerait la construction d'usines de filtration.

Références

United States Environmental Protection Agency, « Watershed Progress : New York City Watershed Agreement » (2009) En ligne. <http://water.epa.gov/type/watersheds/nycityfi.cfm> (page consultée en octobre 2013).

Watershed Agricultural Council (2010) En ligne. www.nycwatershed.org/aw_council.html (page consultée en octobre 2013)



Québec • Technopôle Angus

Lieu : Québec

Lancement du projet : 1996

Entreprise à but non lucratif

Nombre d'employés : 2 000



Le Technopôle Angus est un parc industriel en plein cœur de la ville de Montréal, géré par la Société de développement Angus depuis 1996. Il s'agit d'un projet citoyen de « revitalisation urbaine » qui comprend des objectifs de développement durable au niveau social, environnemental et économique.

Les locaux du technopôle sont situés sur un site contaminé et abandonné suite à la fermeture des usines qui y opéraient jusqu'en 1992. Ensuite, sous l'impulsion d'une mobilisation citoyenne, est créée la Société de Développement Angus, une organisation à but non lucratif qui fait la promotion de la revitalisation du quartier sur les plans social, économique et environnemental. Les terrains sont maintenant occupés par des entreprises diverses, autant des entreprises privées, que d'économie sociale ou du secteur institutionnel. Chacune des installations doit respecter les valeurs de la Société, c'est-à-dire le développement durable, la création de liens avec la communauté locale, et la création d'emplois pour la population du quartier. Aujourd'hui, le Technopôle compte autour de 2000 employés, soit deux fois plus que lors de la fermeture des usines Angus en 1992.

Au niveau environnemental, les installations sont conçues pour offrir des économies d'énergie de 50 à 60 %, et réduire les émissions de CO₂. L'accès au transport en commun et au transport alternatif pour les travailleurs est facilité, et on retrouve des aménagements paysagers écologiques directement sur le site. Le Technopôle Angus souhaite autant que possible soutenir les entreprises d'économie sociale. Plusieurs entreprises de ce type y sont installées et offrent des services d'entretien ou des services divers aux employés. Le Technopôle supporte aussi les projets d'insertion sur le marché du travail, en offrant de la formation et des opportunités d'emploi à des jeunes adultes.

Ce projet a reçu l'appui de différents acteurs des gouvernements et du secteur de l'économie solidaire au Québec, mais il est issu du milieu communautaire et vise toujours l'épanouissement de la communauté locale.

Références

www.technopoleangus.com

www.usgbc.org/



Italie • Coopératives sociales

Lieu : Italie

Nombre de membres : 13 938 coopératives sociales (2009)

Nombre d'employés/membres : 304 645 personnes

Nombre d'utilisateurs : 3 500 000 personnes

Chiffre d'affaires : 8,7 milliards \$



En Italie, les coopératives sociales se sont développées dans les années 1970 et ont été reconnues et légitimées par une loi en 1991, et par une convention collective nationale en 1992. Le modèle coopératif italien est particulier, car, les coopératives sociales restent de petite taille et s'allient en consortiums, par région ou secteur d'activité.

L'organisation des coopératives en consortiums, parfois même en collaboration avec des entreprises privées, se fait partout dans le pays et offre des avantages notables. Premièrement, cela facilite les relations avec les pouvoirs publics ainsi qu'avec les collectivités. Par exemple, les consortiums sont reconnus au niveau national et collaborent avec les différents ministères lorsqu'il s'agit d'implanter une nouvelle politique sociale. Deuxièmement, les coopératives et les entreprises qui s'allient en réseau peuvent de cette façon augmenter leur avantage compétitif respectif, en partageant des produits ou objectifs semblables, en favorisant la communication entre elles, et en améliorant les possibilités de financement et les opportunités de développement. Troisièmement, en restant de taille modeste, les différentes coopératives restent ancrées sur leur territoire, spécialisées, et peuvent mieux répondre aux besoins de la population et aux particularités locales.

La région d'Émilie-Romagne est particulièrement représentative de la tradition coopérative en Italie, puisque les coopératives représentent plus de 40 % du PIB de la région. À Bologne, la capitale régionale, deux citoyens sur trois sont membres d'une coopérative. Le revenu par habitant dans la région est 50 % plus élevé que la moyenne nationale, et le taux de chômage est beaucoup plus bas, soit de 4 %. Dans un contexte de globalisation, le modèle régional d'Émilie-Romagne connaît un succès indéniable. Alors que c'était la région italienne la plus pauvre et dévastée à la fin de la guerre, elle est devenue la plus riche dans les années 2000. Il s'agit également de l'une des régions les plus riches d'Europe.

Les réseaux de coopératives italiennes forment donc un important mouvement social avec une grande capacité de lobbying auprès des pouvoirs. De plus, ces réseaux sont proches du milieu de la recherche universitaire, ce qui leur permet d'établir des collaborations intéressantes au niveau de la recherche et du développement. Au niveau financier, les coopératives ont mis leurs ressources en commun à l'aide de caisses communes, ce qui leur permet d'avoir des prêts à des taux avantageux.

Références

www.geo.coop/files/BolognaVisits_Lessons_ER.pdf

www.clcr.org/publications/other/emilia%20romagna%20by%20david%20thompson%20110604.pdf

www.cooperativegrocer.coop/articles/2009-01-21/building-future

www.saw-b.be/EP/2010/A1016cooperatives_italiennes.pdf

Ms. Giulia Galera, Head of Research, EURICSE, Italy. « What can Slovenia learn from Italy ». OECD, Improving Social Inclusion at the Local Level through the Social Economy: Presentation of the OECD Report, Ljubljana, Slovenia, 17 february 2011. www.oecd.org/dataoecd/43/63/47270553.pdf



Kirghizstan • Hospitality Kyrgyzstan, la promotion du tourisme communautaire

Lieu : Kirghizstan

Lancement du projet : 2003

Type d'organisation : Association

Nombre de membres : 15 associations, regroupant 350 familles.



Des communautés à travers le pays développent un tourisme communautaire afin d'attirer les visiteurs tout en s'assurant que les populations rurales puissent recevoir les fruits des revenus touristiques.

Le tourisme communautaire est apparu au Kirghizstan en 2000 et on y retrouve aujourd'hui 17 organisations de tourisme communautaire à travers les diverses régions du pays. De plus, on y trouve 5 autres organisations, nommées *Shepard's life* de l'ONG les ayant créées en 1995 et qui regroupent une centaine de membres. Afin de favoriser le développement du tourisme ainsi qu'une meilleure coordination, ces organisations décident de se regrouper en une association : l'Association de tourisme communautaire du Kirghizstan (KCBTA).

Celle-ci est créée en 2003 avec pour but d'incorporer le tourisme communautaire dans l'industrie touristique. Elle procure le support à ses membres au niveau du marketing, de la formation et du développement des organisations. Elle représente également ses membres et leurs intérêts au niveau des politiques nationales. Soulignons que l'organisation suisse à but non lucratif Helvetas (fondée en 1955 et qui travaille à l'amélioration des conditions de vie des populations désavantagées) apporte un soutien institutionnel et organisationnel à l'association.

La KCBTA a concrétisé de nombreux succès, tels que l'adoption du nom *Hospitality Kyrgyzstan* accompagné d'un logo officiel permettant de repérer les lieux de tourisme communautaire à travers le pays, de même que l'aménagement de 9 bureaux d'information touristique régionaux et un dans la capitale. KCBTA présente également un guide touristique, qui en est à sa deuxième édition en 2006, afin de fournir toute l'information nécessaire pour faire du tourisme communautaire au Kirghizstan, guide auquel s'ajoute un site internet d'informations touristiques très complet. Les profits de ce tourisme reviennent, en majeure partie, directement aux familles et aux propriétaires visités ainsi qu'à ceux vendant leurs produits locaux. Une autre part des profits retourne également à la communauté ainsi qu'à l'association.

Références

Helvetas, « Central Asia » (2011) En ligne. www.helvetas.kg/en/projects/cbtsp/ (page consultée le 6 sept.11).

Helvetas Kyrgyzstan, « Community Based Tourism Support Project » (2004) En ligne. www.helvetas.org/global/pdf/projects/asien/04_09_tourismus_e.pdf (page consultée le 6 septembre 2011).

KCBTA, « Community based Tourism (CTB) development in Kyrgyzstan » (2005) En ligne. www.linkbc.ca/torc/downloads1/KCBTA.pdf (page consultée le 6 septembre 2011).

KCBTA, En ligne. www.cbtkyrgyzstan.kg/content/view/45/44/lang,en/ (page consultée le 7 septembre 2011).



Chili • Ecoturismo Mapuche, Valle de Cayucupil-Parque Nacional

Nahuelbuta

Lieu : commune de Cañete, territoire de Cayucupil, région du Bío Bío, Chili

Début du projet : 2009

Nombre de bénéficiaires : plus de 3 657 personnes

Organisation : Corporación Mapuche Nahuelbuta



Nous constituons des réseaux pour la valorisation du patrimoine historique, culturel et naturel du peuple mapuche labquenche.

La Corporación Mapuche Nahuelbuta, qui associe les représentants des communautés mapuches, a lancé ce projet réussi de tourisme thématique entièrement autogéré, dans le but clair et unique d'atteindre les objectifs de protection et de conservation de son patrimoine historique, culturel et naturel. Ce projet permet également de diversifier les pratiques productives de la région, principalement forestières, en améliorant les conditions de travail et de vie des personnes qui y participent.

L'initiative Ecoturismo Mapuche, Valle de Cayucupil – Parque Nacional Nahuelbuta (Écotourisme mapuche, Vallée de Cayucupil – Parc national Nahuelbuta), qui a été élue meilleur projet d'économie sociale et de développement durable au Chili en 2009, est conçue pour une mise en œuvre progressive en fonction de la capacité d'investissement de ses membres, notamment le Centre de production d'aliments et de gastronomie interculturelle, la ferme pédagogique environnementale mapuche, ou encore le Centre d'hébergement et de services Nahuelbuta - Parc national Nahuelbuta.

Aujourd'hui, les personnes appliquant ce modèle de gestion ont établi des auberges rurales dans les communautés de la vallée de Cayucupil et de la zone de Pangué. Les visiteurs y sont accueillis par les familles mapuches, qui leur proposent des services d'hébergement, de restauration, d'artisanat, de travaux agricoles, de découverte de la culture locale ainsi que des visites guidées diurnes et/ou nocturnes dans des zones de protection et de conservation de la nature ainsi que diverses activités de loisirs, notamment des promenades à cheval, du trekking et de la pêche.

La Corporación Mapuche Nahuelbuta, membre permanent de FSC Chile (Forest Stewardship Council Chili) et de la Cámara de Comercio, Turismo y Gastronomía de Cañete (Chambre de commerce, de tourisme et de gastronomie de Cañete), a passé des accords de coopération et de travail, notamment avec la Corporación Nacional Forestal de Chile (CONAF) (Corporation nationale forestière du Chili) et le Museo Mapuche de Cañete Juan Cayupi (Musée mapuche de Cañete Juan Cayupi), deux organismes dépendant de l'état chilien. L'organisation a ainsi pu consolider ce modèle de gestion coordonnée sur le territoire et sur la base des principes qui caractérisent sa culture, à savoir une économie solidaire, équitable, juste et respectueuse de l'environnement.

Références :

www.parquenahuelbuta.cl

www.nahuelbuta.org

Contact : contacto@nahuelbuta.org



Espagne • Marinalada, un village autogéré



Lieu : Marinalada (Andalousie)
 Communauté rurale 2, 645 habitants
 Démocratie participative
 Coopérative

Au milieu des années 1980, après douze ans de lutte acharnée, ce village a réussi à obtenir 1200 ha de terre d'un grand latifundiaire, terre qui a aussitôt été redistribuée et transformée en coopérative agricole de laquelle vit aujourd'hui presque tout le village. « *La terre n'appartient à personne, la terre ne s'achète pas, la terre appartient à tous !* »

Ils ont créé une coopérative agricole, "El Humoso", qui produit, transforme et commercialise de l'huile d'olive extra vierge, des artichauts et des poivrons, etc.). Avec 500 emplois, elle fait vivre presque tout le village. À la coopérative, il n'y a pas de chefs ou de contremaîtres. Les hommes travaillent aux champs. La conserverie de légumes (poivrons, artichauts) fournit du travail à environ une soixantaine de femmes. L'objectif de la coopérative n'est pas de gagner de l'argent, mais de partager de la richesse sous forme d'emplois. On a ainsi privilégié les cultures exigeant beaucoup de main-d'oeuvre. À la coopérative, tout le monde a le même salaire (même le maire) : 47 euros par jour, six jours par semaine, à raison de six heures et demie de travail quotidien soit 1228 euros par mois pour 39 heures hebdomadaires.

Sa réussite la plus exemplaire est sans doute le logement. Marinalada permet à ses habitant-e-s de se loger pour 15 euros par mois. La mairie a récupéré des terrains afin de réaliser des logements sociaux pour les habitants qui en font la demande. Elle fournit alors gratuitement le terrain (environ 60 % de la valeur du logement), l'architecte municipal, et avec l'aide du gouvernement andalou, la municipalité verse une subvention pour l'achat des matériaux. Les maisons sont bâties collectivement par les habitant-e-s eux-mêmes avec l'aide de professionnels sous contrats avec la mairie. Plus de 350 maisons ont ainsi été autoconstruites (90 m², deux salles d'eau, et un patio de 100 m²) en privilégiant autant que possible l'énergie solaire de cette région, la plus chaude d'Espagne. Les constructeur-e-s sont propriétaires à vie de leur maison, mais elle ne pourra jamais être vendue, elle appartient à la communauté, interdisant ainsi toute spéculation. Pas de fracture numérique, l'accès à Internet est gratuit pour tous les foyers.

Enfin, mentionnons qu'à la crèche, les parents payent 12 euros par mois par enfant, repas compris. Il n'y a pas de liste d'attente. La mairie verse aussi une allocation de 600 euros décidée en assemblée générale pour la naissance de chaque nouveau-né.

Références

Édouard Martin, « Marinalada, Con lucha nada es imposible », carnet de voyage, paru dans L'Émancipation syndicale et pédagogique - 5/01/2011 <https://labastarn.files.wordpress.com/2011/06/marinelada-1.pdf>

www.marinalada.com/inicio.htm



Québec, Canada • La Maison du développement durable

Lieu: Montréal, Québec,

Lancement du projet: 2011

Nombre de membres: 8 OBNL nationaux (plus de cinquante mille membres)

Nombre d'employés: 10 dans la corporation – 150 chez les membres résidents

Chiffre d'affaire: \$ 2 900 000



Huit organisations québécoises engagées dans la promotion du développement durable se sont réunies au sein d'un OBNL afin de créer la Maison du développement durable (MDD)

Amnistie internationale, le Centre de la Petite enfance, ENvironnement JEUnesse, Équiterre, Option consommateurs, le Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec, le Conseil régional de l'environnement de Montréal et le groupe Vivre en Ville se réunissent avec l'objectif de mutualiser leurs sièges sociaux et certains des services nécessaires au bon déroulement de leurs activités. Le projet vise donc à créer une certaine synergie entre les divers membres fondateurs. Cette synergie s'exprime à travers la mutualisation de plusieurs services (sièges sociaux des membres, salles de rencontre et de formation, technologies de l'information, etc.), mais aussi grâce au développement d'une programmation commune.

Organismes tous déjà fortement engagés dans la promotion du développement durable, ils ont également voulu que le bâtiment qui abrite leur siège social au centre-ville de Montréal soit exemplaire en matière de développement durable et constitue un véritable laboratoire pour d'autres projets immobiliers. Ils ont donc construit au coût de 22 millions \$ le premier bâtiment à obtenir la certification LEED platine pour un bâtiment similaire en milieu urbain au Québec. Il s'agit d'un projet immobilier à caractère démonstratif qui vise la sensibilisation tant des acteurs du secteur immobilier (architectes, ingénieurs, chercheurs) que du grand public.

L'immeuble compte en tout 60 172 pc de surface, répartis sur cinq étages, au centre-ville de Montréal. Plusieurs salles de rencontres sont à la disposition des membres et du public pour des formations diverses: universités, municipalités, milieux d'affaires et sociétés d'État les utilisent largement pour y tenir leurs activités de formation. Ces activités génèrent des revenus importants. La MDD abrite également un café, lieu des rencontres plus informelles. Un Centre de références est à la disposition du public sur les enjeux du développement durable; un Parcours d'interprétation du bâtiment et des visites guidées sont également accessibles.

Quelques faits saillants

Depuis son ouverture en octobre 2011, la Maison du développement durable accueille annuellement plus de 500 événements dont des conférences, tables rondes, ateliers et activités de formation à caractère technique ou scientifique en environnement et développement durable (innovations technologiques, protection des droits, marché du carbone) sans oublier des expositions, des performances musicales et artistiques ainsi que des projections de documentaires.

La presque totalité de ces événements portaient sur les différents volets du développement durable (économie, droits humains et environnement) permettant à la Maison de réaliser sa mission, soit d'être un lieu de rencontres, d'échanges, de réflexion et d'innovation sur le développement durable.

L'ensemble des événements a permis de sensibiliser plus de 65 000 visiteurs et participants depuis l'ouverture de la Maison.

Références

<http://www.maisondeveloppementdurable.org>



Norvège • L'écovillage de hurdalsjøen

Lieu : Hurdal, Norvège
Lancement du projet : 2002
Superficie : 1126 Ha (770 acres)



Bref historique

L'écovillage de Hurdal en Norvège est né du souhait de plusieurs personnes de vivre en harmonie ensemble avec leur environnement, et de trouver un endroit idéal pour vivre. Ce mouvement est né dans les années 1990 et c'est seulement en 2002 que le terrain a été trouvé, et en 2004 qu'il a été acheté par la coopérative d'habitants.

Présentation

Les habitants du village sont organisés à travers deux coopératives, dans lesquels ils sont tous membres. La coopérative du village tout d'abord a fait l'acquisition du terrain, a couvert les frais pendant la construction des premières maisons. Puis la coopérative d'habitat s'est créée afin de faciliter l'organisation. Le principe étant : un habitant, une voix.

En 2010, 28 logements et une crèche ont été construits en partenariat avec des experts dans les domaines de l'architecture, de l'assainissement, de l'agriculture, de l'énergie et avec les autorités locales, de même qu'un centre national de formation, une crèche, un centre de recherche et de présentation des énergies renouvelables. Cela a permis la construction de logement aux normes innovantes, n'utilisent que des matériaux et modules non polluants, ce qui permet différents usages. Certains de ces logements sont en location mais la plupart appartiennent à des propriétaires.

La ferme a plusieurs activités, la plus importante étant la production agricole qui a démarré petit à petit, la production étant destinée principalement à la consommation locale. Des petits magasins auto-gérés, sans personnel, où les villageois se servent eux-même, ont été installés et sont dirigés par les villageois.

L'adhésion à la coopérative est soumise à une formation en 4 étapes pour les nouveaux arrivants, ceci afin de les introduire à la façon de vivre et travailler au village, et s'assurer que les nouveaux villageois seront bien intégrés à ce mode de fonctionnement.

Références

<http://hurdalevillage.no/>

http://www.ecovillagenews.org/wiki/index.php/Ecovillages_in_Scandinavia_Part_I

<http://www.ess-europe.eu/fr/bonnepratique/levillage-de-hurdalsjoen>



Mali • APROFEM

Lieu : Mali

Lancement du projet : 2002

Bref historique

La recherche et les études ont prouvé la pertinence de la prise en compte effective de la condition socio-économique de la femme et de l'enfant dans les programmes de développement national. Convaincus de cette réalité, conscients de la nécessaire intensification des programmes en faveur des femmes et des enfants, conscients aussi de la nécessité de l'épanouissement et du respect des droits des enfants, APROFEM Association pour la Promotion de la Femme et de l'Enfant au Mali a été créée en 2002 à Bamako.

Présentation

Les femmes organisées constituent une force de négociation et de pression au sein de la communauté pour leur auto-promotion et celle de leurs enfants. La mission d'APROFEM est de contribuer au renforcement de la position sociale et à l'amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants au Mali, en vue de leur participation effective au processus de développement économique et social. Les actions entreprises sont :

- l'information, l'éducation, la formation
- les activités d'intérêt économique, social et culturel (santé, éducation, épargne, crédit)
- la protection de l'environnement
- la recherche – action sur les problèmes et les droits des femmes et des enfants
- les actions spécifiques répondant à des besoins réels des 2 groupes cibles

L'association mène ses actions à travers la collaboration avec toute organisation de développement de bonne volonté, en impliquant les groupes cibles dans toutes les actions entreprises en leur faveur depuis l'initiation jusqu'à l'exécution, grâce à l'information, la sensibilisation des populations par tous les moyens possibles, mais aussi la recherche, la formation, et le renforcement des capacités de son personnel.



Brésil • Equilibrio Sustentavel

Lieu : Rio de Janeiro, Brésil

Lancement du projet : 2010

Nombre de membres : non-défini

Nombre d'employés : 24

Chiffre d'affaire : Organisation à But Non-Lucratif



Présentation

En 1992-93, un groupe de professionnels composé de psychologues, de psychothérapeutes, de consultants d'entreprises, d'institutions publiques et d'organisations économiques se sont réunis pour aborder la question sur le mal être au travail. Cette problématique interfère dans l'évolution humaine, donc des organisations. C'est à partir de cette question que s'est constitué un groupe de réflexion et de recherche qui a éveillé l'intérêt d'autres professionnels du secteur de la sociologie et des neurosciences. Dans ce groupe est né le concept de Psychosocionomie. Par la suite, d'autres professionnels ont eu l'idée de créer Equilibrio Sustentavel qui veille à la réflexion sur ce thème et à son application au sein d'une communauté à Rio de Janeiro. Ainsi, l'idée initiale fut d'appliquer le travail et la méthode de la psychosocionomie au sein d'une organisation (la favela) souffrant de difficultés socio-économiques, pour l'aider à évoluer, en créant une économie durable en lien avec le développement social et dans le respect de l'environnement. Ainsi le modèle psychosocionomique devient une méthode d'intervention du développement durable, car elle prend en compte ses trois piliers : l'environnement, le social et l'économique. L'intervention dans cette communauté a comme finalité d'expérimenter cette méthode dans un milieu défavorisé de façon à pouvoir l'appliquer et/ou l'adapter à d'autres.

Références

www.equilibriosustentavel.com

www.radioprazeres.net.br



Colombie • Fondation pour l'Éducation Multidimensionnelle

Lieu: Département de Bolivar

Lancement du projet : 2007

Nombre de membres : 22 personnes

Nombre d'employés : 0

Chiffre d'affaire : Approx. 80.000 USD l'année



Historique

FEM a été fondée en 2007 par 4 enseignants qui cherchaient à améliorer les compétences pédagogiques des maîtres de l'enseignement public à travers une méthodologie dénommée dap(R). Mais ils se sont rendu compte que le problème ne venait pas seulement du manque de compétence dans l'éducation, mais aussi d'un problème de planification, d'un problème de fonctionnement de la fonction publique, de gestion organisationnelle, de gestion des moyens, et même de la santé publique !

Depuis 2010, la FEM a élargi son objectif social en le convertissant en modèle de compétences pour améliorer la qualité de vie. La FEM d'adapte essentiellement aux nécessités de formation de la communauté sans imposer son agenda. Basé sur le volontariat, nous travaillons en 3 équipes : PATRIMOINE ; HABITAT ; ENTREPRENEURIAT



Présentation

Objectif : Augmenter les opportunités de collaboration entre personnes de différentes origines ethniques, sociales, économiques et géographiques pour améliorer mutuellement nos compétences et construire ensemble un pays plus équitable.

Passion : Nous croyons que les êtres humains ont une dimension sociale, psychologique, physique et spirituelle. Nous avons une approche holistique, et nous croyons que les problèmes se règlent non seulement en les décomposant, mais aussi en essayant de les comprendre à travers la perspective de nouvelles idées et personnes, ce qui rend l'innovation possible et donc le changement de situation.

Il ne s'agit pas « d'aider » nos bénéficiaires, dans la FEM nous apprenons tous, pas seulement les communautés. Il s'agit d'une expérience d'apprentissage expérimentale à travers le pays, ses réalités, ses différences, et ce dont nous avons besoin pour résoudre nos problèmes et notre perte de confiance.

Nous faisons la promotion des pratiques de connaissance et de reconnaissance entre les gens, pour mieux faire comprendre que ce pays ne s'améliorera que grâce au faire-ensemble. Par exemple, les communautés trouvent des façons de s'auto-organiser, renforçant leur leadership et assurant leur bien-être et leur développement. Les bénévoles, locaux et internationaux, apprennent beaucoup de ces traditions et de la culture, dans un échange qui nous rend tous meilleurs. Nous sommes disposés à innover, co-crée des entreprises, des initiatives, des projets, et tout ce qui pourrait permettre de faire passer notre message de collaboration et de développement dans tous les domaines possibles.

www.femcolombia.org

www.facebook.com/femcolombia

www.facebook.com/cartagenainsider



Jordanie • Coopérative de femmes de Sakhras

Lieu: Jordanie

Lancement du projet : 2002

Nombre de membres : 721

Nombre d'employés : 32



La Coopérative de femmes Sakhras fait la promotion des droits économiques, sociaux et culturels des femmes dans les régions rurales et reculées de Jordanie, tout en générant du chiffre d'affaire. Environ 20% des jordaniens vivent dans des zones rurales, où la pauvreté est plus présente qu'en zones urbaines ; approximativement 19% de la population rurale est pauvre. Du fait de la nature aride du sol, de nombreux ruraux ne peuvent pas produire assez de nourriture pour leurs besoins, et les sécheresses régulières amplifient cette situation. Par conséquent, de nombreux ruraux vivent dans des conditions extrêmement difficiles avec des opportunités limitées de diversifier leurs entreprises agricoles et d'accéder à des sources de revenus alternatifs. Le résultat est qu'ils ne peuvent pas accéder aux crédits bancaires nécessaires à l'investissement dans les activités de leurs fermes. Sakhras est une de ces communautés rurales en Jordanie, avec une population de 18 000 personnes et un haut taux de chômage. Les femmes ici sont responsables de la santé de leurs enfants puisqu'il n'existe aucun centre de soin pour enfants.



Les femmes membres de la coopérative cultivent, produisent, emballent, et vendent les produits agricoles et artisanaux de la coopérative, et partagent les profits, pendant que leurs enfants sont inscrits dans le programme de jardin d'enfant de la coopérative ou bénéficient de bourses pour étudier à l'école ou à l'université.

Le projet a d'abord consisté à la mise en place d'une crèche pour permettre aux femmes qui travaillent de laisser leurs enfants dans un endroit sûr. Cela permet aux femmes de s'engager dans des activités économiques productives, qu'elles auraient dû abandonner si elle devait s'occuper de leurs enfants à la maison. Les femmes, une fois leurs enfants entre de bonnes mains, peuvent bénéficier des prêts proposés par la coopérative pour démarrer leur propre entreprise et activités. La coopérative leur propose également des formations de management dans des secteurs variés comme l'agriculture ou les produits laitiers, tout en offrant du travail pour les personnes de la communauté dans la crèche, le jardin d'enfant et l'école.

La coopérative a joué un rôle actif dans le développement de la communauté et la réduction de la pauvreté et du chômage à travers l'implication économique, sociale et culturelle des femmes. Elle a pour objectif de relever le niveau de vie des populations locales à travers la création de projets personnels. Chaque membre donne une contribution à la coopérative en début d'année. Ces fonds sont investis dans divers projets, puis les bénéfices sont redistribués également à tous les membres de la coopérative à la fin de l'année.

Références

<http://www.schwabfound.org/content/zeinab-moman>

<http://www.ikyared.com/ikya/zeinab-al-momanis-sakhras-women%E2%80%99s-society-cooperative>



France • Domb'innov



Lieu : Val de Saône, Dombes, Côtière de l'Ain

Lancement du projet : 2006

Nombre de membres : 15

Employés : 300 dont 38 en professionnalisation et 107 en insertion

Chiffre d'affaire : 9 millions d'euros

Domb'innov est un Pôle Territorial de Coopération Économique, qui fédère des entreprises locales du domaine de l'ESS mais également des PME socialement responsables du territoire se reconnaissant dans des valeurs de solidarité et qui ont décidé d'agir pour développer durablement leur territoire. Le groupe associatif Valhorizon est porteur de cette démarche innovante de coopération.

Des solutions innovantes pour le territoire

1 entreprise sociale créée chaque année depuis 2005

Domb'innov accompagne l'émergence d'entreprises sociales et le développement de services utiles au territoire

Création d'un Club d'investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire pour soutenir la création d'entreprise.

Incubateur d'entreprises sociales : Soutien de 8 projets en phase pré-opérationnelle. En lien avec 11 porteurs de projet en réflexion ou étude de faisabilité.

Projet de conciergerie de territoire pour répondre à la demande en biens et services de territoires ruraux ou isolés, d'entreprise locale.

300 emplois dont 38 en professionnalisation et 107 en insertion

Par sa fonction d'incubateur d'entreprise sociale, Domb'innov développe l'emploi local.

Ouverture de la Recyclerie en 2011; 14 emplois créés dont 11 en insertion.

Création de la friperie sous forme de chantier d'insertion, Solstisse en 2012; 9 salariés.

Création de la coopérative d'activité et d'emploi, Élan création en 2013; 15 entrepreneurs salariés.

Création d'une micro crèche (1^{ère} d'un réseau local) en 2014; 3 salariés.

8 entreprises mutualisent des moyens généraux

Le pôle permet à ses membres de réaliser en commun leur communication, comptabilité, gestion des paies...

Des stratégies collectives de développement commercial

Les membres du pôle réalisent une promotion commune de leurs offres de biens et services.



Coopérative d'activité et d'emploi
soutenue par Domb'innov



Micro - crèche créée en 2014



Création d'un guide « Consommer autrement près de chez vous »; 1^{ère} étape du marketing commun pour promouvoir une offre de produits et de services alternatives et locales.

Domb'innov, un des 20 pôles territoriaux sélectionnés par le Labo de l'ESS comme initiatives exemplaires (Janvier 2012)

Notre PTCE via ces différents projets et les événements que nous organisons fait la promotion de l'économie sociale et solidaire et des autres modes de développement économique.

Prix régional de la mobilisation territoriale en Novembre 2013.

Organisation du Festival Economie du 3^{ème} type dans le cadre des Rencontres solidaires.



Références : <http://www.valhorizon.org/>

Articles : Carnet de campagne, France Inter-18 septembre 2014), Supplément Economie sociale et solidaire de Mag2Lyon-Novembre 2013, Supplément Economie sociale et solidaire n°5 de Mag2Lyon -Novembre 2014, Les cahiers du Millénaires 3 « Compétition économique et solidarité, quelles tensions ? Quelles articulations ? » - Août 2014



COMMERCE ET PRESTATIONS DE SERVICE

Amérique Centrale •Aq'ab'al

Lieu : Amérique Centrale

Lancement du projet : 2010

Nombre de membres : 7 organisations, 50 000 producteurs



AQ'AB'AL' est une concrétisation d'un engagement né dans le cadre des Rencontres du Mont-Blanc. Suite à cet engagement, des organisations de l'économie sociale et solidaire d'Amérique Centrale, avaient organisé, fin 2008, la première Rencontre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, au cours de laquelle a été définie un agenda d'intégration régionale qui allait permettre de fortifier les capacités de gestion des entreprises, avec une vision de responsabilité environnementale, l'objectif de fortifier de façon intégrale les talents humains des organisations et de créer des outils de financement solidaires pour les divers projets de l'économie sociale et solidaire, de sorte qu'ils puissent à leur tour, impulser encore d'autres projets et organisations du secteur. Ainsi est né AQ'AB'AL sous l'impulsion de six organisations : la Coopérative Agroindustrielle Union de Quatre Pins (Guatemala), le Réseau COMAL (Honduras), Coopeagri, Consumo y Comunicación Alternativa-COKOMAL-, CONEXO Soluciones Empresariales et el Consorcio CONGES (Costa Rica).

Cet ensemble d'organisations représentent un total de plus de 50 000 producteurs et productrices dans des secteurs d'activité majoritairement agroindustriels mais aussi dans des services divers tels que la commercialisation solidaire, la communication, la formation et l'accompagnement en gestion, ce qui permettra des enchaînements entre elles et autres organisations de la région.

L'objectif d'AQ'AB'AL', désormais membre des Rencontres du Mont-Blanc, est de devenir le moteur de nouveaux projets associatifs de l'économie sociale et solidaire, en cherchant notamment à développer et consolider des alliances, au sein de chaque pays, au niveau régional et internationale avec des organisations partageant les valeurs et principes de l'économie sociale et solidaire. Ceci, au service d'un objectif : favoriser le développement des personnes au niveau social, économique et culturel dans le cadre d'un travail digne au sein d'un environnement de mieux en mieux préservé.

Références :

<http://www.rencontres-montblanc.coop/page/membres-des-rmb>

http://www.alternatives-economiques.fr/amerique-centrale--aq-ab-al--une-union-de-cooperatives_fr_art_1327_70184.html



Italie • Città dell'Altra Economia

Lieu : Rome, Italie

Lancement du projet : 2007

Superficie : 8 boutiques sur 3500 m²

Montant des travaux : 5 000 000 €

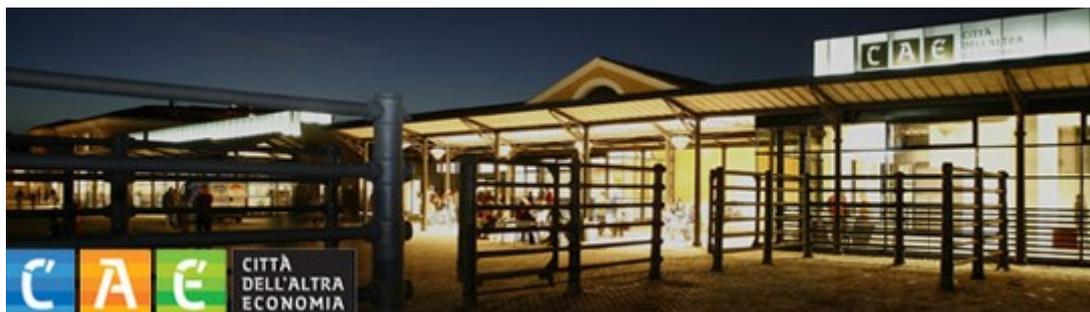


Bref historique

La Mairie de Rome souhaite encourager l'Economie Sociale dans sa ville. Pour se faire, elle a financé le réaménagement d'un espace de 3500m² au profit de boutiques d'agriculture biologique, de commerce équitable, d'énergies renouvelables, de recyclage, de tourisme durable et de finance éthique : tous les secteurs de l'économie solidaire ont désormais leur vitrine. La rénovation de l'espace répond de plus à de nombreux critères environnementaux.

Présentation

La Città dell'Altra Economia est gérée sous forme associative et les 25 entreprises sociales présentes louent l'espace à un prix modéré. L'objectif du lieu est de faire connaître aux citoyens de Rome cette économie à travers la visibilité des enseignes, mais aussi l'organisation d'animations gratuites tout au long de l'année pour sensibiliser le public à l'économie sociale et solidaire.



Plus de 2000 clients viennent s'y approvisionner chaque mois en vêtements équitables, objets design recyclés, légumes bio... Mais aussi des secteurs moins connus comme le tourisme durable, les énergies renouvelables, le logiciel libre ou la finance solidaire sont aussi représentés sur cette immense espace qui est aussi utilisé par les classes d'écoliers romains comme lieu de découverte de l'économie sociale et solidaire qui y organisent des matinées de découverte.

Ce centre commercial 100% solidaire invite les visiteurs à se promener dans trois espaces identifiés :

- Manger bio propose 4 restaurants et cafés utilisant des produits biologiques et/ou locaux.
- Acheter éthique, propose 6 boutiques de commerce équitable, recyclage, ainsi qu'une herboristerie.
- Penser autrement, abrite 6 boutiques qui proposent d'explorer d'autres voies et réflexions

Références

- <http://www.cittadellaltraeconomia.org/>
- <http://www.ess-europe.eu/fr/bonnepratique/italie-un-centre-commercial-100-economie-solidaire>



France • Charte Nationale du commerce équitable local

Lieu : France entière

Lancement du projet en France : 2011

Partenaires du Projet : Plate-Forme pour le Commerce

Équitable (PFCE), Initiatives Pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale (InPACT), associés à la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB)



Bref historique

Depuis 2011, la Plate-Forme pour le Commerce Équitable (PFCE) et le réseau d'Initiatives pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale (INPACT National), associés à la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB) collaborent ensemble à un projet innovant qui s'attache à décliner les principes fondamentaux du commerce équitable pour défendre et promouvoir une agriculture citoyenne et durable en France. Ils ont fait émerger 14 principes pour bâtir des relations commerciales équitables au service d'une agriculture paysanne et biologique en France, réunis au sein de la charte nationale du « commerce équitable local ». L'officialisation de **cette Charte s'inscrit pleinement dans l'agenda législatif : la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire, votée le 31 juillet 2014**, propose en effet, à travers l'article 94, une nouvelle définition du commerce équitable et son ouverture à des relations commerciales avec des producteurs des pays du Nord, et notamment de France.

Présentation

La Charte du « commerce équitable local » entend **défendre et promouvoir des agricultures innovantes** qui s'appuient sur des **pratiques agro-écologiques** paysannes. A travers des pratiques agricoles durables, économes et autonomes, des organisations de producteurs à taille humaine et démocratique, des productions basées sur les ressources et spécificités locales, les signataires de la Charte souhaitent soutenir des agricultures qui participent pleinement au développement durable et citoyen des territoires.

Cette Charte entend **rassembler des initiatives** déjà existantes et qui se développent chaque jour sur les territoires (la gamme « Ensemble Solidaires avec les producteurs » de Biocoop, le label « Bio Solidaire » de l'association Bio-Partenaire, la gamme « Paysans d'ici » d'Ethiquable, le label Ecocert Solidaire...) en leur offrant à la fois visibilité et cohérence. Elle s'applique aux initiatives qui garantissent des relations commerciales équitables entre des groupements de producteurs et leurs partenaires économiques, dans le cadre de filières longues ou de filières courtes. C'est à travers le développement simultané de filières longues et courtes que ces filières saines pourront être accessibles à tous, en termes d'accessibilité géographique et de baisse des coûts de production et prix à l'achat.

La complémentarité des démarches est au cœur de ce projet : les outils du commerce équitable (engagement contractuel pluriannuel, prix juste, préfinancement, projet collectif) sont mis au service du renforcement et de la promotion des agricultures paysannes et agro-écologiques.

La pertinence de ce projet réside dans sa capacité à **accompagner simultanément les changements des modes de production et des modes de consommation** en proposant un cadre de référence qui permet d'intervenir sur l'ensemble des acteurs des filières agricoles, des producteurs, aux consommateurs en passant par les transformateurs et les distributeurs.

Références :

[La Charte nationale du commerce équitable local](#)



Maroc • IFASSEN

IFASSEN

Lieu : Berkane, Maroc

Lancement du projet : 2011

Nombre de membres : 8

Nombre d'employés : 4

Chiffre d'affaire 2013: 59016,00 euros.

Association du Docteur Fatiha (ADF) : Faire de la protection de l'environnement un moteur du développement économique. L'Association du Docteur Fatiha a été créée en 2008 par Faiza Hajji, jeune marocaine originaire de Berkane, une petite commune de la région de l'Oriental, au Nord du Maroc.

Touchée par l'extrême pauvreté des femmes de sa région, et par l'ampleur de l'invasion plastique qui ravage les quartiers les plus pauvres de sa ville, Faiza initie un projet de recyclage des sacs plastiques pour tenter de répondre à cette double problématique : elle constitue un groupe de femmes et retravaille, avec la coopération d'une designer française, la technique de tressage traditionnelle afin d'y incorporer des sacs plastiques. Petit à petit, plusieurs gammes d'accessoires de mode et d'objets de décoration voient le jour, et rencontrent un grand succès : la marque IFASSEN ou « les mains » en berbère est créée. Aujourd'hui, IFASSEN travaille avec 60 artisanes. Elles peuvent ainsi recevoir une rémunération régulière les aidant à s'autonomiser et endosser les frais du quotidien.



Dans la conception de ses produits, IFASSEN et les artisanes collaborent régulièrement avec des designers internationaux afin de mêler savoir-faire ancestral et modernité, pour un échange culturel très riche et des produits dans lesquels se mélange artisanat marocain et design.

IFASSEN propose à ce jour tout une gamme d'accessoires de mode : pochettes, sacs à main, boucles d'oreilles, ceintures ; et sort en 2015 sa gamme de décoration d'intérieur composée de corbeilles, panières, luminaires, guirlandes et tapis. Tous ses produits sont tissés à la main, à base de sacs plastiques recyclés et d'alfa, plante flexible très résistante caractéristique de la région de l'Oriental.

Les objectifs spécifiques d'ADF :

- 1- Permettre à des femmes vulnérables de bénéficier d'activités régulières et génératrices de revenus et de gagner en autonomie.
- 2- Diminuer la présence des sacs plastiques dans la nature par des actions de recyclage et des campagnes de nettoyage.
- 3- Sensibiliser la population locale, en particulier la jeune génération, à la problématique de la pollution plastique et encourager l'action citoyenne.



Références

www.adf-global.org

www.ifassen.com

www.facebook.com/IFASSEN

<http://www.ellefondation.org/la-fondation/nos-actus?p=820>

<http://handeyemagazine.com/content/%E2%80%99association-du-docteur-fatiha>



France • RELAIS RESTAURATION

Lieu : Pantin, en Seine-Saint-Denis
Lancement du projet : 1992
Nombre de membres : 26 EQTP
Nombre d'employés : 20
Chiffre d'affaire : 1, 3 Millions d'euros



Relais Restauration est une **entreprise d'insertion**, créée en 1992 sous forme associative, à destination des **jeunes des quartiers populaires de Seine Saint Denis**. L'entreprise recrute une vingtaine de salariés en insertion et en formation. Elle les conduit à une pré qualification et à la qualification et à des emplois dans un secteur, la restauration largement déficitaire.

Installée sur une friche industrielle récupérée par un squat militant, l'entreprise est installée **aux abords du canal de l'Ourcq** à coté d'un lycée professionnel, sur la future trame verte.

Le restaurant est donc très bien situé, bénéficiant d'une cour pour accueillir, au printemps et en été, la clientèle. Un service traiteur complète l'offre de services.

Elle a démarré dans des conditions d'exploitation très précaires, sous forme d'un atelier chantier d'insertion. Au bout de plusieurs années, la mairie de Pantin a acheté le terrain et l'a loué à l'entreprise d'insertion. En 2012, la mairie a confié par bail emphytéotique le terrain à l'entreprise d'insertion et accordé un permis de construire pour un projet de développement.

Le projet de développement vise à consolider définitivement l'exploitation et la mission d'insertion et de formation en **rénovant de manière écologique les bâtiments**, en **créant une cuisine d'application pour l'organisme de formation** permettant de réaliser de la qualification, en augmentant le nombre de couverts.

Les conditions de travail de salariés devraient s'en trouver nettement améliorées. L'association a décidé, pour passer cette nouvelle étape, de prendre un statut commercial et d'utilité sociale : l'association s'est transformée en une société coopérative d'intérêt collectif. C'est le conseil d'administration composée de 3 collègues (fondateurs et salariés, financeurs, usagers et partenaires) qui pilote le projet de développement : une cinquantaine de personnes physiques, 9 clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, la société de capital risque GARRIGUE, deux associations sont au capital de la SCIC. Ce capital est variable. Il est, au 31 décembre 2012, de 48240 euros répartis entre 101 sociétaires.

Au 1 Septembre 2014, les travaux, estimés à 2 millions d'euros, sont quasiment achevés. Il manque 180 KE pour terminer la sonorisation des salles notamment dans une perspective d'en faire un lieu culturel, et l'aménagement d'une salle de séminaire au premier étage.

Références :

<http://www.lerelaisrestauration.com/index.html>

<http://www.lerelaisrestauration.com/telechargement/presse/canal-de-pantin-fev-2002.pdf>



France • Territoires de commerce équitable



Lieu : France entière

Lancement du projet en France : 2008

Nombre de collectivités engagées en France : 40 collectivités

Nombre d'employés de la campagne en France : 1,2 ETP

Budget annuel en France : 100 000 €

« Territoires de commerce équitable » est la déclinaison française de la campagne internationale « Fair Trade Towns » qui a débuté en Grande-Bretagne en 2000. Elle a très vite mobilisé les citoyens et éveillé l'intérêt des élus. Près de 600 collectivités britanniques sont depuis devenues des « Fair Trade Towns ». Le mouvement s'est étendu à toute l'Europe puis à l'international. Aujourd'hui, plus de 1500 collectivités sont engagées dans le monde, à travers 24 pays. En France, 40 collectivités sont déjà labellisées « Territoire de commerce équitable » (dont Paris, Lyon, Nantes...) et plus d'une centaine est engagée dans la démarche.

La campagne « Territoires de commerce équitable » incite les collectivités territoriales à développer des achats publics responsables et à favoriser la sensibilisation des entreprises et citoyens aux enjeux du commerce équitable. Elle s'adresse à toutes les collectivités territoriales qui souhaitent s'engager, quelque soit leur taille : régions, départements, intercommunalités, communes de 50 habitants à plusieurs millions.

Dans le cadre de la campagne, un label « Territoire de commerce équitable », attribué par un jury d'experts du développement durable et de la consommation responsable, récompense l'engagement des collectivités territoriales qui mettent en œuvre des politiques publiques proactives en matière de commerce équitable. **« Territoire de commerce équitable » est ainsi devenu le label d'exemplarité des territoires qui s'engagent pour le commerce équitable et la consommation responsable.**

Les collectivités labellisées « Territoires de commerce équitable » poursuivent 5 objectifs :

1. Voter une délibération et acheter des produits issus du commerce équitable
2. Contribuer à développer les produits équitables dans les commerces et restaurants du territoire
3. Inviter les principales entreprises et organisations du territoire à acheter des produits du commerce équitable
4. Communiquer sur les réalisations et sensibiliser sur les enjeux du commerce équitable
5. Créer un Conseil Local pour le commerce équitable, lieu d'échanges et de propositions

Pour atteindre ces objectifs, les collectivités travaillent main dans la main avec les autres acteurs du territoire : associations citoyennes, entreprises, organisations professionnelles et collectivités voisines. La campagne favorise ainsi la construction de partenariats sur les territoires et permet aux collectivités d'approfondir leurs bonnes pratiques à travers des formations, l'élaboration de fiches expériences et des échanges sur le réseau social de la campagne avec des collectivités issues de la France entière. Les politiques d'achats responsables ambitieuses développées dans le cadre de la campagne Territoires de commerce équitable ont valu à plusieurs collectivités françaises de remporter au niveau européen les Trophées des achats publics de textile équitable.

En France, la campagne est pilotée par les principaux réseaux du commerce équitable : la Plate-Forme pour le Commerce Equitable, Max Havelaar France, la Fédération Artisans du Monde et le réseau FAIR[e] un monde équitable.

Références

Site internet : www.territoires-ce.fr



France • "Transport Challenger"



Lieu : Paris

Lancement du projet : 2013

Nombre de membres : 10

Nombre d'employés : 5

Budget 2013: 55 600 €

Transport Challenger est une entreprise de transport de personnes, qui embauche des salariés stigmatisés par un parcours carcéral pour retrouver un emploi. Par la mise en place d'un service de qualité, créateur d'emplois, l'activité économique de Transport Challenger permet de modifier les représentations stéréotypées qui s'affichent sur les personnes ayant été placées sous main de justice.

Nous proposons différentes gammes de service:

- Un service de "Transport Classique", s'apparentant à l'activité de taxi, mais dont les prix sont fixes et établis à l'avance, lors de la réservation.
- Un service de transport adapté, pour les personnes à mobilité réduite.
- Un service de transport de groupe, favorisant le co-voiturage.
- Une formule Assistance-Conducteur, pour les conducteurs fragilisés.

Le projet a démarré en 2012; celui-ci vient répondre à des besoins sociaux non-pourvus. Notre levier commercial prend appui sur la combinaison des problématiques de mobilité et de réinsertion par l'emploi, pour les personnes ayant été placées sous main de justice. En favorisant l'émergence d'une dynamique constructive et positive autour de ces deux paramètres, nous produisons un service qui devient un bien commun, où le client s'inscrit dans le cadre d'un achat responsable.



Pour atteindre son objectif, Transport Challenger s'appuie sur un mode de gouvernance responsabilisant et collaboratif, s'exerçant au sein d'une société de personnes et non pas de capitaux. L'entreprise fonctionne sur le principe d'une gestion désintéressée, tournée vers une logique d'emploi, où tous les bénéfices sont réinjectés dans les réserves impartageables. Actuellement en association, l'entreprise devrait se transformer en 2015 en Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Cette forme de coopérative permet aux fournisseurs du service (les salariés chauffeurs) ainsi qu'au bénéficiaire (les clients),

de se retrouver au sein d'un même sociétariat. Cette structuration permet d'ajuster au mieux l'offre et la demande de service.

En 2013, l'association a été Lauréat des trophées de l'Economie Sociale et Solidaire, à Paris et en Seine Saint Denis. Durant le premier semestre 2014, l'entreprise a connu un gain d'activité de 50%.

Références

<http://transport-challenger.org>

http://www.atelier.net/trends/articles/transport-challenger-engage-entrepreneuriat-social_429511

http://static.latribune.fr/assets/files/supplements/TRIBU_SUPPL_1_20131129.pdf



France • Oui Drive

Lieu : France

Date de lancement : Décembre 2014

Nombre de membres : 4



L'association OUI DRIVE est une initiative récente portée par des professionnels de l'enseignement de la conduite. Les statuts sont en cours de dépôt (décembre 2014).

Il demeure aujourd'hui difficile et onéreux de passer son permis de conduire en France. C'est également une étape importante pour l'insertion dans la vie professionnelle. C'est dans cette logique que se développent des méthodes d'apprentissages alternatives comme: la conduite accompagnée ou supervisée et la location de voitures à double commande.

Présentation :

OUI DRIVE soutient ces techniques d'apprentissages de la conduite libre et autonome, apparaissant comme les moins onéreuses du marché (1 heure de location de voiture à double commande coûte en moyenne 35 euros de moins). L'association OUI DRIVE se propose donc de mettre à disposition des accompagnateurs bénévoles et préalablement formés par des professionnels aux apprentis conducteurs faisant le choix de ces techniques.

En effet, les apprentis conducteurs n'ont pas tous dans leur entourage des personnes disponibles et motivées pour les accompagner au cours de leur apprentissage.

OUI DRIVE crée le premier réseau d'accompagnateurs bénévoles français pour ces personnes en proposant une alternative collaborative, sociale et sécurisante à l'apprentissage classique en auto-école.

Références:

Site internet dédié: www.ouidrive.fr

Article: <http://www.edukar.fr/blog/edk/blog/edukar-soutient-le-projet-associatif-ouidrive>



FINANCE SOCIALEMENT RESPONSABLE ET CAPACITE FINANCIERE DE L'ESS

Bangladesh • Grameen Bank



Lieu : Bangladesh

Lancement du projet : 1976

Coopérative : propriété des emprunteurs 94 % (reste au gouvernement)

Nombre de membres : 8,37 millions (dont 97 % sont des femmes)

Nombre d'employés : 24 600 (2007)

Volume cumulatif des prêts accordés (2007) : +6,5 milliards \$

Volume cumulatif des prêts remboursés (2007) : + 6 milliards \$

La Grameen Bank a instauré un système bancaire différent et audacieux pour offrir du crédit aux personnes les plus pauvres et isolées du Bangladesh. À petite échelle, les prêts offerts ont déjà permis à des millions de personnes d'accéder à la sécurité alimentaire et à des conditions sanitaires acceptables.

La Grameen Bank est née en 1976, à l'initiative du Dr Muhammad Yunus. Ce professeur d'économie soutient que l'absence d'accès au crédit pour les personnes pauvres dans les régions rurales est une contrainte qui les empêche de sortir de la pauvreté. Comme ils n'ont pas suffisamment de terres en leur possession pour subvenir à leurs besoins, un prêt modeste leur permet de créer un projet qui génère des revenus et d'améliorer leurs conditions de vie. Dr Yunus démarre la banque dans le cadre d'un projet de recherche, mais celle-ci remporte un succès considérable et devient indépendante en 1983. Le succès de Grameen est indéniable et le concept a inspiré plusieurs autres initiatives à travers le monde. Le fondateur, Muhammad Yunus, a également été le récipiendaire du prix Nobel de la paix en 2006.

Les prêts sous forme de microcrédit sont conditionnels au respect de plusieurs valeurs énoncées par la banque. Parmi celles-ci on retrouve l'importance de la culture de la terre, de l'éducation des enfants et de la participation aux activités sociales et collectives. Les prêts sont offerts à des groupes formés de 5 personnes, qui doivent s'entraider et partager les responsabilités. Cette technique permet à la Grameen Bank d'avoir un taux de remboursement extrêmement élevé. Les employés de la banque offrent de la formation et des conseils aux emprunteurs et encouragent ceux-ci à faire des économies, et à accumuler un fonds d'urgence.

Les prêts de Grameen s'adressent tout particulièrement aux femmes, qui ont très peu accès au système bancaire traditionnel du Bangladesh. En accédant plus facilement au capital, les femmes gagnent aussi en pouvoir décisionnel au sein de leur communauté. La Grameen Bank a aujourd'hui permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, d'accéder à l'éducation, de se nourrir suffisamment et d'avoir des conditions d'hygiène acceptables.

Références

Valérie Gilbert. Étude de la Grameen Bank : le microcrédit au Bangladesh comme moyen d'*empowerment*. Les cahiers de la Chaire C.-A. Poissant, janvier 2009
www.grameen.com/http://www.grameen-info.org
www.grameenfoundation.org



Brésil • Palmas



Lieu : Brésil

Lancement du projet : 1998

Type d'organisation : Banque communautaire

Palmas est une organisation née à Conjunto Palmeiras, une favela de 30 000 habitants au nord du Brésil, qui comprend aujourd'hui quarante-six banques communautaires, une institution de microfinance, une monnaie locale et un institut qui travaille à exporter le modèle.

Conjunto Palmeiras a été peuplée dans les années 1970, par des démunis qui étaient expulsés du centre-ville de Fortaleza et relogés de force par les autorités, à vingt kilomètres de la ville. Dans la même décennie, des familles s'installent aussi dans la favela, en provenance des régions rurales. Vers 1979, une association des habitants de la favela se met en place, l'ASMOCONP (l'Association des habitants du Conjunto Palmeiras). Pendant les années 1980 et 1990, les habitants se mobilisent, forment un centre de maternité communautaire, militent pour avoir des conditions de vie plus décentes, et réussissent à trouver le financement pour améliorer leurs conditions et urbaniser le quartier.

La Banque Palmas est créée en 1998 par l'ASMOCONP pour fournir du microcrédit aux habitants. En 2002, la monnaie sociale Palmas est lancée, et sert à acheter dans les commerces du quartier uniquement. L'objectif derrière cette initiative est de construire l'offre et la demande du quartier, donc de combiner monnaie locale et microcrédit pour aider la mise en place de petites entreprises et relocaliser les échanges. Les crédits à la consommation en Palmas se font sans intérêt, et les entreprises du quartier offrent des réductions aux clients qui utilisent cette monnaie. La banque appartient à la communauté et est gérée de façon démocratique. Depuis sa création et en raison de son succès, le modèle de la Banque a été répliqué de nombreuses fois au Brésil et au Venezuela.

Le système Palmas a été reconnu internationalement et a gagné plusieurs prix prestigieux, tels que le Prix des Objectifs de Millénaire pour le Développement, le prix Orilaxé de l'UNESCO, et le prix Visionaris.

Références

Daniel Campos Martins. Finance solidaire : le cas de la banque Palmas à Fortaleza, Brésil, août 2009

http://aloe.socioeco.org/IMG/pdf/Banco_Palmas_dani.pdf

www.taoaproject.org

www.banquepalmas.fr

www.bancopalmas.org.br/



France • CASDEN



Nombre de Sociétaires (à fin 2013) : 1,3 Million de Sociétaires

1951 : création de la Caisse de Prêts de l'Éducation Nationale de Seine et Oise

1957 : naissance de la CASDEN

En 2013, le groupe CASDEN a dégagé un résultat net consolidé part du groupe de 70,9 millions d'euros, pour un produit net bancaire de 224,1 millions d'euros. La progression en 2013 des dépôts des Sociétaires et de la distribution de crédits, notamment immobiliers, ont assuré à la coopérative une bonne résistance dans un contexte économique encore très fragile. Le groupe CASDEN affiche un ratio de solvabilité confortable de 30,55 %.

Créée et gérée par des enseignants, la CASDEN est la Banque coopérative des personnels de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture. Elle compte plus de 500 collaborateurs dont les deux tiers au siège de Noisiel (77) et un tiers dans les Délégations Départementales. Elle s'appuie sur un réseau de militants, volontaires et engagés : 222 Délégués Départementaux, des collègues au service des Sociétaires, et 7 000 Correspondants dans les établissements scolaires et universitaires, pour un maillage de proximité.

Banque à compétence nationale, elle a noué en 1974 un partenariat avec les Banques Populaires pour proposer à ses Sociétaires un service bancaire complet de proximité. Avec plus d'un million de Sociétaires, la CASDEN s'appuie sur la force de la coopération pour leur offrir une gamme étendue de services bancaires et contribuer au développement économique et social.

Privilégiant le service, l'écoute, la relation de long terme, elle place la solidarité, la réciprocité au cœur de sa démarche et de la conception de son métier parfaitement représentée par le Programme 1,2,3 CASDEN. Véritable alternative aux solutions de financement classique, son principe est unique en France :

Les Sociétaires constituent leur épargne à leur rythme.

Elle leur permet d'accumuler des Points.

Les Points acquis leur donnent accès à des taux de crédit très avantageux. Plus le nombre de Points augmente, plus le taux de crédit baisse.

Références :

<http://www.casden.fr/>



Canada • Vancity

Lieu : Colombie-Britannique

Lancement du projet : 1946

Institution financière coopérative

Nombre de membres : 400, 000

Actif : 14,5 milliards \$ (2010)



Vancity est une institution financière totalement gérée par ses membres, et la plus grande coopérative de crédit du Canada. Elle est propriétaire de Citizens Bank, qui fait affaire partout au pays, et veut améliorer par ses actions la qualité de vie de toute la communauté.

La responsabilité sociale fait partie du plan d'affaires de Vancity, et la totale transparence est respectée grâce à la publication de reddition de comptes pour informer les membres des décisions économiques et sociales de l'entreprise. La performance de Vancity est évaluée sur trois aspects, économique, social et environnemental.

Vancity respecte les principes coopératifs de gestion et croit à la responsabilité sociale de son entreprise. Cela signifie que les produits offerts et les méthodes de travail sont socialement et écologiquement responsables, que l'entreprise investit dans le bien-être de la communauté, la lutte contre la pauvreté, et fait la promotion de ces valeurs auprès des individus et de la communauté en général. Pour ce qui est de combattre les changements climatiques, Vancity finance des projets de ses membres qui visent une plus grande utilisation des énergies alternatives, les initiatives de transport durable et la construction de bâtiments verts. Les cartes de crédit offertes par la compagnie sont elles-mêmes « vertes », puisque 5 % des profits qui en sont retirés vont à un fonds destiné à financer des projets environnementaux locaux.

La coopérative Vancity est très concernée par son impact environnemental et tente de diminuer ses émissions de gaz à effets de serre en utilisant et en offrant des produits et des services qui ont un impact minimal sur son milieu. Au niveau financier, l'entreprise a atteint en 2010 des résultats qu'elle qualifie de « meilleurs de son histoire ». Les membres ont reçu 6 % de retour sous forme de dividendes.

Références

www.stratos-sts.com/documents/SI_Report_Case_Study_Vancity.pdf

www.vancity.com



France • Système d'échange local (SEL)

Lieu : France

Lancement du projet : 1994

Nombre de membres : plus de 20 000

Type d'organisation : associations



Les SEL en France sont apparus en 1994 et se sont multipliés jusqu'à être près de 350 aujourd'hui, formant un important réseau. Les différents groupes locaux sont associés à SEL'idaire, qui promeut la création de SEL et favorise la communication entre ceux-ci. Ce sont des associations très variées de « groupes de personnes qui pratiquent l'échange multilatéral de biens, de services, et de savoirs ».

Les SEL sont inspirés des LETS (Local Exchange Trading System), créés au début des années 1980 au Canada par Michael Linton. Dans le cadre du mouvement LETS, qui consiste à échanger des services à l'intérieur d'un réseau local, il est possible pour les membres d'accumuler des crédits pour un service rendu et de les utiliser ultérieurement. Aucune monnaie n'est utilisée, les crédits obtenus sont plutôt enregistrés par l'organisation. Aucun intérêt ne peut être appliqué à ce crédit et tout est effectué de façon transparente. Les organisations LETS sont toujours à but non lucratif et elles sont organisées démocratiquement.

Les SEL sont nombreux et chacun a son propre fonctionnement. Certains mesurent les échanges en termes de temps passé à rendre un service, qui pourra ensuite être échangé contre un service différent. Parfois les crédits accumulés sont comptabilisés sous forme de coupons, alors que d'autres organisations privilégient l'absence de comptage et la valorisation du lien créé par l'échange plutôt que celle du bien échangé.

Un tel système a l'avantage de créer des liens à l'intérieur d'une communauté et de stimuler l'économie dans une localité. Il s'agit aussi d'un réseau de solidarité, qui veut combattre l'exclusion et promouvoir la création d'une société plus équitable, tout en formant un espace de réflexion sur le système économique et les relations humaines.

Référence

www.selidaire.org



Inde • Uplift



Lieu : Inde

Lancement du projet : 2003

Type d'organisation : Réseau de mutuelles de santé

Nombre de membres : 115 000

Partenaires : Inter-Aide, Groupe MACIF



Uplift fonctionne comme un GIE fédéral au service de caisses mutuelles de santé. Uplift, entreprise à but non lucratif, est mandatée par ses organisations membres pour la gestion de leurs caisses mutuelles, l'appui technique, la formation et le développement de produits (Assurance santé/hospitalisation et vie). Face à une forte demande ou l'offre est principalement capitaliste, UpLift est aujourd'hui en plein cœur d'un projet qui doit lui permettre d'industrialiser ses services pour pouvoir les offrir à d'autres collectifs (syndicats, coopératives, IMF).

En Inde, l'un des principaux défis aujourd'hui est la mise en place d'un système d'assurance santé accessible à tous. En l'absence d'accès à un tel système, et en particulier en cas d'hospitalisation, les familles aux revenus les plus modestes doivent souvent s'endetter ou vendre leurs biens afin de payer les frais de prise en charge et de traitement. Dans un contexte d'une offre de santé non régulée, les prix des soins sont très élevés et mènent près de 20 millions de personnes à tomber chaque année en dessous du seuil de pauvreté.

En 2003 l'association UpLift India est née et apporte depuis un soutien au développement et à la gestion de mutuelles de santé pour les populations les plus défavorisées et leur propose différents services (conception de produits, analyse du risque, gestion administrative, logiciel résident...). Les membres des mutuelles partagent leurs risques en mettant en commun leurs cotisations qui, en cas de problème de santé, sont redistribuées selon un processus démocratique et transparent. Il s'agit donc d'un mécanisme classique d'assurance, où, toutefois, les risques ne sont pas transférés à un assureur mais partagés au niveau de la communauté. « UpLift India association » permet ainsi de répondre aux besoins de près de 115000 personnes et **diminue l'impact financier des coûts des soins de santé** en adaptant le montant de la cotisation aux capacités contributives des groupes.

Le modèle UpLift s'est étendu dans les bidonvilles de Pune et Bombay ainsi que dans quelques zones rurales auprès d'institutions de micro-finance qui proposent à leurs clients d'adhérer en famille automatiquement ou non à ces mutuelles de santé.

En 2010, plus de 1 000 hospitalisations ont été déclarées pour des frais médicaux engagés pour environ 100 000 euros. En 2011, une étude menée par Microfinance Opportunities a souligné le caractère unique du modèle Uplift qui, de par son haute valeur-client, possède un grand potentiel pour influencer l'industrie de la micro-assurance santé. En 2012, Uplift envisage de développer ses activités un produit novateur comprenant à la fois l'épargne et l'assurance santé.

Références :

www.upliftmutuals.org; www.interaide.org/pratiques/; http://www.alternatives-economiques.fr/sante--quand-les-pauvres-doivent-assurer_fr_art_630_43993.html. A fine balance : a case study of the client value of health micro-insurance-Uplift I.A Elizabeth McGuinness, Microfinance opportunities.



Irlande • Social Finance Foundation

Lieu : Irlande

Début du projet : 2006

Montant des prêts accordés depuis 2007 : 36 M€



En juillet 2006, le gouvernement irlandais a approuvé la création de la Social Finance Initiative (Initiative de finance solidaire). Annoncée par le ministre des Finances Brian Cowen dans le cadre du budget 2006, cette initiative prévoyait la création d'une entreprise à but non lucratif (à responsabilité limitée et sans capital social) agissant en qualité de bailleurs de fonds intermédiaire de finance solidaire. La finance solidaire est définie comme l'offre de prêts à des taux d'intérêt préférentiels pour des projets communautaires et des microentreprises. Ces projets rencontrent en effet souvent des difficultés à obtenir des prêts auprès des bailleurs de fonds traditionnels.

En janvier 2007, la Social Finance Foundation (Fondation de finance solidaire) a été constituée et sa direction a été nommée. Un capital d'amorçage de 25 M€ a été apporté par le secteur bancaire. Ce dernier a également accordé un prêt annuel de 6 M€ à taux réduit sur douze ans, assurant ainsi la viabilité à long terme de la fondation. Le ministère des Finances a contribué à ce soutien du secteur bancaire irlandais en apportant des fonds publics aux banques pour leur assurer des niveaux adéquats de fonds propres suite à la crise qui a frappé le secteur bancaire irlandais.

En tant que bailleur de fonds intermédiaire de finance solidaire, la fondation s'appuie sur un réseau de Social Lending Organisations (SLO, Organisations de prêts solidaires), qui sont en contact direct avec les emprunteurs. Le principal objectif de la fondation est de soutenir les communautés et les microentreprises en Irlande, où la finance solidaire est nécessaire pour mener à bien un projet, en mettant à leur disposition des fonds par l'intermédiaire des SLO. Depuis la concession de son premier prêt en août 2007, la fondation a accordé des prêts d'un montant total de 36 M€, dont 20 M€ ont été utilisés.

La Fondation a réalisé une étude des options disponibles pour une meilleure inclusion financière en Irlande, en s'inspirant des bonnes pratiques internationales. L'objectif de cette étude était d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour parvenir à une réduction substantielle de l'exclusion financière sur une période de 3 à 5 ans. La prochaine phase de cette étude consiste à mettre en œuvre les recommandations formulées, dans le cadre de la définition large de la « finance solidaire ». Par ailleurs, la fondation a récemment collaboré avec la micro-finance en 2012. Celle-ci aurait pour mission de promouvoir l'entrepreneuriat en Irlande en accordant des prêts aux micro-entreprises, qui ne peuvent pas en bénéficier auprès des bailleurs traditionnels. Cette initiative nationale d'envergure revêt une dimension sociale majeure car de nombreux entrepreneurs sont des personnes sans emploi ou issues de groupes minoritaires.

La fondation est également active dans d'autres domaines, notamment la promotion et le développement des sociétés coopératives d'intérêt collectif ainsi que la recherche sur les obligations solidaires.

Références :

Des informations supplémentaires sur la fondation sont disponibles sur le site www.sff.ie et auprès de Brendan Whelan, PDG (+353-86-241-3217) ou de Ken Slattery, Directeur financier (+353-87-256-4458)



Québec • Fondation CSN

Lieu : Québec

Lancement du projet : 1996

Actif net : 1,2 G\$ CA

Nombre d'actionnaires : 126 000



Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) pour la coopération et l'emploi, a pour mission d'investir dans de petites et moyennes entreprises québécoises afin de contribuer au maintien et à la création d'emplois. Son actif provient de l'épargne-retraite recueillie auprès de travailleuses et de travailleurs, regroupés ou non en syndicats, et de la population en général. En souscrivant, les actionnaires bénéficient de crédits d'impôt de la part des gouvernements du Québec et du Canada, ce qui rend l'épargne-retraite ainsi offerte très abordable, tout en leur permettant de contribuer au développement économique de leur localité ou de leur région.

En plus de la mission essentielle d'un fonds de travailleurs à l'égard de l'emploi dans tous les secteurs d'activité, Fondation CSN ajoute une attention particulière aux entreprises inscrites dans un processus de gestion participative, aux entreprises de l'économie sociale ainsi qu'aux entreprises engagées dans une démarche environnementale. Résolument engagé en faveur d'une finance socialement responsable, il fut un pionnier en matière de triple reddition de comptes au Québec en produisant dès 2006 des rapports de développement durable selon les lignes directrices de la GRI (Global Reporting Initiative). Il adhère aussi à plusieurs initiatives et principes internationaux dont le Pacte mondial, les Principes pour l'investissement responsable (PRI) et le Carbone Disclosure Project (CDP).

Pour des besoins de financement inférieurs à ceux auxquels il répond directement, Fondation CSN a créé Filaction. Ce fonds investit dans des entreprises à capital-actions inscrites dans une dynamique de développement local, dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire ainsi que dans des entreprises culturelles. Filaction favorise aussi la microentreprise en investissant dans des fonds locaux et régionaux tels les Femmessor, des organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin.

Travaillant de concert avec diverses organisations vouées au développement économique, au développement durable ou à la recherche, Fondation CSN apporte une contribution significative au développement de la responsabilité sociétale des entreprises, à la mise en œuvre d'une finance socialement responsable ainsi qu'à l'avancement des connaissances dans ce domaine, au Québec et ailleurs dans le monde. À l'échelle internationale, outre sa participation aux Rencontres du Mont-Blanc, Fondation collabore à Développement solidaire international (DSI), au CIRIEC International ainsi qu'à l'Association internationale du logiciel libre (Ai2L), une réalisation issue des Rencontres du Mont-Blanc.

Références :

www.fondaction.com

www.filaction.com



France • Benevolab (MicroFinance Sans Frontières)

Lieu : France

Lancement du projet : 2007

Type d'organisation : association à but non lucratif



BenevoLab offre l'opportunité à celles et ceux qui le souhaitent, de mettre bénévolement leurs compétences au service d'Institutions de MicroFinance (IMF) et d'ONG Internationales développant des projets à fort impact social et économique.

Avec une cinquantaine de partenaires et environ **400 bénévoles** issus de tous les métiers du groupe BNP Paribas ou d'autres horizons, BenevoLab contribue, dans une trentaine de pays, à la réalisation de projets à fort impact social.

L'action de BenevoLab à Paris est relayée par des antennes, progressivement déployées dans certains territoires d'implantation **du groupe BNP Paribas** et animées par des collaborateurs.

En soutenant le secteur de la microfinance et de l'entrepreneuriat social, BenevoLab a l'ambition de faciliter l'engagement des bénévoles au service d'acteurs dont le modèle économique conjugue impact social et pérennité.

Toutes expertises confondues (financière, comptable, juridique, informatique, RH, communication,...), les volontaires BenevoLab qui comptent une large majorité d'actifs, sont dotés d'une forte capacité d'adaptation à tout type d'environnement économique, social et culturel.

Ce sont leurs compétences alliées à leurs qualités personnelles qui leur permettent d'appréhender les problématiques, d'imaginer et de fournir des solutions adaptées aux besoins.

Il en résulte un esprit et un savoir-faire nourris par l'envie de transmettre des compétences, de partager des expertises, de contribuer ensemble à des projets éthiques et finalement, de créer du lien social entre les bénéficiaires et les bénévoles.

Références :

www.microfinancesansfrontieres.org



Québec • Caisse d'économie solidaire Desjardins (CECOSOL)

Lieu : Québec

Origine du projet : 1923

Type d'organisation : Institution financière coopérative

Nombre de coopératives et organismes participants : 2 800

Nombre d'épargnants : 10 000



Desjardins

Caisse d'économie solidaire

La Caisse d'économie solidaire (CECOSOL) est l'une des caisses du réseau de coopératives déployées par le Mouvement Desjardins, l'un des plus grands groupes financiers coopératifs du Canada. CECOSOL est issu du mouvement syndical et sa particularité est de financer majoritairement des entreprises collectives. La vision du groupe est humaniste, démocratique et solidaire.

La Caisse d'économie solidaire travaille à la construction « d'une société qui prend le parti de l'emploi, du partage, de l'entraide et du développement durable ». Plutôt que de mettre l'accent sur le profit, la Caisse veut favoriser le développement de la communauté et la cohésion sociale, le développement durable et le respect de l'environnement. Pour ce faire, elle appuie les initiatives d'entrepreneuriat social et collectif. La Caisse est issue du mouvement syndical et veut permettre aux travailleurs de regrouper leurs ressources financières pour améliorer leur sort et celui de la collectivité.

La Caisse fournit de l'information et des conseils tant aux investisseurs qui souhaitent investir leur argent dans des fonds éthiques, qu'aux entrepreneurs qui désirent faire évoluer leurs projets d'économie sociale. Au niveau environnemental, la Caisse offre différents programmes pour encourager le changement. Entre autres, on peut recevoir des remises en argent sur les prêts effectués dans le but de rendre une habitation plus écologique. CECOSOL offre aussi de rembourser une partie des intérêts sur le prêt que doit faire un abonné à l'organisme Communauto, qui propose le partage d'une flotte d'automobiles.

Communauto

Cette entreprise offre un service d'autopartage dans le but de réduire le nombre d'automobiles en circulation, tout en permettant aux membres d'utiliser un véhicule au besoin, à proximité et à petit prix.

Accorderie

Parmi les partenaires de la Caisse d'économie solidaire, on retrouve le projet original de l'Accorderie. Il s'agit d'un système de monnaie sociale et d'échange de services entre les membres d'une communauté locale. Chaque membre a accès aux services que proposent les autres « accordeurs » de sa région. Chaque heure offerte donne droit à une heure de service en retour, peu importe la nature du travail effectué.

Références

www.desjardins.com

www.caissesolidaire.coop

www.communauto.com/

www.accorderie.ca



France • Crédit Coopératif



Lieu : France

Lancement du projet : 1893

Nombre de salariés (2013) : 1811

Nombre de membres (2013) : 314 600 clients actifs, 78 450 porteurs de parts

Type d'organisation : Coopérative de crédit

Le Crédit Coopératif a évolué pendant près de 120 ans pour devenir une importante banque dans le milieu de l'économie sociale. C'est une coopérative gérée démocratiquement, dont 73 % des membres sociétaires sont des entreprises d'économie sociale.

Gérée par ses membres (principalement des personnes morales, que ce soit des coopératives, organismes, mutuelles ou associations), la banque du Crédit Coopératif soutient des projets d'affaires dans lesquels l'utilité sociale joue un rôle primordial. Il participe à l'élaboration d'expertise en collaboration avec ses membres et leurs organisations professionnelles, par des conseils ou de la recherche. Le groupe souhaite agir dans une perspective de développement durable, tant au niveau économique, que social ou environnemental.

Les efforts de la banque du Crédit Coopératif portent ses fruits. En 2006, elle a reçu la meilleure note pour son impact environnemental, parmi toutes les banques françaises, et a même depuis 2008 un impact environnemental positif. La banque réduit ses émissions de CO₂ dans ses activités d'entreprise, mais aussi en sensibilisant ses salariés et ses clients. Les principes coopératifs sont appliqués par le Crédit ainsi que par les entreprises d'économie sociale qui sont ses clients. Il s'agit de la liberté d'adhésion, de la gestion démocratique, de la participation économique des sociétaires, de l'autonomie et l'indépendance (absence de cotation en bourse, rémunération limitée du capital, gestion autonome), l'importance donnée à la formation et l'engagement envers la communauté.

Depuis 1984, le Groupe Crédit Coopératif gère aussi une fondation, qui joue un rôle de mécène auprès des initiatives d'économie sociale. La fondation remet chaque année des prix à des projets qui se démarquent, pour les encourager et les faire connaître du public.



Référence

www.credit-cooperatif.coop/



Pays-Bas • Rabobank

Lieu : Pays-Bas

Lancement du projet : 1898

Type d'organisation : Coopérative financière

Nombre de membres : 1,8 million

Nombre de clients : 10 millions

Nombre d'employés : 59 000

Actifs : 900 milliards \$



Rabobank est une institution financière internationale qui fournit un ensemble de services bancaires à ses clients, de l'assurance, de la gestion d'actifs et des services immobiliers. À l'origine, le groupe était composé d'entrepreneurs du milieu agricole qui n'avaient pas accès au capital dans le système bancaire traditionnel et qui ont formé leur propre coopérative de crédit.

Au 31 décembre 2010, il comprend 141 banques Rabobank locales indépendantes ainsi que leur organisation centrale Rabobank Pays-Bas et ses filiales. Ses activités comprennent la banque de détail nationale, la banque de gros et de détail internationale, la gestion d'actifs et l'investissement, le crédit-bail et l'immobilier. Elle est aujourd'hui présente dans 48 pays différents et supporte des initiatives semblables dans plusieurs pays en voie de développement, surtout en Afrique.

La banque croit que le développement économique doit passer par le développement durable et la protection de l'environnement. Elle tente d'avoir une contribution positive par ses actions, et valorise depuis sa création l'autonomie de chacune de ses succursales.

La Rabobank est considérée comme l'une des banques les plus sécuritaires au monde. Son mode de fonctionnement coopératif explique en partie sa fiabilité puisque sa gestion est partagée entre l'ensemble des succursales coopératives, sous la forme d'une assemblée qui se réunit plusieurs fois par année, et un Conseil d'administration, qui doit prendre en considération les intérêts spécifiques de chacune des banques locales.

Références

www.rabobank.com

Bart Jan Krouwel. Green investments and green financing in the Netherland. 18-11-2009

(www.hazliseconomist.com/speeches/docs/03122009_Krouwel_ppt2.pdf);

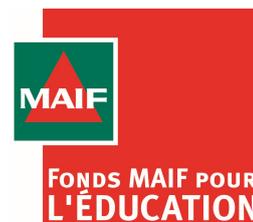
www.developpementdurable.banquepopulaire.fr/ddfr/liblocal/docs/Rabobank/PresentationactivitesCSR_Rabo.pdf

L'exemple de Rabo Green Bank

- Filiale propriété à 100 % de Rabobank
- 200 000 épargnants placent leur argent dans un fonds vert bloqué au moins 1 an pour avoir des avantages fiscaux.
- Jusqu'à 54 000 euros peuvent y être placés en étant défiscalisés.
- Le rendement pour le particulier est de 2 % payé par la banque plus une incitation fiscale de 2,5 % net soit un rendement de 4,5 % net.
- Le capital est garanti par l'État.
- Rabo Green Bank prête les fonds sous forme de prêt aux clients avec des projets qui se



France • Fonds MAIF pour l'Éducation



Lieu : France

Lancement du projet : 2009

Nombre de membres : 3 administrateurs dont un représentant de la MAIF

Liée historiquement au monde de l'enseignement, la MAIF a créé, en décembre 2009, le Fonds MAIF pour l'Éducation. Elle souhaite ainsi donner une plus grande lisibilité à son engagement en faveur de l'éducation pour tous et prolonger ses actions dans un cadre désintéressé.

Le Fonds MAIF pour l'Éducation (FME) a pour mission de financer des actions d'intérêt général favorisant l'accès à l'éducation pour tous par des aides financières directes à destination d'organismes à but non lucratif et éligibles au mécénat.

Le FME ne s'interdit aucune thématique d'action, qu'il s'agisse d'activités culturelles, citoyennes, propres ou non au milieu scolaire... Pourvu, toutefois, qu'il existe un lien avec l'accès à l'éducation pour tous.

Un appel à projets

Soucieux d'apporter une aide à ceux qui se mobilisent, localement, en faveur de l'accès à l'éducation, le FME a lancé, en 2010, son premier appel à projets. Ouvert aux associations qui œuvrent pour l'accès à l'éducation pour tous, quel que soit leur domaine d'intervention, l'appel à projets a pour vocation de récompenser des initiatives innovantes et originales à vocation culturelle, sociale, éducative ou citoyenne.

Trois ans plus tard, le succès croissant de cette initiative confirme son intérêt et sa pertinence alors que la crise économique s'installe durablement.

Références

www.fondsmaifpourleducation.fr



Argentine • Fondation La Base

Lieu : Buenos Aires, Argentine

Lancement du projet : 2004

Nombre de membres : 6

Nombre de salariés : 6

Chiffre d'affaire : 0



Fundación La Base

Bref Historique :

En 2004, un économiste américain nommé Brendan Martin a voyagé en Argentine, inspiré par le mouvement des groupes de travailleurs autogérés dans le pays. Notant l'inégalité sociale croissante dans le monde, Brendan perçu les coopératives démocratiques et la gestion de la main-d'œuvre comme des alternatives aux problèmes du chômage et de la pauvreté. Son intérêt pour ce sujet s'est basé sur son étude de l'impact profond de la réussite de la coopérative espagnole Mondragon sur la vie de ses plus de 80 000 travailleurs. Brendan forme La Bases en 2004 avec la collaboration de plusieurs camarades argentins, avec un objectif clair : fournir le nécessaire fond de roulement à la croissance des coopératives. Exclue des sources traditionnelles de financement, les coopératives de travailleurs en Argentine ont trouvé un soutien important dans la Base.

La Fondation a commencé ses activités avec les premiers prêts aux coopératives de travail dans la région métropolitaine de Buenos Aires. Après trois ans de fonctionnement et beaucoup d'apprentissage, le projet s'est consolidé et a réussi à s'établir comme une fondation en Juin 2008. Chaque année, grâce à la responsabilité des coopératives bénéficiaires, la Fondation augmente le nombre de prêts et d'emprunts. Au cours des dix dernières années de fonctionnement, elle a accordé plus de 700 prêts d'une valeur environ de 12.000.000 pesos. En outre, le modèle de base a été en mesure de s'étendre à d'autres zones géographiques. La Base a ouvert un bureau au Nicaragua en 2009 et aux États-Unis en 2011. Le taux de remboursement pour les prêts est de plus de 98%, résultant des gains de productivité dans la situation économique des travailleurs. La Fondation pratique la finance NO-mines. Le prêt est seulement retourné s'il a généré des revenus pour les travailleurs, en évitant davantage de dette.

References

www.labase.org



Canada • Développement Solidaire International, le réseau CSN de coopération internationale pour la finance solidaire et socialement responsable

Lieu: Québec, Canada

Lancement du projet 2004

Nombre de membres: 7 organisations québécoises

Nombre d'employés : entreprise réseau regroupant 200 professionnels et techniciens au sein de ses membres

Bref historique

Développement Solidaire International (DSI) offre une expertise technique de coopération dans les domaines de la finance et des services, conseils à l'échelle internationale. Cette expertise vise une prise en charge collective de l'action économique, socialement responsable, pour un développement durable solidaire. DSI est au service du développement de tous les aspects de financement socialement responsable, de la finance solidaire à l'économie sociale et solidaire. Elle soutient également les initiatives syndicales d'appui à l'économie sociale et solidaire.

DSI favorise des échanges de savoirs, d'expertises et de ressources financières pour la promotion de rapports économiques différents. Son organisation et son action se fondent particulièrement sur une proximité syndicale respectueuse des rôles spécifiques de chacune de ses institutions membres, sur l'autonomie et la complémentarité entre elles ainsi que sur leur synergie dans l'action. DSI est actuellement actif auprès des investisseurs en économie sociale par sa présence au réseau INAISE. Elle participe également aux Rencontres du Mont-Blanc.

Présentation – Développement Solidaire International :

Offre une conjugaison d'expertises de gestion et finances au service de l'économie sociale et solidaire et de la finance socialement responsable s'inspirant de valeurs de liberté, de justice, de responsabilité et de solidarité

Offre des services techniques aux organismes de développement économique qui soutiennent **les entreprises socialement responsables dans une perspective de développement durable**

Offre des conseils aux organisations de travailleuses et de travailleurs pour la mise en place et la gestion de produits d'épargne, de placement et d'investissement

Collabore au développement et à la mise en commun de moyens d'intervention au service d'une **finance solidaire et socialement responsable, de l'économie sociale et solidaire, de la démocratie et de la gouvernance**

Partageant son expérience de développement acquise depuis quarante ans, les membres de DSI ont été actifs en appui à des Fédérations d'entreprises d'économie sociale et solidaire principalement au Brésil, Argentine, Mexique, Sénégal et Mali depuis sa fondation en 2004. Ils contribuent à la formulation de stratégies de développement et accompagnent le lancement de nouvelles initiatives d'appui à l'ESS. Des projets de coopération financière et technique sont aussi développés avec des partenaires européens. Des professionnels de DSI ont réalisé des formations sous l'égide du BIT sur les questions liées aux coopératives de travail. La majeure partie de son action vise la création de leviers de financement pour les EESS. Association à but non lucratif, DSI est une entreprise d'économie sociale autonome.

Références : Claude Dorion , coordonnateur de DSI, administrateur des rencontres du Mont Blanc



France–Angleterre • Finances citoyennes locales pour une Economie Européenne Durable

Lieu : Redon, Rennes, Somerset

Lancement du projet : 2013



Bref historique

Débuté en août 2013, le projet s'articule autour de deux phases principales : une première phase d'analyse comparée, suivie par une phase de recherche-action (en cours) qui prendra fin en octobre 2014.

L'analyse comparée : octobre 2013 à mars 2014

Les partenaires se sont rencontrés à plusieurs reprises (en France et en Angleterre) dans le but d'identifier les structures anglaises et françaises ayant eu recours avec succès aux finances citoyennes. Mais également, des projets/acteurs proposant des outils innovants et faisant appel à l'épargne citoyenne. Ces séminaires se sont partagés entre visites et études des outils.

Déjà paru: Un guide intitulé « La finance autrement : expériences de territoire » a été édité en mars 2014 dans le but de présenter les initiatives étudiées dans le cadre du projet.

La recherche-action : mars 2014 à octobre 2014

Afin de continuer le travail d'analyse, des dynamiques d'acteurs sont impulsées et accompagnées par les trois partenaires sur chaque territoire. La construction de « plateformes » locales de financement citoyen a pour objectif de faire émerger des méthodologies de création d'outil de finance citoyenne pour les comparer et les analyser.

A paraître : (octobre 2014) Un guide méthodologique de création d'outils de finance citoyenne locale. Support d'information et de communication qui permettra un essaimage efficient et une possibilité de développement d'outils financiers à diverses échelles. Il sera à destination des acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, de la société civile ainsi que des collectivités impliquées sur les territoires d'actions des partenaires de projet.

Références

<http://www.ess-bretagne.org/en-bretagne-/poles-de-developpement.html?start=2>



Mali • Plan d'épargne intrant du réseau financier KAFO JIGINEW

Lieu: Koutiala, Mali

Lancement du projet: 2012

Nombre de membres: 356 000 membres

Nombre d'employés: 655

Chiffre d'affaire: Actif du réseau coopératif 55 M €



Une innovation au service des agriculteurs maliens: le plan épargne intrant ! Pour aider les agriculteurs à faire face aux défis de diversification, de modernisation et de productivité auxquels ils sont confrontés, les institutions financières se doivent d'innover afin de rendre les services financiers davantage accessibles et utiles pour cette clientèle trop souvent marginalisée.

Les produits et services développés par le réseau financier coopératif Kafo Jiginew, qui regroupe 356000 membres, majoritairement issus du milieu rural à 64%, 168 points de service dont 134 en milieu rural, visent à accroître l'accès des agriculteurs aux produits d'épargne et de crédit dont ils ont besoin et à leur permettre de mettre ces outils au service de l'augmentation de la productivité de leur entreprise et du niveau de vie de leur famille.

Pour atteindre cet objectif, Kafo Jiginew a complètement révisé en 2007 son modèle d'affaires en la diversifiant en milieu rural afin d'y introduire une nouvelle méthodologie d'octroi et de gestion du crédit agricole permettant aux agriculteurs d'obtenir un crédit adapté à leurs besoins, respectant leur capacité de remboursement et les flux financiers liés à leur activité agricole.

Kafo Jiginew a mis au point en 2012, avec le concours de Développement international Desjardins (DID) dans le cadre du Projet de professionnalisation des méthodologies agricoles une innovation particulièrement intéressante: le «plan épargne intrant», une offre de préfinancement qui prend la forme de coupons pour achat d'intrants agricoles. Ce plan permet aux agriculteurs:

- d'acheter des produits phytosanitaires de qualité au moment où ils ont l'argent en main;
- de garantir la livraison d'intrants de qualité, au moment où ceux-ci sont requis;
- d'obtenir des conseils techniques par l'entremise de fournisseurs fiables collaborant au projet.

Le succès de ce plan passe par l'établissement de partenariats avec différents acteurs de la chaîne de valeur disposés à rendre ce service et à offrir un appui technique aux utilisateurs, ce qui contribue au renforcement des capacités de ces derniers et à la pérennisation de leur entreprise et à l'augmentation de la production agricole et du rendement.

Bien que disponible à tous, le produit épargne intrant a spécifiquement été développé comme un produit d'accès financier (d'inclusion financière) pour la clientèle dont les activités sont tout juste au-dessus du seuil de subsistance. Le principal défi est de rendre l'accès le plus facile possible à cette clientèle en général et aux femmes en particulier. Ce produit de proximité doit donc pouvoir être offert directement chez le paysan et atteindre la clientèle ne disposant pas des moyens nécessaires pour se déplacer. Pour faire face à ce défi, une fonction mobile permettant la collecte de l'épargne a été développée.

Le plan épargne intrant s'inscrit dans une stratégie globale tenant compte de l'ensemble des défis auxquels sont confrontés les agriculteurs et de tous les maillons de la chaîne de valeur agricole, de manière à permettre aux producteurs de mieux contrôler la ressource agricole, d'en tirer un meilleur revenu et d'accroître la sécurité alimentaire de leur pays ou région.

Références :

www.kafojiginew.org/



France • L'Esfin-Ides, membre fondateur des RMB



L'Ides est né en 1983 parce que les institutionnels de l'économie sociale ont décidé d'investir une partie de leurs réserves en faveur d'autres entreprises de ce secteur, demandeur structurel en capitaux.

Depuis 1989, l'Ides gère plusieurs fonds de garantie dotés par l'Etat : le FGIF (fonds de garantie pour la création, la reprise et le développement d'entreprises à l'initiative des femmes), le FGIE (fonds de garantie pour les structures d'insertion par l'économie - depuis 1991), le FGAP (fonds de garantie pour le développement des ateliers protégés - depuis 1997). Le FGIE intervient en direct auprès des entreprises d'insertion, et garantit les interventions de l'Adie depuis 1996 ainsi que la Caisse solidaire du Nord-Pas de Calais et la Caisse sociale de Bordeaux depuis 1999.

Parce que
certains projets
ont besoin
de prendre
leur envol...



« Ceux qui aiment les lundis - travailler en SCOP »
Photographie de Jean-Robert Dantou - Editions Chêne

En 1990, les mutuelles, la Confédération générale des scop et la Caisse centrale de Crédit Coopératif ont créé la holding Esfin, maison-mère de l'Ides. Ces partenaires ont par ailleurs créé Esfin Participations, société de capital-risque destinée à financer des PME éthiques.

Au cours de ces dernières années, le groupe Esfin s'est développé en participant à la création de deux nouvelles filiales, Spot et Soficatra. Il a donné naissance en 1999 au FCPR Fontanot Participations.

Référence :

<http://www.esfingestion.fr/>



Argentine • Nuestras Huellas

Lancement du projet: Mars 2007
Nombres de membres : 32



→ **NOTRE CHEMIN : Nuestras Huellas**, constituée en association civile sans but lucratif, existe depuis 2007, nous travaillons avec les communautés de la zone Nord de l'agglomération de Buenos Aires. Nous promovons le développement intégral des personnes dans leurs communautés, par le biais de *programmes de finances solidaires*. Nous encourageons des actions participatives, en autogestion et éthiquement responsables, dans le cadre de l'Economie Sociale et Solidaire. A **Nuestras Huellas**, nous comprenons que lorsque les gens sont liés solidairement au sein de leurs communautés, il est possible d'augmenter leur qualité de vie et l'autonomie.

→ **PROGRAMME DE BANQUES COMMUNALES** : un de nos principaux outils de travail est le **Programme de banques communales**. Une initiative avec laquelle nous accompagnons plus de 1 000 entrepreneurs dans les municipalités de Buenos Aires de San Fernando, Tigre, San Isidro, San Martin, San Miguel, Jose C. Paz, Malvinas Argentinas et Pilar.

Une **banque communale** est une organisation de quartier qui se gère elle-même. Chaque groupe est constitué d'au moins 7 personnes. Certains sont même plus de 15 membres, en majorité des femmes. La principale condition pour participer, au-delà de l'esprit de travailler les uns avec les autres, est que chaque personne soit *déjà en train de développer une entreprise* ou qui l'a fait récemment. Chaque membre -comme sont appelés les entrepreneurs dans les banques communales- reçoit un crédit individuel, qui pourra croître progressivement et dont la garantie est solidaire. Pour y accéder, il est indispensable de faire *confiance* et de respecter son propre groupe. Le prêt peut avoir pour objet de soutenir l'entreprise ou améliorer son logement. **Nuestras Huellas** accompagnent actuellement 120 organisations dans 8 communes de la zone Nord de l'agglomération de Buenos Aires.

→ **PROCESSUS DE FORMATION** : en tant que vecteur pour aborder chaque expérience avec de nouveaux niveaux d'autonomie, nous promovons les activités de formation pour les entrepreneurs. Ainsi, dans des espaces collectifs, nous développons des compétences en marketing, stratégies de vente, gestion et processus comptables, participation et intervention de quartier, travail de groupe et construction citoyenne, entre autres approches.

A **Nuestras Huellas** nous pensons qu'il est essentiel de renforcer l'entrepreneuriat dans la commercialisation des produits et services. Dans cette perspective nous travaillons actuellement au développement et à la soutenabilité des **réseaux de consommateurs de quartier** qui visent à faire se rencontrer les entrepreneurs et à créer un lien entre eux, que les résidents choisissent d'acheter dans leur propre quartier, comme un moyen de promouvoir le travail local, tandis que nous diffusons les valeurs liées à l'Economie Sociale et Solidaire. A **Nuestras Huellas** nous pensons que pour que la construction de cette autre économie soit possible -nous sommes nombreux à en rêver et à la construire jour après jour - il faut des efforts de toutes les personnes, en travaillant solidairement. Pour cela, nous participons activement à articuler notre travail dans l'Espace National de l'Economie Sociale et Solidaire (ENESS), le Réseau communautaire de Los Troncos et le réseau Tekufen.

Références :

www.nuestrahuellas.org.ar ;

http://www.socioeco.org/bdf/es/corpus_document/fiche-document-505.html



PROJETS MULTISECTORIELS

Espagne • Corporation Mondragón

Lieu : Espagne – Pays Basque, présent dans 150 pays

Lancement du projet : 1955

Nombre de membres : 260 coopératives

Nombre d'employés : 74 117 salariés

Chiffre d'affaire : 11 875 millions €



La Corporation Mondragon est un groupe basque structuré en quatre groupes sectoriels : la finance, l'industrie, la distribution, et la connaissance avec des aires de recherche et de formation. C'est le plus grand groupe coopératif du monde.

L'origine du groupe est la fondation par un ingénieur enseignant dans une université catholique (le prêtre José María Arizmendiarieta) et quatre de ses étudiants d'une des toutes premières entreprises d'électroménager, Ugor devenue depuis Fagor.

Le complexe coopératif de Mondragón jouit d'une large reconnaissance internationale. Il témoigne qu'une autre mondialisation est possible. Mais c'est surtout la crise qui met en évidence les atouts de ce modèle unique. En restant fidèle à une vision de l'entreprise à la fois humaine et adaptée aux enjeux de l'économie de marché, alliant éthique sociale et esprit d'entreprise, ancrage local et vision globale, il résiste aux difficultés économiques que connaît l'Espagne.

En 2014, le Groupe est constitué de 103 coopératives, 125 unités de production, 8 fondations, 1 société mutuelle, 13 organisations, et 13 départements internationaux.

Références

www.mondragon-corporation.com

Errasti, Anjel Mari et al. 2003. « The Internationalisation of Cooperatives: The Case of the Mondragon Cooperative Corporation. » *Annals of Public and Cooperative Economics*. vol 74: 4, 553-584.

<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1467-8292.2003.00235.x/pdf>

François Alfonsi, « Coopérative de Mondragon : l'exceptionnel modèle économique basque »



Suède • Kooperativa Förbundet (KF)



Lieu : Suède

Lancement du projet : 1899

Fédération de coopératives de consommateurs

Nombre de membres : Plus de 3 millions, répartis dans 44 coopératives

Nombre d'employés : 7 300

Chiffre d'affaires : 5 milliards \$ (2010)

Le groupe KF est une fédération de coopératives ainsi qu'un réseau de détaillants situés un peu partout en Suède. Les magasins gérés par le groupe sont en majeure partie des supermarchés, mais on y trouve aussi des courtiers immobiliers, des maisons d'édition, des magasins de distribution de films et jeux électroniques, des magazines, et plus encore. Depuis 1991, le groupe est aussi connu pour la mise en marché de tous ses produits biologiques et équitables sous l'étiquette Ånglamark.

Dès 1899, le groupe KF est fondé par 41 coopératives locales de consommateurs, dans le but d'offrir du support au niveau des communications et de fournir de la formation aux gérants de magasins et aux exécutants des coopératives. Depuis ce temps, KF a connu une croissance soutenue et est devenu le groupe de détaillants de modèle coopératif le plus important du pays, sous le nom de Coop. Aujourd'hui, les coopératives de consommateurs en Suède sont responsables de 21,5 % des ventes au détail. Le groupe est aussi présent ailleurs en Scandinavie, puisqu'il est associé avec ses homologues NKL (Norvège) et FDB (Danemark).

Les membres de KF peuvent s'impliquer dans la gestion du groupe et reçoivent également des dividendes. Celles-ci prennent la forme de retours sur les achats, puisqu'un montant allant jusqu'à 5 % de l'achat est remboursé au membre. KF cherche aussi à créer des bénéfices au niveau social et environnemental, en contribuant au développement durable. Des produits organiques sont offerts chez les détaillants et toutes les activités de KF visent à réduire son impact environnemental. Les profits générés par les entreprises Coop sont aussi réinvestis dans différents programmes de formation et de réduction de la pauvreté.

L'engagement du groupe KF a été reconnu en 2011, puisque Coop a été nommée l'entreprise la plus engagée envers le développement durable en Suède. Le groupe a été reconnu comme un leader en termes de responsabilité sociale et environnementale.

Références

www.coop.se/

www.coop.dk

www.coopnorden.com

www.swedishwire.com/politics/9057-swedens-10-greenest-brands



Royaume-Uni • Co-operative Group

Lieu : Royaume-Uni

Lancement du projet : 1863

Coopérative

Nombre de membres : Près de 8 millions

Nombre d'employés : 110 000

Chiffre d'affaires : 21 milliards \$

The **co-operative**

Le Co-operative Group existe depuis 1863, au moment de la fusion de 300 coopératives, au nord de l'Angleterre. Depuis ce temps, le groupe est devenu la plus grande organisation coopérative au monde, avec près de 6 millions de membres. Les entreprises associées font affaire dans plusieurs domaines, comme la distribution alimentaire, de produits électriques, le voyage, l'assurance, etc.

Au cours de son existence, le Co-operative Group a subi des épreuves multiples, et sa survie a même été remise en question dans les années 1990. Pourtant, le mouvement et sa rentabilité sont plus forts que jamais, malgré la forte récession des dernières années.

Comme dans tout modèle coopératif, le groupe a une méthode de prise de décision démocratique à laquelle tous les membres peuvent prendre part. Les profits sont réinvestis dans la compagnie et distribués entre les membres. Au niveau de la gestion, chaque communauté élit un comité, qui forme ensuite un Conseil régional. Le Conseil exécutif, qui est nommé le *Group Board*, est situé à Manchester. Tous ces élus sont chargés de recueillir les suggestions et les problèmes soulevés par leurs membres pour y trouver des solutions.

Le *Co-operative Group* veut faire la promotion de valeurs spécifiques au sein de son organisation et de ses nombreuses activités. Parmi celles-ci on retrouve la lutte contre la pauvreté, l'engagement communautaire, le support et la formation des jeunes et la protection de l'environnement. Chacune de ses valeurs est exprimée dans les actions de la coopérative. Le groupe offre ainsi du financement à toutes sortes d'initiatives, que ce soit des organisations sportives pour les jeunes ou des œuvres de charité.

Le groupe investit beaucoup dans les énergies renouvelables, et plusieurs de ses installations sont énergiquement autosuffisantes. Le groupe a aussi développé des projets d'installation de panneaux solaires sur des écoles publiques, ou encore de construction d'éoliennes et de récupération du papier inutilisé dans ses bureaux.

Références

www.co-operative.coop

www.co-operative.coop/corporate/aboutus/

www.scribd.com/doc/50010969/Celebrating-150-years-of-the-Co-operative-Group



Bosnie-et-Herzégovine • Fondation pour l'inclusion sociale

Lieu: Bosnie-et-Herzégovine

Lancement du projet : 2010

Nombre de bénéficiaires : 54,932

Nombre d'employés : 4

Donations/subventions : 2 177 566,36 USD

Type d'organisation : Fondation à but non lucratif

FSU u BiH

ФСУ у БиХ



ZSU u BiH

SIF in BiH

Fondacija za socijalno uključivanje u Bosni i Hercegovini
Фондација за социјално укључивање у Босни и Херцеговини
Zaklada za socijalno uključivanje u Bosni i Hercegovini
Social Inclusion Foundation in Bosnia and Herzegovina

La Fondation pour l'Inclusion Sociale en Bosnie-et-Herzégovine (FIS en BeH) a été enregistrée et a débuté ses activités en Janvier 2010 en Bosnie-et-Herzégovine avec l'objectif principal de réduire les effets de la crise économique et de renforcer l'inclusion sociale des groupes les plus vulnérables de la société, grâce à des interventions stratégiques mettant l'accent sur le renforcement durable et de long terme du rôle des ONG et des entreprises sociales pour résoudre les conséquences de la crise économique et les principales questions sociales en Bosnie-et-Herzégovine. « FIS en BeH » améliore ainsi les capacités et le rôle des ONG et des entreprises sociales dans le renforcement de l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté.

La vision de « FIS en BeH » est celle d'une société civile active et vitale avec des ONG spécialisées et fonctionnelles favorisant l'égalité des chances et la pleine réalisation des droits de l'homme pour tous les citoyens. La mission de « FIS en BeH » est d'accroître la capacité et le rôle du secteur des ONG en renforçant l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et l'entrepreneuriat social. Par conséquent, elle contribue à la prévention et à la réduction des causes et des effets de l'exclusion sociale et la pauvreté en Bosnie-et-Herzégovine.

Les activités de « FIS en BeH » comprennent le soutien aux ONG aidant directement les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, tels que :

- les personnes handicapées,
- les groupes minoritaires, les femmes et les personnes âgées,
- les familles avec plusieurs enfants et les enfants issus de groupes vulnérables,
- les jeunes chômeurs,
- les nouveaux chômeurs.

D'avril 2010 à septembre 2013, « FIS en BeH » a soutenu 58 projets d'ONG bénéficiant à un total de 54 932 personnes, grâce à la complémentarité des fonds de la Fondation et des gouvernements. L'aide financière totale pour cette période s'élève à 2 177 566,36 USD dont 1 376 865,68 USD proviennent de la Fondation (63,23%) et 800 700,68 USD des budgets de l'État (36,77%). Cela rend « FIS en BeH » le principal donateur et partenaire des ONG en Bosnie-et-Herzégovine. Les effets macro-socio-économiques sont illustrés au mieux par le fait, que sur le nombre estimatif de la population en dessous du seuil de pauvreté absolue (soit 18,6% ou 670 000 personnes selon l'Agence de la statistique de Bosnie-et-Herzégovine pour l'année 2007), « FIS en BeH » a soutenu un total de 54 932 bénéficiaires, soit 8,20% de la population exclue et pauvre du pays.

Références

Site Internet: <http://sif.ba/en/>

Bibliographie : <http://sif.ba/en/index.php/publikacije-2/>

Article <http://sif.ba/en/index.php/socijalno-ukljucivanje/they-said-about-sif-in-bih/>



France • L'Atelier Centre de ressources régional de l'économie sociale et solidaire

Lieu : France – Région Ile-de-France
Lancement du projet : 2007
Nombre de membres : 250
Nombre d'employés : 12 salariés
Budget annuel : 1,2 M €



L'Atelier a été créé à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France, de la Chambre régionale d'économie sociale et solidaire (CRESS), de diverses collectivités territoriales et de l'ensemble des acteurs du secteur, avec pour objet de favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS) sur le territoire francilien.

Pôle d'expertise de la création d'activités d'ESS, l'Atelier a déjà reçu en diagnostic-orientation plus de 1200 porteurs de projets. Au quotidien l'Atelier travaille avec plus de 500 partenaires régionaux et locaux. Ses événements et actions de communication permettent de sensibiliser des milliers de franciliens chaque année à la consommation responsable et à l'entreprendre autrement.

Quatre pôles d'action

- **Favoriser les dynamiques territoriales**
 - appui sur mesure pour les collectivités territoriales franciliennes
 - aide à la préfiguration de pôles de coopération territoriaux entre entreprises d'ESS, acteurs économiques locaux, réseaux et fédérations, laboratoires de recherche et collectivités territoriales
- **Faire réseau autour des entreprises de l'ESS franciliennes**
 - diagnostic personnalisé à destination des créateurs d'activité
 - "speed-dating" entre porteurs de projets et partenaires techniques et financiers
 - outils spécifiques pour les entreprises en phase de développement
 - structuration de l'offre d'accompagnement à travers le Centre Régional de Ressources et d'Animation (C2RA)
- **Comprendre l'ESS francilienne aujourd'hui et anticiper celle de demain**
 - l'Observatoire régional de l'ESS, en partenariat avec la CRESS Île-de-France et l'INSEE, publie les chiffres clés de l'ESS sur le territoire francilien
 - "rencontres chercheurs-acteurs" et des événements pour valoriser des travaux de recherche et de prospective économique
- **Promouvoir l'ESS francilienne**
 - site web ressources et un espace documentaire ouvert au public (1500 références)
 - actions de communication pour faire la promotion de l'ESS, sa diversité et son potentiel d'innovation
 - mobilisation des acteurs de l'ESS en tant qu'ambassadeurs auprès des jeunes, et des rencontres avec les médias
 - événements clés tels que le Concours "CréaRÎF Entreprendre autrement" et le Mois de l'ESS

Une gouvernance innovante

L'Atelier, à l'image de l'économie sociale et solidaire, repose sur un socle public/privé. Collectivités territoriales, institutions, réseaux associatifs et coopératifs, structures d'appui et de financement et entrepreneurs sociaux sont ainsi associés au sein du Conseil d'administration.

Références

www.atelier-idf.org

Retombées presse 2010-2011 de la valorisation d'initiatives ESS franciliennes : www.atelier-idf.org/ressources/documents/3/7097,Pressbook-atelier.pdf



Brésil • Génération de travail, revenu et appui au développement régional



Lieu : Brésil

Projet : GERAR III – MDS

Début du projet : 2003

Nombre de participants : 9 121

Nombre de familles : 8 587

Fondée en 2003 à Curitiba dans l'état de Paraná au Brésil, la GERAR est une OSCIP, une organisation de la société civile d'intérêt public à but non lucratif. Sa mission est de soutenir le développement dans toutes les régions du Brésil, en intervenant dans les domaines social, environnemental et éducatif. Les projets sont réalisés dans le cadre d'accords, de contrats et de partenariats avec des entreprises publiques et privées. Cette organisation a pour objectif la valorisation et la formation des personnes ainsi que la conservation de l'environnement. Sa fondatrice est le Dr. Zilda Arns (nominée au prix Nobel de la paix en 2001), un médecin brésilien mondialement connu pour son travail social.

La GERAR applique une méthodologie éprouvée et œuvre efficacement pour réduire les problèmes sociaux et favoriser l'inclusion sociale, en offrant des opportunités de création d'emploi et de revenus, d'intégration harmonieuse de la relance économique et sociale et de conservation de l'environnement, tout en donnant aux jeunes l'opportunité d'un premier emploi à travers l'apprentissage. L'année de sa fondation, la GERAR a réalisé son travail social dans les villes de l'état de Paraná, où elle a appliqué son programme de création de revenus en développant des projets dans la communauté. Ces projets étaient centrés sur la formation au leadership, la formation professionnelle, la recherche d'opportunités commerciales ainsi que le soutien et la formation dans un grand nombre de domaines liés à l'activité des entreprises locales.

Le projet GERAR III, réalisé en collaboration avec le ministère du Développement social et de la Lutte contre la faim (MDS), a été mis en œuvre dans cinq états brésiliens. Ce projet vise le développement durable à partir de l'encouragement, de l'expansion et du renforcement de la création de micro et petites entreprises, par des actions continues et intégrées dans les communautés urbaines et rurales des communes impliquées. Il offre les conditions pour que la communauté puisse entreprendre de sa propre initiative. Les projets dans le domaine social sont notamment :

Projet Industrie nouvelle, FIEP (Fédération des industries de l'état de Paraná) et SESI (Service social de l'industrie) ;

Projet Constructeurs de la paix, une collaboration entre le ministère du Travail et de l'Emploi (MTE), le Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES) et l'OSCIP GERAR. Le projet Constructeurs de la paix a fourni une formation professionnelle à 300 jeunes (en situation de précarité sociale) âgés de 18 à 29 ans. À l'issue de la formation, la GERAR les a aidés à constituer des coopératives de travail, en favorisant la poursuite des activités apprises et en leur offrant des opportunités d'emploi.

Outre le domaine social, la GERAR réalise des projets dans les domaines éducatif et environnemental.

Références

www.gerar.org.br



Togo • Togovio Asile Asi Me

"Togovio Asile Asi Me" littéralement, "Togolais, Main Dans la Main" est un projet piloté par l'Association Acteurs Pour une Économie Solidaire au Togo (APES Togo) ciblant la jeunesse togolaise.



Finalité: permettre aux jeunes togolais-ses, de mener à bout leurs projets socioéconomiques, pour leur bien et pour la fierté des différents partenaires qui ont fait confiance à leur projet.

Le projet "Togovio Asile Asi Me" souhaite ainsi mettre en place:

1. une Banque de Temps (Pour enrichir les Ressources Non Monétaires), par la mutualisation des ressources non monétaires (compétences, savoir-faire, connaissance...) de chaque membre adhérent, afin de les mettre à disposition des projets solidaires. Cela sera une occasion pour les jeunes chômeur-se-s de participer au développement d'une activité. Se sentir utile dans la société est aussi une autre forme de liberté et d'humanisme.
2. une Micro Banque Solidaire (Modo Banco), par la mise à disposition des projets, des ressources monétaires (argent) nécessaire à leur mise en place. C'est pour payer des services que la Banque de Temps ne disposera pas et les Biens (matières premières), dont aura besoin un projet. Cela passera par du microcrédit, le développement des Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire (CIGALES), par du financement participatif de projets, l'investissement participatif...
3. un Incubateur, pour offrir un hébergement aux différents projets, un cadre d'accompagnement sur tous les plans et rédaction de différents rapports de suivi.

Ce projet triple permet à APES Togo, de réduire sensiblement le taux d'échec des projets portés par les jeunes et d'assurer une plus grande transparence pour les différents partenaires.

Ambition : Grâce au Projet "Togovio Asile Asi Me", plus aucun jeune porteur de projet au Togo ne restera seul à porter son fardeau.

Le Projet "Togovio Asile Asi Me", sera une gage pour les différents partenaires, de voir leurs apports surtout monétaires, aboutir à des résultats concrets. Ce projet est hébergé au Centre Henryane De Chaponay pour la Solidarité Internationale. Il sera porté par APES Togo, son partenaire local IAMDES et son partenaire Français TAOA (There Are Other Alternatives).

France • Eco-événements en Nord Pas de Calais

Lancement du projet : 2010

Nombre de membres : 15 organisations, collectivités et institutions régionales ou départementales

Nombre d'employés : 1 ETP

Chiffre d'affaire : Budget annuel : 68 000 €



Crédit Photo : Benoit Meneboo



Composé d'acteurs issus de divers secteurs : Environnement, Culture, Sport, Tourisme et ESS, le collectif rassemble :

- **des réseaux associatifs** : ADAV (Association Droit Au Vélo) / APES (Acteurs Pour une Economie Solidaire) / CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire) / CROS (Comité Olympique et Sportif) / MRES (Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités) / RIF / UDOTSI (Union Départementale des Offices de Tourisme et des Syndicats d'Initiative) / UFOLEP 59 et 62 (Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique) / URACEN (Union Régionale des Associations Culturelles et Educatives) / etc.
- **des acteurs territoriaux**: Les Parcs Naturels Régionaux de l'Avesnois, des Caps et Marais d'Opale et de Scarpe Escaut, ENRx, le CERDD (Centre de Ressources du Développement Durable) / etc.
- **des collectivités et institutions** : ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maitrise des Energies) / Conseil Général du Nord / Conseil Régional NPdC / etc.

Le collectif est animé depuis 2010 par la CRESS (Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire). La CRESS et le collectif assurent :

- l'organisation de séances de sensibilisation aux éco-événements
- l'édition d'outils : site internet et annuaire des prestataires : www.eco-evenements-npdc.org
- la mise en place de groupes de travail sur des problématiques transversales et récurrentes : gestion des déchets lors des manifestations, éco-conditionnalité des subventions, etc.
- l'identification des besoins et l'émergence de solutions

Le collectif Régional Éco-événements vise à promouvoir la pratique des éco-événements auprès des organisateurs de manifestations, partager les expériences, proposer des outils pratiques, prévoir les conditions nécessaires à l'échelle régionale pour inciter les organisateurs à adopter une démarche durable. Un éco-événement est « une manifestation qui réduit son impact sur l'environnement, soutient l'économie sociale et solidaire, associe les partenaires et prestataires locaux, facilite l'accès au plus grand nombre, promeut et défend les valeurs du développement durable ».

Le champ d'action est vaste : déplacements, achats, déchets, communication, énergie, solidarité et prévention, etc. Les retombées à l'échelle régionale sont importantes, en termes de réduction immédiate des impacts sur l'environnement, de sensibilisation du grand public au Développement Durable et enfin de dynamisme économique local.

Références :

www.eco-evenements-npdc.org



Sénégal • Renforcement des AGR de l'Union Nationale des Femmes Coopératrices du Sénégal

Lieu : Dakar et Diourbel
Lancement du projet : 2009
Nombre de membres : 15 956 femmes
Nombre d'employés : 03
Chiffre d'affaire : 12 239 520 FCFA



Déjà en 2008, avec l'appui de la NBK (Société Royale Norvégienne pour le Développement de la Femme Rurale et de l'ASPRODEB (Association Sénégalaise pour la Promotion du Développement à la Base), l'UNFCS avait pu faire bénéficier son réseau d'une formation dans les domaines de la transformation des fruits et légumes et céréales, la fabrication du savon et la teinture, mais aussi dans le domaine du conditionnement. Quarante (40) femmes furent formées et purent agir comme formatrices en retour vers d'autres femmes du réseau. Au total, 1 923 participantes furent rejointes par la démultiplication de ces formations initiales à travers tout le réseau de l'UNFCS. L'absence d'équipements et de suivi n'ont malheureusement pas permis de mettre à profit ces formations.

Entre 2009 et 2011 grâce à la SOCODEVI, du Ministère des Relations Internationales du Québec (MRI) et de la Fondation SOCODEVI, les Unions régionales ont pu initier et développer des activités génératrices de revenus (AGR) basées sur la fabrication et la commercialisation de produits de savonnerie, teinturerie, transformation de céréales et transformation de fruits et légumes.

Les moyens limités et les exigences géographiques ont forcé au départ à ne cibler que deux Unions Régionales : Ziguinchor et Thiès. Mais la volonté des femmes de transférer les compétences développées par ces premières Unions bénéficiaires vers les autres membres du réseau ont permis de toucher d'autres Unions comme Dakar, Diourbel.

L'objectif général est à court terme de renforcer les acquis des années 2010 et 2011 surtout pour les UR de Dakar et Diourbel et de démultiplier de nouveau l'expérience des AGR vers d'autres Unions Régionales pour élargir la base productive du réseau et augmenter son autonomie financière.

Cet appui doit aussi permettre de renforcer la commercialisation des produits.

Les personnes ciblées sont 20 productrices, 20 responsables commercialisation, 60 responsables dans les UR et 15 leaders au niveau national.

France • Agence du Don en Nature

Lieu : Paris

Lancement du projet : 2009

Nombre de membres : 80 entreprises mécènes / 360 associations

Nombre d'employés : 7



Jacques-Etienne de T'Serclaes est à l'origine d'ADN. Au début des années 2000, au Forum économique de Davos, il entend parler d'entrepreneuriat social. Compte tenu de son passé dans la grande distribution, il s'interroge : pourquoi détruire en partie des millions d'euros de produits invendus, alors que près de 9 millions de Français vivent sous le seuil de pauvreté et sont privés de biens de première nécessité ?

Association d'intérêt général, ADN est une passerelle de confiance entre le monde lucratif, et le secteur non-lucratif.

Elle collecte les invendus neufs non alimentaires auprès des industriels (tels que des fins de stocks, des queues de promotion, des changements de packaging, des objets promotionnels...) et les redonne à son réseau d'associations. Depuis ses débuts, grâce à 80 sociétés mécènes, ADN a déjà redonné plus de 26M€ de produits neufs de nécessité courante (gels douches, shampoings, textile, lessive, jouets, linge de maison, etc.) à son réseau de 360 associations partenaires.

Avec une ambition : avoir redonné plus de 100M€ aux plus démunis, à l'horizon 2015. Notre crédo : « Moins de gaspillage, plus de partage ».



Références

www.adnfrance.org

Facebook : facebook.com/ADNFrance

Twitter : [@ADN_France](https://twitter.com/ADN_France)



Colombie • Chitiá



Lieu: Colombie

Lancement du projet : 2010

Nom du représentant légal : Angélica Rebolledo Pájaro

Chitiá est une agence de tourisme et d'entrepreneuriat culturel située dans la ville de Cartagena de Indias. Sa création a été encouragée en 2009 dans le cadre du projet Modèle de Retour Volontaire financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et mis en œuvre par la Fondation espagnole Crea Empresa, l'Université Sergio Arboleda et l'Université de Cartagena. Durant les années 2010 et 2011, Chitiá a bénéficié d'une formation, de conseils et d'une assistance technique dans le cadre du projet Femmes Ecco exécutés par les Chambres de Commerce de Cartagena, Bucaramanga, Barrancabermeja et Cúcuta, projet également financé par la BID.

En se constituant en entreprise culturelle, Chitiá fournit notamment des services intitulés Route Africaine de l'Héritage; cuisine traditionnelle, formation ethnique, excursion à San Basilio de Palenque. Le portefeuille de services est soutenu par la mise en œuvre des projets "Génération de Dialogues Interculturels avec des Cultures Vivantes Afro-colombiennes" (2011) et "Diffusion du Patrimoine Culturel Afro-colombien dans le secteur touristique de Carthagène" (2012-2013). A partir de 2011, l'entreprise a élargi son cadre global d'action à l'ensemble du territoire colombien, à travers l'assistance à des festivals et des événements d'entreprise liés aux communautés afro-colombiennes, ce qui leur permet de se lier en tant que conseillers du projet San Pacho à Bogota (réplique des Fêtes de Saint-François de Asís de Quibdó à Bogotá), et conseillait diverses organisations notamment dans les municipalités du nord du département de Cauca. En outre, l'entreprise a réalisé des voyages de reconnaissance de destinations touristiques culturelles dans la région du Pacifique et des Caraïbes du pays .

Actuellement, Chitiá se développe sur les marchés internationaux par le biais de réseaux tels que le groupe de Tourisme Culturel Ibéro-américain, le groupe de Tourisme Communautaire d'Afrique et le groupe des jeunes RMB. Dans chacun de ces réseaux, l'information est partagée, des travaux sont réalisés en collaboration avec des experts internationaux et des processus de gestion locaux sont élaborés.

Dans son processus d'internationalisation, l'entreprise travaille, en articulation avec le projet Route de l'Esclave, par la tenue de conférences et de processus de consultations sur les Lieux de la Mémoire de la Route de l'Esclave avec son expérience en Tourisme Culturel en Afrique et dans les Caraïbes.

Puis, l'entreprise gère la circulation nationale et internationale de la pièce « Sang et Terre : 200 Ans d'Histoire à Conter » à travers sa collaboration avec le Collectif Stratégie Théâtre et Corporation Yansa.

Bientôt, Chitiá effectuera son premier voyage à l'étranger dans la ville de Dakar au Sénégal afin d'échanger des expériences de tourisme culturel entre l'Ibéro-Amérique et l'Afrique.

Références

- www.chitiatours.weebly.com
- Interview Un Nuevo Amanecer: <http://www.fantastica.com.co/angelica-rebolledo-pajaro-creadora-de-chitia-agencia-de-turismo-y-emprendimiento-cultural-en-cartagena/>
- <http://issuu.com/chitiatours>
- Bande-annonce 200 : Sangre y Tierra https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=BAZ_-uPNEyY



Bénin • Association JeunESse

Lieu : Bénin

Lancement du projet : Novembre 2012

Nombre de membres :

- ✓ 07 Membres du CA
- ✓ 18 membres de droit
- ✓ 03 membres associés (partenaires)



Suite à sa participation à la première édition de l'Ecole Internationale d'Eté des Jeunes Créateurs de Coopératives en France (Campus Coopératives–Poitiers 2012), Bourguine Bérenger FAGADE, participant béninois, à crée avec d'autres jeunes leaders de son pays, une association militante de l'Economie Sociale et Solidaire et des initiatives civiques de développement.

Créée en Novembre 2012 et enregistrée en Février 2013, l'Association JeunESse, à travers l'acte1 des engagements de ses textes fondamentaux, se veut un réseau international d'échange d'expériences et de prise d'initiatives dans le domaine de l'économie sociale et solidaire et du service civique de développement. Dans cette optique, elle s'est fixé les trois objectifs suivants :

- œuvrer pour le développement des programmes et projets dans le domaine de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- œuvrer pour l'implication des jeunes dans les initiatives civiques et l'entrepreneuriat coopératif ;
- mettre en place un réseau de veille stratégique sur les initiatives des jeunes dans le domaine de l'ESS et des initiatives civiques de développement.

Moyens d'actions :

- développement de partenariat avec les organisations internationales francophones et associations de jeunes leaders francophones ayant les mêmes centres d'intérêt que l'Association JeunESse ;
- prise d'initiatives de promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (sensibilisation à l'ESS et formation à la création de coopératives);
- la réalisation de projets civiques de développement (dans le domaine de l'éducation, de l'environnement, des infrastructures communautaires etc.).

Activités réalisées :

- Établissement de partenariats avec Cocorico&Cie (Toulouse-**FRANCE**), la SARL In'Africa (Cotonou-**BENIN**), l'IUT de l'Université de Parakou (BENIN);
- Organisation d'un atelier de restitution du Campus Coopératives à l'Institut Universitaire de Technologie de Université de Parakou.

Projets :

- **CINNOV** (Centre d'incubation en Ingénierie et innovation)
- **CIM'ESS** (Camps chantiers international des militants de l'ESS)
- **Jeun'ESS Mag** (Magazine de diffusion des initiatives sociale et solidaire dans le monde)
- **Ecole Solidaire** (Reconstruction et rénovation des établissements scolaires en mauvais état)

Références

<http://associationjeunessebenin.unblog.fr/>



France • DRIAS – Réseau d'Entrepreneurs du Pays du Mont-Blanc

Lieu : Pays du Mont-Blanc et Haute Vallée de l'Arve

Lancement du projet : 2011

Nombre de membres : 27

Nombre d'employés : 0

Budget 2013 : 11 200 euros



DRIAS est une association qui regroupe un réseau d'entrepreneurs au Pays du Mont-Blanc et du Haut de Vallée de l'Arve. C'est le premier réseau local qui est né du besoin des dirigeants d'entreprise de confronter leurs problématiques à celles d'autres entrepreneurs, et de lutter contre l'isolement du créateur et du dirigeant.

Les adhérents de DRIAS (27 membres au 1er janvier 2013) à travers des échanges réguliers, peuvent ouvrir leur horizon sur d'autres secteurs d'activités, partager des points de vue sur leur démarche entrepreneuriale, mettre en commun des ressources et élargir leur réseau professionnel. Sur un territoire fortement marqué par l'activité touristique et l'industrie de la sous-traitance, tous les autres corps de métiers ont des difficultés pour intégrer un réseau capable de les soutenir dans leur activité. Cette situation est accentuée par l'absence d'agence de développement économique locale et l'éloignement géographique des acteurs économiques tel que les chambres consulaires.

DRIAS anime :

1- les cafés des entrepreneurs : rendez-vous mensuels qui traitent de tous les sujets liés à la gestion d'une entreprise, de la gestion des ressources humaines aux obligations fiscales en passant par la politique de communication. Ces rendez-vous sont gratuits et ouverts aux créateurs d'activité (porteurs de projet) afin de les aider à s'intégrer à un réseau économique local.

2- Les soirées thématiques : gratuites pour les adhérents, elles concernent des sujets très précis sur lesquels interviennent des experts.

Le réseau DRIAS crée une lisibilité des savoir-faire locaux et permet ainsi de faire remonter les besoins des entreprises auprès des politiques locales.

DRIAS souhaite aujourd'hui aller plus loin en développant les actions suivantes :

1- La mise en place d'outils de communication sur la diversité et richesse de l'économie locale souvent perçue comme uniquement axée sur le tourisme et l'industrie : Création de la 1ère rubrique économique sur Radio Mont-Blanc.

2- La mise en place d'outils de communication sur les acteurs économiques du territoire : Annuaire des contacts utiles et action de relais local des institutions et des réseaux d'acteurs de l'économie afin d'informer en temps réel les entreprises

3- L'accompagnement des entreprises : Renforcement de l'association pour permettre à ses adhérents de mettre en place des actions innovantes et génératrices d'économie locale.

Références

Site Internet : www.drias.fr

www.facebook.com/reseaudrias



Afrique • Institut Panafricain pour le Développement (IPD)

Lieu : 52 pays Africains avec 6 instituts régionaux: Cameroun, Burkina Faso, Zombie et Maroc

Lancement du projet : 1955

Nombre de bénéficiaires : 15 000 étudiants

Nombre d'employés : 80 cadres permanents ; 150 professeurs/consultants/experts

Budget : 2 millions d'Euros

Association internationale sans but lucratif, reconnue en Suisse, par l'ONU et par les Etats africains. Réalisation de formation, recherche-action et appuis consultations en développement durable et coopération avec 52 pays africains par ses six Instituts régionaux :

- IPD/AC, Douala Cameroun, pour les pays d'Afrique Centrale francophone
- IPD/AOS, Ouagadougou Burkina Faso, pour les pays sahéliens et d'Afrique Ouest
- PAID/WA, Buéa Cameroun, pour les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest
- PAID/ESA, Kabwé Zambie, pour les pays anglophones d'Afrique orientale / australe
- IPD/AN, Salé Maroc, pour les pays du Maghreb

Activités de formation :

Masters II en développement durable dans les spécialisations suivantes : Economie sociale et solidaire, Intégration, Jeunes/Emplois, Gestion Projets/Programmes, Gestion entreprises, PME et coopératives, sécurité et souveraineté alimentaire, Paix et développement, Genre et développement

Formation de courte durée et sur mesure selon demande :

- Recherche-action
- Dans les zones-laboratoires des IPDR sur des thèmes du développement durable
- Appuis/Consultations
- Par contrats avec les entreprises, des gouvernements, des organisations de la société civile, des fondations et agences régionales et internationales de financement.

Bilan :

15.000 étudiants formés depuis 1965 ; tous travaillent en Afrique sur le terrain. Cinq campus pouvant recevoir plus de 500 étudiants à Douala, Buéa, Ouagadougou, Kabwé et Salé ; 80 cadres permanents ; 150 professeurs/consultants/experts ;

Un budget de 2 millions d'Euros, financé à 25% par les étudiants bénéficiaires de formation, 35% pour les utilisateurs africains et 40% par l'aide internationale

Références

www.ipd-afrique.org

www.fondationipd.ch



Argentine • FaSinPat, une usine autogérée



Lieu : Argentine

Lancement du projet : 2001

Type d'organisation : Coopérative

Nombre de membres : Environ 470

Qu'elles se positionnent ou non contre le système capitaliste actuel, FaSinPat et les autres usines autogérées sont en train de démontrer qu'elles peuvent non seulement durer, mais aussi résister aux crises économiques.

L'Argentine souffrait déjà d'importantes disparités de richesse lorsque la faillite de l'État en 2001 plonge le pays dans une crise économique majeure. De nombreuses usines ferment leurs portes, dont celle de Zanon qui est l'une des plus grosses usines de carrelage du pays. Toutefois, plutôt que de se voir licenciés par la fermeture de Zanon, les travailleurs récupèrent l'usine, forment une coopérative et poursuivent la production. Ils la rebaptisent FaSinPat, *Fábrica sin patrón*, l'usine sans patron.

Cette usine autogérée est un exemple parmi plusieurs autres cas similaires d'usines récupérées en Argentine, où les travailleurs s'engagent dans une solution alternative en prenant le contrôle de la production afin de conserver un salaire leur permettant de faire vivre leurs familles.

Environ 470 personnes y travaillent aujourd'hui, les travailleurs ont tous un salaire égal, y détiennent tous un droit de vote et toutes les décisions sont prises en commun dans les assemblées générales. Le nombre d'employés a pratiquement doublé depuis que l'usine a été récupérée et la production a repris de bon train.

Bien que FaSinPat demeure l'exemple phare du mouvement de récupération d'usine, plusieurs autres entreprises ont connu le même sort. À travers l'Argentine, c'est plus de 160 entreprises qui ont été récupérées par les travailleurs, principalement dans le domaine de la métallurgie et de l'industrie lourde, mais également dans le secteur agroalimentaire et celui des services. En 2009, environ 10 000 travailleurs sont membres d'usines autogérées.

Références

Bouchard, Sylvain, « Argentine : la récupération d'entreprises par leurs salariés comme alternative au chômage » (2011) En ligne. www.autogestion.coop/spip.php?article106 (page consultée le 24 août 2011).

Cibien, Laurent, Alain Guillon & Claude Clorennec, « Argentine : les usines sans patron » (2009) En ligne. www.arte.tv/fr/Videos-sur-ARTE-TV/2151166.CmC=2673614.html (page consultée le 24 août 2011).

Elie Morin, Marie-Claude, « Ces usines qui tournent sans patron » (2009) En ligne. www.courrierinternational.com/article/2009/01/29/ces-usines-qui-tournent-sans-patron (page consultée le 24 août 2011).

Wikipédia, « FaSinPat » (2011) En ligne. <http://fr.wikipedia.org/wiki/FaSinPat> (page consultée le 8 septembre 2011).



États-Unis • Evergreen Cooperatives

Lieu : Cleveland

Lancement du projet : 2005

Coopératives de travail



Les coopératives Evergreen appartiennent aux employés, qui peuvent gagner un salaire décent, accumuler des actifs, et devenir eux-mêmes investisseurs. En plus de fournir le financement à des initiatives qui n'ont pas toujours accès au système bancaire traditionnel, l'organisation offre de l'assistance technique aux entrepreneurs pour améliorer la rentabilité de leurs entreprises.

Les coopératives Evergreen sont situées dans la ville de Cleveland, plus précisément dans une zone appelée « Greater University Circle » de Cleveland » et qui regroupe de nombreuses institutions parmi les plus prestigieuses. Cette zone regroupe plus de 50 000 emplois et est considérée comme le moteur économique du nord-est de l'état de l'Ohio. Cependant, ce complexe évalué à plusieurs milliards de \$ a pour voisinage immédiat les quartiers les plus défavorisés de Cleveland. En 2005, la Fondation Cleveland a servi de catalyseur en réunissant une coalition des principales organisations communautaires de la ville avec les responsables des institutions présentes dans le cercle universitaire. Le but était de mettre sur pied une initiative visant à revitaliser les quartiers environnants et à offrir du travail à une population ne bénéficiant pas des retombées économiques du « cercle ».

L'organisation s'inspire du modèle basque de Mondragón, c'est-à-dire qu'il finance et supervise la création de coopératives dans l'objectif d'un développement économique durable et en harmonie avec la communauté. Les projets sont multiples et doivent respecter les valeurs d'*Evergreen Cooperative*, c'est-à-dire de créer des emplois au sein de coopératives qui soient durables, vertes, et gérées de façon démocratique. *Evergreen Cooperative* vise la mise sur pied d'une dizaine de coopératives de travailleurs d'ici 2025 et la création d'au moins 5 000 emplois bien rémunérés.

En 2009, l'*Evergreen Cooperative Laundry* voyait le jour. Il s'agit de la première buanderie verte à l'échelle industrielle dans la région. Outre qu'ils sont les propriétaires de leur entreprise, les 50 employés qui y travaillent gagnent un salaire supérieur à celui offert dans les autres buanderies, et ils ont accès à plus d'avantages sociaux. Lancée en même temps, l'*Ohio Cooperative Solar* est une coopérative qui vise à installer des panneaux solaires sur les plus gros bâtiments publics ou appartenant à des entreprises d'économie sociale. À terme, 75 emplois auront été créés. *Neighborhood Voice* est la troisième coopérative à voir le jour. Opéré par des étudiants, il s'agit d'un journal communautaire qui agit comme outil de communication pour les 143 000 citoyens des quartiers environnants et employés du cercle universitaire. Enfin, *Green City Growers* verra bientôt le jour. Il s'agit d'une serre hydroponique d'une superficie de 10 acres en plein centre de Cleveland et offrira du travail à 45 personnes.

Références

Ted Howard, Lillian Kuri and Idia Pierce Lee. The Cleveland Fondation. The Evergreen Cooperative Initiative of Cleveland, Ohio. White Paper presented for the Neighborhood Funders Group Annual Conference. Minneapolis, MN, september 29 – October 1, 2010 (http://www.community-wealth.org/_pdfs/news/recent-articles/10-10/paper-howard-et-al.pdf)

www.enterprisecleveland.org

www.evergreencoop.com/



France • Fondation Macif



Lieu : France entière

Lancement du projet : 1993

Nombre de membres : 157 collaborateurs salariés et représentants de sociétaires du groupe Macif impliqués 220 projets subventionnés pour l'année 2012

Nombre d'employés : 18 salariés du groupe Macif travaillant à temps plein pour la Fondation Macif

Chiffre d'affaire : Montant total des subventions accordées pour l'année 2012 : 4 179 885 euros

Bref historique

Créée en 1993, la Fondation Macif a pour vocation de prolonger le dessein social de son fondateur, la Macif, entreprise mutualiste. Pendant quinze années, elle a appuyé des initiatives favorisant l'accès à l'autonomie, la responsabilité, la connaissance, la citoyenneté des personnes, en France et en Europe, avec comme priorité le soutien à la création d'emplois durables dans l'économie sociale et solidaire. En 2010, elle oriente son action en faveur de l'innovation sociale, pour contribuer à apporter des réponses nouvelles aux besoins sociaux non satisfaits.

Présentation

La Fondation Macif accompagne des projets novateurs pour répondre aux besoins fondamentaux (se loger, se nourrir, se déplacer, se soigner...) des femmes et des hommes.

Les structures accompagnées sont principalement issues de l'économie sociale et solidaire. Les collectivités territoriales et entreprises à finalité sociale peuvent également être partenaires de la Fondation Macif.

Spécificité : la Fondation Macif s'implique directement aux côtés des porteurs de projets (conseils, mise en relation, aide à l'essaimage du projet sur un autre territoire...) grâce à ses chargés de mission présents dans les 11 régions Macif et au national.

La Fondation Macif peut également développer elle-même des projets innovants. Premier exemple en date : les Accorderies.

Références

www.fondation-macif.org



Sénégal • Mutuelle Sociale PAMECAS

Lieu : Dakar/Sénégal

Lancement du projet : 2006

Nombre de membres : 20 000

Nombre d'employés : 06

Chiffre d'affaire : 40 000 000F CFA



Mutuelle Sociale Pamécas (MS-Pamécas), une micro-assurance de proximité pour une couverture santé généralisée.

Plus de 80% de la population sénégalaise n'est pas couverte contre le risque de maladie. La mutuelle Pamécas œuvre pour l'accès aux soins aux personnes exclues des systèmes de sécurité sociale existants. La stratégie repose sur la micro-assurance santé. Le Pamécas est un réseau de micro-finance qui compte plus de 500 000 sociétaires, issus essentiellement du secteur de l'économie informelle et rurale. Pour répondre à une demande croissante de ses membres, le réseau a créé une mutuelle sociale avec l'appui du programme STEP du BIT, dans l'objectif de sécuriser leur capital et de leur offrir l'accès aux structures de santé à chaque fois que de besoin.

Le système de la mutuelle sociale Pamécas fonctionne sur la base de petites cotisations (250FCFA par mois et par bénéficiaire). Elle couvre, au niveau des structures sanitaires, 70% des soins, des hospitalisations, des accouchements, des analyses, des échographies et des médicaments. Le produit couvre aussi 25% des médicaments qui sont achetés au niveau des pharmacies privées et qui sont prescrits par les prestataires de soins/partenaires. Les bénéficiaires sont pris en charge efficacement sur place, grâce à la bonne collaboration du personnel des postes, centres de santé, hôpitaux régionaux et pharmacies privées ayant signé une convention avec la mutuelle.



A travers son produit « Wérleen », la mutuelle sociale Pamécas tente, entre autres, de répondre à la mobilisation de l'état autour de la Couverture Médicale Universelle (CMU). Si les populations font un effort pour payer une partie de leurs soins, l'état doit, de son côté, canaliser les subsides à travers les mutuelles de santé pour que toute personne qui cotise puisse bénéficier d'un cofinancement par l'état pour accéder à un paquet essentiel de services de santé. Du fait de son ancrage communautaire ou local, les membres de la mutuelle Pamécas se connaissent et partagent les mêmes intérêts. Cette proximité sociale facilite la communication et la sensibilisation de la population, l'adéquation du paquet de services couverts aux besoins exprimés par la population et donc l'extension du système au niveau de la communauté.

Le principal défi à relever consiste à étendre ces systèmes de manière que tous aient accès aux soins de santé et jouissent à tout le moins de sécurité du revenu. **« La micro finance peut aider le pauvre à sortir de la misère, la micro assurance santé peut l'aider à ne pas y retomber »** Visant à couvrir ses 500 000 sociétaires et leurs proches, en raison de 2 personnes à charge pour chaque adhérent, le mutuelle sociale Pamécas compte couvrir à l'horizon des OMD en 2015, près d'un million de sénégalais. A noter que chaque adhérent/wérleen a la latitude de prendre jusqu'à 10 autres personnes à charge. Au **31/12/2012**, la mutuelle comptait plus de 21 000 bénéficiaires.

Dans l'objectif de la mise en place du produit wérleen dans tout son réseau de distribution représenté par ses 80 agences, la mutuelle poursuit la mise en œuvre de son plan de déploiement, afin de couvrir à l'échelle nationale. Le 27 mars 2013, la mutuelle a contracté avec la fédération « **Pencum Ndakaru** » pour la prise en charge médicale de près de 5 000 enfants, avec l'appui de « **Childfund** ».

Références

www.pamecas.org



France – Québec • Accorderie



Lieu: 15 Accorderies en France en juillet 2015 plus un réseau national

Lancement du projet: 2002 au Québec, 2011 en France

Nombre de membres: en France, 2 600 accordeurs, 15 Accorderies

Nombre d'employés: 20 environ

Chiffre d'affaire: le budget d'une Accorderie est de 65 K€ en milieu urbain et de 35 K€ en milieu rural

Née en 2002 au Québec, l'Accorderie est un concept solidaire qui vise à lutter contre la pauvreté et l'exclusion et à favoriser la mixité sociale grâce à la mise en place d'un système d'échanges de services entre particuliers basé sur le temps.

Il repose sur un principe simple et original : proposer aux habitants d'un même quartier de se regrouper pour échanger entre eux des services, sur la base de leurs savoir-faire et ce sans aucune contrepartie financière.

Concrètement, un membre (*accordeur*) qui effectue, par exemple, une heure de dépannage informatique se voit attribuer un crédit de temps qu'il peut ensuite utiliser comme bon lui semble pour obtenir l'un des services proposés par d'autres Accordeurs de son quartier.

Cette nouvelle forme de solidarité, qui favorise la mixité sociale sur un territoire donné mais répond aussi aux besoins de personnes en situation de pauvreté ou d'isolement, a connu immédiatement un grand succès au Québec, donnant naissance au Réseau Accorderie du Québec en 2006 et à trois nouvelles Accorderies.

En 2011, les Accorderies investissent le territoire français. En effet, **Le Réseau Accorderie du Québec et la Fondation Macif** ont conclu un partenariat pour le développement d'un réseau d'Accorderies en France. La convention entre les deux partenaires a prévu la transmission à la Fondation Macif de la propriété intellectuelle du concept et des outils de gestion pour le territoire français. Ainsi, la Fondation Macif devient le garant de la philosophie initiale du projet et des valeurs qui lui sont associées.

L'implantation progressive de ce concept commence par le démarrage de deux Accorderies, à Paris (19^eme arrondissement) et à Chambéry (Savoie) en 2011. Aujourd'hui, 15 Accorderies ont été agréées en France, et le Réseau des Accorderies de France a été créé en octobre 2013.

Dans un contexte socio-économique difficile où la tentation du repli sur soi est forte, l'Accorderie s'est imposée par son fonctionnement humaniste et sa capacité à recréer du lien social et de la convivialité.

Références

<http://www.accorderie.fr/>

<http://accorderie.ca/>



France •AG2R La Mondiale Société de Groupe d'Assurance Mutuelle



AG2R LA MONDIALE

Effectif : 11 000 collaborateurs en France (y compris CDD).

Assurés : 15 millions de personnes et ayants droit.
500 000 entreprises en France.

Activités : 26,5 milliards d'euros de collecte pour l'ensemble des activités du Groupe.
Positions (2014) :

- N°1 en retraite complémentaire Agirc-Arrco
- N°2 en assurance de la personne (hors groupes bancaires)
- N°3 en prévoyance
- N°4 en santé
- N°5 en assurance perte d'autonomie
- N°7 en assurance vie épargne (dont Luxembourg)

AG2R LA MONDIALE est le 1er groupe français d'assurance et de protection sociale. Il protège tous les besoins de ses assurés tout au long de la vie, quels que soient l'âge, le statut (salariés, retraités, professionnels, dirigeants d'entreprises et leurs familles) ou le secteur professionnel.

AG2R LA MONDIALE est au service de plus de 15 millions d'assurés et d'ayants droit et 500 000 entreprises. Son mode de gouvernance paritaire et mutualiste le différencie des autres acteurs du secteur. Les décisions ne sont pas détenues par des actionnaires : elles appartiennent aux assurés, seuls bénéficiaires de la valeur créée par l'entreprise. Il a la particularité de regrouper au sein d'une société de groupement d'assurance mutuelle, une mutuelle d'assurance (La Mondiale), et une Institution Paritaire (AG2R).

AG2R LA MONDIALE gère, en matière de retraites complémentaires, pour le compte des Fédérations Agirc et Arrco, au travers d'un contrat d'objectifs renouvelé tous les 4 ans, la retraite complémentaire de 8,2 millions de salariés cotisants et de 4,4 millions d'allocataires retraités. Cette activité constitue un des cœurs de métier historique du Groupe qui améliore continuellement la qualité des services proposés aux allocataires retraités, aux entreprises et salariés cotisants.

Protection de la personne, prévoyance, santé, épargne, retraite supplémentaire, l'expertise complète d'AG2R LA MONDIALE permet de répondre aux besoins de tous les profils de risque en apportant des réponses innovantes et des garanties adaptées. Les intérêts et la satisfaction de ses assurés sont au cœur des priorités du Groupe, avec notamment une gestion des contrats dans les meilleurs délais. Sa communication porte toujours en titre « Le contraire de seul au monde ».

Le Groupe développe des actions solidaires et sociales. Les activités proprement sociales sont dotées d'un budget de 50 Millions d'Euros (2014).

La Fondation AG2R La Mondiale contribue à l'engagement sociétal du Groupe. La Fondation s'appuie sur la mobilisation d'administrateurs désignés selon les principes du paritarisme et du mutualisme, représentatifs des institutions de prévoyance, du Pôle mutualiste et de La Mondiale. Elle intègre notamment les spécificités liées aux secteurs de l'Alimentaire, de la Coiffure et de l'Artisanat et développe une relation forte avec les acteurs économiques dans toute leur diversité (coopération étroite avec les organisations représentatives des employeurs et des salariés, avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire, avec les branches professionnelles partenaires du Groupe).

Références :

<http://www.ag2rlamondiale.fr/>



Maroc •Coaching Territorial

Lieu : Autour du Maroc

Lancement du projet : 2011

Nombre de membres/Bénéficiaires : Direct 500, Indirect 1000

Nombre d'employés : 5

Chiffre d'affaire : 130 000.00 euro

Le réseau marocain d'économie sociale et solidaire (REMESS) est une Organisation Non Gouvernementale de la Société Civile, apolitique et areligieuse, créée en 2006 suite au Forum Social Mondial de Porto Alegre, et dont le but premier est la promotion des valeurs et principes de l'économie sociale et solidaire.

Le projet Coaching Territorial, initié en 2013 avec le partenariat de plusieurs organismes dont l'UCLG Africa, la direction de la coopération belge, mais aussi l'ONG belge Echos Communication, est une initiative qui vise à accompagner et mettre en synergie les acteurs locaux, pour mobiliser leurs potentiels respectifs en vue de résoudre un problème spécifique ou de promouvoir le développement durable du territoire. Cet exercice de coaching donne une priorité particulière à la dimension humaine, pour aider les populations à s'engager activement dans la vie socio-économique et s'inscrit dans la continuité et la durabilité.

Le Coaching Territorial a pour but ultime de produire des changements de comportements propres à accélérer l'appropriation (ownership) et la responsabilisation (empowerment) des acteurs locaux vis-à-vis de la définition et de la mise en oeuvre de leurs projets de développement. Dans ce sens, différentes étapes ont été pensées pour promouvoir notre vision du coaching territorial : 1. Diagnostic de la dynamique humaine du territoire : Sociogramme Territorial 2. Mise en synergie des acteurs locaux identifiés 3. Dialogue structuré avec les responsables des Collectivités Territoriales 4. Plan d'actions sur la thématique et la vérification des engagements 5. Assistance technique durable au suivi du processus Coaching Territorial.

Ce projet s'inscrit dans la continuité du travail du REMESS en matière de renforcement de responsabilisation des jeunes et des populations marginalisées, tout en gardant une certaine vision soutenable, durable, et sociale que nous essayons de promouvoir au Maroc et ailleurs.

Le projet s'est focalisé sur quatre axes différents : Salé, Ain Beida – Ouazzane, Bouanane, et Béni Meskine. Chacun de ces axes a son projet spécifique et une priorité différente, ce qui a donné lieu à différentes formes de coaching, différentes en terme de thématique, mais similaire en terme d'objectif.

L'axe de la Commune Urbaine de Salé se focalise sur la question des « Marchands Ambulants », essayant de mettre en synergie les acteurs locaux avec les collectivités locales, dans une vision d'intégration et la résolution de la problématique des marchands ambulants. L'axe Béni Meskine quant à lui se focalise sur la question de l'intégration des jeunes à travers une dynamisation des produits du terroir. Dans ce sens, le coaching s'est focalisé sur l'importance des produits de terroirs et du rôle que peuvent jouer les jeunes dans la promotion de ces activités locales.

L'axe Ain Beida – Ouazzane de son côté promeut une vision économique basée sur les produits de terroir, mais surtout sur les idées du commerce équitable et de son nécessité dans la création d'une société responsable, solidaire et juste. Enfin, l'axe de Bouanane a fait de la promotion du Tourisme Solidaire son fer de lance, essayant de promouvoir ce nouveau concept de tourisme responsable et solidaire pour engager les acteurs locaux dans un cercle bienveillant de croissance et de responsabilisation.

Références : www.coachingterritorial.com; <http://www.remess.ma/>;
<https://www.youtube.com/watch?v=M4yKEGapD4>



Groupe Up (ancien Groupe Chèque Déjeuner), membre fondateur des RMB



Créer en 1964, dès l'introduction du "titre restaurant" en France, le groupe Up a su évoluer en anticipant les besoins et attentes de notre société. Le groupe Up est aujourd'hui un groupe coopératif international qui propose une centaine de marques et produits, aussi bien dans les moyens de paiement que dans les logiciels de gestion ou encore les nouvelles technologies. Avec un volume d'émission de 5,7 milliards d'€, 210 000 clients, 1,7 million de commerçants affiliés, 27 millions d'utilisateurs, et 2 355 collaborateurs, Il est le 3^{ème} émetteur de moyens de paiement dans le monde.

Le groupe Up implanté dans 14 pays sur 4 continents, est aujourd'hui structuré en zones géographiques - France, Euromed, Balkans, Europe occidentale, Asie et Amérique – et entend accélérer son développement à l'international, particulièrement en Amérique du Sud et du Nord.

Acteur moderne, il investit fortement dans l'innovation afin de préparer l'avenir et inscrire celui-ci dans l'efficacité économique et la pérennité.

Acteur convaincu de l'Economie sociale et solidarité, il entend également trouver les solutions pour associer le plus grand nombre de ses collaborateurs au capital de ses quelques 50 entreprises, et puiser dans ses racines, l'énergie nécessaire à la réalisation de son plan stratégique ambitieux. Aussi, veut-il devenir l'Ambassadeur emblématique de l'ESS dans le monde.

Références :

<http://www.up-group.coop/>



Belgique • P&V Groupe

Lieu : Belgique
Lancement du projet : 1907
Nombre de membres : 900 000
Nombre d'employés : 1710
Chiffre d'affaire : 16,02 Milliards € (2013)



Bref historique

A travers toute son histoire, P&V joue un rôle moteur dans la construction de l'Europe des assurances coopératives, de la naissance en 1922 de la Fédération Internationale des Coopératives et Mutuelles d'Assurances, à la création en 1991 d'Euresa, une structure européenne de collaboration et d'échange d'expériences entre diverses coopératives ou mutuelles d'assurances de Belgique, France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Danemark, Suède et Allemagne.

Présentation

Le Groupe P&V est un groupe coopératif d'assurances qui a vu le jour en 1907 afin d'offrir une protection correcte à un maximum de personnes. Pendant toutes ces années, le Groupe a connu une croissance constante et a su renforcer sa position sur le marché. Le Groupe P&V comprend différents canaux de distribution et marques, qui ont chacun leurs particularités. Toutes les compagnies du Groupe partagent toutefois la même idée fondamentale depuis 1907 : la solidarité avec les assurés et la société.

Les bénéficiaires sont réinvestis dans l'organisation afin de garantir la stabilité des compagnies et d'offrir aux clients les meilleurs produits et services au juste prix. Le Groupe P&V investit par ailleurs ses capitaux pour contribuer activement à la citoyenneté responsable et à une société plus solidaire, entre autres via la Fondation P&V.

Dans un paysage financier qui résulte de mouvements de fusions au niveau européen, le Groupe P&V a conservé son indépendance et sa spécificité d'assureur belge. Le Groupe prend ses décisions uniquement en fonction du marché belge, qu'il connaît parfaitement. Cet ancrage local garantit une grande stabilité aux clients, intermédiaires et collaborateurs. Le Groupe P&V ne commercialise d'ailleurs que des assurances et aucun produit bancaire.

Au niveau international, le Groupe P&V est actif dans trois groupements d'assureurs coopératifs, à savoir Euresa, ICMIF et AMICE. Au sein de ces groupements, le Groupe P&V partage ses expériences avec d'autres assureurs mutualistes et coopératifs, en vue notamment de développer des solutions novatrices. Des solutions qui répondent aux besoins d'assurances de plus en plus évolutifs des clients (particuliers, indépendants, PME, entreprises ou institutions).

P&V Assurances est, au sein du Groupe P&V, le canal de distribution dédié aux agents exclusifs.

Références :

<http://pvgroup.be/>



France • E-nexus

Lieu : région Rhone Alpes – Savoie

Lancement du projet : 2012

Nombre de membres : 25

Nombre d'employés : 0



Bref historique

Association créée début 2012 et ayant pour but de développer des projets de solidarité numérique nord/sud : permettre l'accès à un ordinateur et apprendre à s'en servir.

En 2013, 2 salles informatiques ont été installées au Sénégal en coopération avec des associations et la jeunesse locale.

2014, 3 nouveaux programmes sont en préparation, un au Sénégal, un en Côte d'Ivoire et un au Togo.



Présentation

e-nexus est une association de solidarité internationale qui agit pour le développement de l'informatique et des TIC pour l'éducation.

Notre objectif est de permettre aux populations les plus modestes d'avoir accès à un ordinateur et aux outils numérique en général et d'apprendre à les utiliser pour l'alphabétisation, l'information, la communication et l'éducation.

Toutes nos Références sont consultables en ligne :

Site Internet : www.e-nexus.net et le [Clip de présentation de nos actions](#)

Albums photos sur Flickr : https://www.flickr.com/photos/e_nexus/sets/

Les préparations

Les premiers usages [album 1](#) et [album 2](#)

Salle informatique de Khombole

Salle informatique de Podor

Notre plaquette consultable en ligne : http://issuu.com/pascalepollak/docs/e-nexus_solidarite_numerique_f4ad12f0f45f93



Madagascar • Nutri'zaza

Lieu : Madagascar

Lancement du projet : 2002 sous forme d'ONG, 2013 sous forme d'entreprise sociale à but non lucratif

Chiffre d'affaire : non communiqué

A Madagascar, la malnutrition touche près d'un enfant sur deux. En cause : la faible qualité de l'alimentation reçue par les enfants, notamment ceux issus des familles défavorisées (pratiques d'allaitement inadéquates, aliments de complément de qualité nutritionnelle très insuffisante). En 1998, le Gret, l'IRD et l'Université d'Antananarivo s'unissent dans le cadre du projet Nutrimad pour concevoir des méthodes efficaces pour lutter contre la malnutrition à Madagascar. Ils conçoivent une stratégie visant notamment à diffuser au plus grand nombre un aliment de complément de qualité, indispensable à partir du 6^e mois de l'enfant en complément du lait maternel. Elle s'articule autour de trois piliers :

- la sensibilisation, l'éducation nutritionnelle des familles par des animatrices du quartier, préalablement formées ;
- la mise au point d'un aliment de complément de bonne qualité nutritionnelle : la Koba Aina. Cette farine est fabriquée à partir de matières premières locales (sauf pour les vitamines et les minéraux) par l'entreprise Taf
- la mise en place d'un réseau original de distribution, les restaurants pour bébés ou « Hotelin-jazakely ». Des animatrices y préparent et vendent les bouillies préparées à base de Koba Aina.

Depuis l'ouverture du premier Hotely en 2000, 15 millions de repas ont été distribués. Au fil du temps, de l'expérience acquise (dont deux ans de collaboration avec Danone nous permettant d'améliorer les techniques de ventes), des moyens obtenus pour agir en faveur de ces populations, il a été possible de développer progressivement le réseau des Hotelin-jazakely et d'en améliorer le fonctionnement. En quelques années, il est devenu évident que cette offre répond à un besoin à long terme des familles, et qu'il fallait chercher à la pérenniser. En 2008, après plusieurs réflexions et tentatives pour pérenniser les restaurants dans les communes sous la forme d'association d'animatrices, le statut d'entreprise est apparu le modèle le plus adéquat et le plus viable. C'est ainsi qu'est née l'entreprise sociale Nutri'zaza.



Avec quatre partenaires, Taf, le producteur de la Koba Aina, APEM, une association locale, ainsi que deux fonds d'investissements français, I&P et la Sidi, le Gret a élaboré les démarches



nécessaires à la constitution de Nutri'zaza. Sous la forme d'une société anonyme de droit malgache, Nutri'zaza reprend les trois piliers du projet Nutrimad, et gère et développe le réseau des « Hotelin-jazakely ». Un plan d'affaires sur cinq ans a été conçu, et l'équilibre économique est possible pour un réseau d'une centaine d'hotely. La création de Nutri'zaza bénéficie d'un fonds de démarrage de l'Agence française de développement et des investissements en capital des cinq actionnaires.

Références :

<http://www.gret.org/2012/12/nutrizaza-le-social-business-contre-la-malnutrition-a-madagascar/>

<http://www.gret.org/publication/le-business-social-pour-lutter-contre-la-malnutrition-infantile-lelaboration-dun-service-de-vente-daliments-pour-jeunes-enfants-a-madagascar-1997-2008/>

<http://www.youphil.com/fr/article/07441-gret-malnutrition-madagascar-entreprise-sociale?ypcli=ano>



Afrique du Sud • Mothers2Mothers

Lieu: Afrique du Sud, Kenya, Lesotho, Malawi, Rwanda, Swaziland, Tanzanie, Ouganda, Zambie

Date de début de projet : 2001

Nombre de membres : 1,2 million femmes



Présentation

Des progrès significatifs ont été fait durant la dernière décennie pour éliminer la transmission du VIH aux nouveaux-nés. Cependant, chaque jour, il y a toujours 700 enfants qui sont contaminés par le VIH. 90% de ces enfants vivent en Afrique Sub-Saharienne, et la plupart acquièrent le VIH par leur mère lors de la grossesse, de l'accouchement ou de l'allaitement.

La plupart des centres de santé d'Afrique Sub-Saharienne manquent cruellement de personnel, ce qui ne laisse que quelques minutes aux médecins et infirmières pour annoncer à une femme enceinte qu'elle est porteuse du virus VIH et lui expliquer tous les tests et les médicaments qu'elle doit se procurer et accepter pour maintenir sa santé et protéger son bébé du VIH. La stigmatisation des porteurs du VIH est prédominante dans de nombreuses communautés Africaines, ce qui conduit les femmes à vivre dans la peur, ce qui rend d'autant plus difficile pour elles l'obtention des soins nécessaires.

Que faisons-nous et comment?

mothers2mothers (m2m) change cela. Nous formons, employons, et valorisons des mères mentors, qui sont des mères qui vivent avec le VIH, pour travailler auprès des médecins et infirmières dans les centres de santé en sous-effectifs comme membres de l'équipe de soin. En session individuelles ou en groupe, les mères mentors fournissent une éducation sanitaire et psychosociale de base aux autres mères séropositives sur comment protéger leurs bébés d'une infection au VIH, et pour rester elles et leur famille en bonne santé. Les liens des mères mentors avec la communauté et une connaissance personnelle du VIH en fait des mentors très efficaces.

Les femmes que les mères mentors soutiennent sont plus enclines à prendre des antiviraux pour prévenir la contamination de leurs enfants et protéger leur santé. De plus, les enfants des mères du programme mères mentors ont plus de chance de recevoir un traitement antiviral pour être protégés de l'infection au VIH, et d'avoir un diagnostic précoce qui détermine leur état de santé contrairement aux autres enfants nés de mères séropositives. Ces résultats ont démontré un impact positif sur la santé des mères et de leurs enfants.

Le programme de m2m a également un impact positif direct sur les mères mentors. L'emploi leur permet d'accéder à une sécurité financière pour elles et leur famille. En étant professionnalisées, les mères mentors deviennent des "rôle modèles" dans les centres de santé et leurs communautés, offrant l'image de femme séropositives en bonne santé, fortes et valorisées, réduisant la discrimination et la stigmatisation liée au VIH.

Le modèle des mères mentors a été identifié en 2015 comme une solution stratégique pour éliminer la contamination pédiatrique au VIH et garder les mères en vie, par le Plan Global des Nations Unies.

m2m travaille sur le 4e des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui traite de la santé maternelle et infantile.

Références

<http://www.m2m.org/>

<http://www.wsj.com/articles/in-south-africa-hiv-positive-mothers-help-others-fight-aids-1419624933>

https://www.youtube.com/watch?v=ZDAvVg4GKpU&list=PLYRCjI220SMjLsMOSnTOLY_tmXuayYhiC



République Démocratique du Congo (RCD) • Fondation Panzi

Lieu: République démocratique du Congo

Date de lancement: 2008



La Fondation Panzi a été créée en 2008 par le Dr. Mukwege et ses collègues et supporters de l'hôpital Panzi. La Fondation a été établie avec la volonté de supporter le travail de l'hôpital et améliorer les services de proximité dans les cliniques et les communautés rurales.

Présentation

Les projets entrepris par la Fondation Panzi visent à soutenir les victimes de viol et de violence sexuelle pour reconstruire leurs vies et celles de leurs communautés. Certains projets comprennent :

La cité de joie

La Cité de la Joie est une initiative soutenue par le mouvement international V-Day. Il tiendra une place particulière dans la région et servira le centre de formation du leadership et des compétences avec le message : "De la souffrance à l'alimentation". La Cité de la Joie se concentre sur la formation et le développement du leadership pour les femmes activistes afin de continuer la lutte pour les droits des femmes et la justice pour les survivantes.

Maison Dorcas

Maison Dorcas est une maison de secours et de transit pour les survivantes de violences ou de celles ayant des besoins de soins à moyen-long terme pour la fistule et l'incontinence guérison. Les femmes reçoivent une formation en lecture et calcul, gestion des petites entreprises et d'autres compétences visant à améliorer subsistance. En outre, les femmes bénéficient d'une prise en charge psychosociale et médicale continue, y compris une thérapie individuelle et de groupe. La maison a des partenariats avec des associations et coopératives féminines locales qui fournissent une assistance à la médiation familiale et des micro- crédits.

Le projet USHINDI à Mwenga, Kitutu et Shabunda

USHINDI est un mot en Swahili pour signifier la victoire, et ce projet se concentre sur la santé dans les zones du Sud Kivu à Mwenga, Kitutu et Shabunda. Ces zones sont gravement touchées par les violences sexuelles, et peu de programmes répondent aux besoins des survivantes à cause de l'insécurité et l'inaccessibilité. Le projet a une approche holistique incluant un support médical, psychosocial, légal et économique aux survivantes aux violences et les enfants nés des viols. Spécialisé en assistance psychosociale et soins médicaux procurés aux survivantes, le projet procure également des médicaments à de nombreux centres de santé dans les régions reculées de Mwenga, Kitutu et Shabunda. Les activités incluent des formations de dirigeants de communautés, acteurs médicaux, policiers, juristes et assistants sociaux, ainsi que des mobilisateurs de communautés. Des conseils juridiques, des services de micro-financement et d'alphabétisation seront également offerts aux femmes à travers le programme Ushindi.

Grâce à la mobilisation communautaire contre la violence domestique et la formation des dirigeants locaux, les communautés sont censées améliorer leur capacité à identifier et réagir aux cas de violences sexuelles. La Fondation Panzi est également impliquée dans d'autres projets tels que des cliniques mobiles, de la justice et des conseils juridiques, des initiatives de santé mentale et soutien aux centres de santé à l'extérieur de Bukavu.

Références

<http://www.panzihospital.org/projects/panzi-foundation-drc>

<http://fondationpanzirdc.org/>



Asie • Réseau des producteurs du commerce équitable d'Asie et du Pacifique

Lieu: Asie et Pacifique

Lancement du projet : 2005

Nombre de membres : 135

NAPP est né le 16 Juin 2005. Des producteurs de différents pays d'Asie se sont rencontrés au Sri Lanka pour discuter du besoin d'avoir un réseau pour représenter une voix unie. La première assemblée générale du réseau des producteurs d'Asie et du Pacifique (NAPP) a eu lieu à Bangkok, en Thaïlande, du 17 au 19 septembre 2006.



Présentation

La mission de NAPP est de faciliter l'adhésion de plus de producteurs au mouvement du commerce équitable en Asie et Pacifique à travers un large choix de produits et services.

NAPP travaille également à assurer que les réalités de l'Asie et du Pacifique sont prises en compte dans l'établissement de stands du commerce équitable, sans faire de compromis sur les principes de base.

Enfin le NAPP est aussi le représentant officiel des producteurs d'Asie et du Pacifique au FLO (Fairtrade International).

The Network of Asia and Pacific Producers (NAPP) is a multi stakeholder body comprising representatives of producer organizations, Joint Bodies, small farmer organizations and promoting bodies who are certified by or registered with the Fairtrade Labelling system.

Références

www.fairtradenapp.net



Namibie • BEN

Lieu : Namibie

Date de lancement : 2005

Nombre de membres : 10 000



L'histoire de BEN Namibie est reliée à l'histoire de son directeur général, Michael Linke. Michael est un Australien qui a travaillé avec les projets de transport non motorisés en Australie, au Royaume-Uni, Namibie, Zambie, Madagascar, Botswana, Ghana, Kenya, Bangladesh et Népal.



Pendant son séjour au Royaume-Uni dans les années 2000, il se porte volontaire avec un organisme de bienfaisance appelé Re~Cycle qui recueille des vélos indésirables dans le Royaume-Uni et les expédie à diverses organisations partenaires en Afrique. Michael avait des plans pour commencer une organisation similaire pour recueillir et expédier des vélos, mais d'abord il entreprit un voyage en Afrique du Sud en 2004 pour visiter les organisations qui utilisent les vélos pour

mieux comprendre leurs besoins.

C'est alors qu'il a visité BEN à Cape Town. BEN a fait beaucoup de travail de sensibilisation pour améliorer les conditions pour les cyclistes à Cape Town et apprendre aux enfants de l'école d'enseignement à faire du vélo. Ils importent également des vélos de seconde main de bailleurs de fonds à l'étranger, forment et soutiennent les gens pour qu'ils deviennent des vendeurs de vélos et de cette façon distribuer des vélos à des prix abordables.



Avant sa visite en Afrique du Sud, Re ~Cyclea reçu un courriel de VSO, le service bénévole au Royaume-Uni. Ils voulaient des vélos pour un projet qu'ils soutenaient: TKMOAMS dans le nord de la Namibie. TKMOAMS comptait environ 700 bénévoles qui visitent les personnes vivant avec le VIH/SIDA dans leurs maisons, fournissant des conseils et des fournitures médicales et sanitaires. La plupart de ces bénévoles marchaient à pied de longues distances, c'est ainsi que l'idée de Michael est née de les aider à obtenir les vélos. Mais bientôt il comprit que ce serait une perte de temps pour donner aux gens les vélos sans support mécanique continue.

Il a vu un besoin de former une organisation qui pourrait combiner les dons de vélos aux bénévoles de la santé avec la création d'ateliers de vélo communautaires. Il a contacté BEN à Cape Town sur l'idée et a offert un partenariat, et l'organisation est devenue BEN Namibie. Michael est ensuite retourné au Royaume-Uni et il a pu collecter assez de dons pour commencer. Il a fallu neuf mois et il a presque abandonné à plusieurs reprises, mais en mai 2005 BEN Namibie était une société enregistrée article 21 et avait reçu sa première charge de 100 vélos de seconde main via BEN Cap.

BEN Namibie vise à valoriser les Namibiens les plus défavorisés grâce à la fourniture de transports durables et des opportunités de génération de revenus liées à la bicyclette.

OBJECTIFS

- Fournir un mode de transport abordable et durable aux personnes défavorisées.
- Offrir des possibilités de génération de revenus durable liés à la bicyclette.
- Promouvoir le cyclisme comme un moyen de transport qui garde en bonne santé, est abordable, durable et digne.
- Plaidoyer pour l'amélioration durable des infrastructures de transport à Windhoek.
- Promotion du partage de connaissances et du réseautage parmi les mouvements mondiaux de « vélos pour le développement », avec un accent sur l'Afrique subsaharienne.

Références : <http://bennamibia.org/> ; <http://www.workingbikes.org/a-big-thank-you-from-ben-namibia/>



SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DE L'ESS

Afrique • Institut Africain pour le Droit et la Gouvernance des coopératives

Lieu : basé au Cameroun avec des activités programmées partout en Afrique

Lancement du projet : 2014

Nombre de membres : 12

Nombre d'employés : 1

Chiffre d'affaire : 30 000 Euros

La création de l'Institut africain pour le droit et la gouvernance (AICL) des coopératives vise à soutenir les aspects juridiques du développement des coopératives en Afrique.

En 2009, l'ONU a déclaré 2012 comme Année internationale des coopératives et l'Alliance coopérative internationale (ACI) a élaboré un Plan d'action («Vision 2020») qui porte sur cinq grands thèmes étroitement liés les uns aux autres. Le quatrième est de «fournir des cadres juridiques pour la croissance de coopérative» et c'est ce que nous avons l'intention de développer dans le cadre de l'Institut.

Depuis les indépendances, le développement des coopératives a essentiellement été soutenu par l'économie et la sociologie. Mais la loi a un rôle important à jouer, en particulier dans le contexte de la croissance du secteur informel, l'instabilité du mouvement coopératif et la faiblesse de la gouvernance des coopératives. La loi devrait contribuer à l'adoption de règles juridiques adaptés à la condition spécifique des coopératives africaines.

L'Institut vise à :

- Soutenir les Etats dans l'adaptation et la mise en œuvre de la législation coopérative et la formulation de politiques pour la promotion du droit et de la gouvernance des coopératives ;
- Soutien à la coopération dans la mise en œuvre de la loi sur les coopératives, et la formation continue en droit et gouvernance coopérative ;
- Soutenir les partenaires au développement dans la conception de mécanismes pour soutenir le droit et la gouvernance des coopératives ;
- Participer à l'élaboration du droit et de la gouvernance des coopératives par le biais de la recherche et des publications ;
- Encourager les études sur la législation coopérative dans les systèmes éducatifs et universitaires ;
- Informer le public sur les enjeux et perspectives du droit et de la gouvernance des coopératives.

Les activités de l'Institut dépendent des domaines d'intervention suivant : la formation et l'éducation, la recherche, les publications, le conseil et l'aide au développement.

- Formation et éducation
- Recherche, des publications et de conseil
- Soutien au développement
- Assistance pour les coopérateurs et les coopératives devant les tribunaux

Références : <http://iadc-aicl.e-monsite.com/> Contacts : Dr. Willy Tadjudje, Willytadj@gmail.com



Algérie • Centre Algérien pour l'Entrepreneuriat Social



Lieu : Algérie

Date de lancement du projet : 2013

Le Center Algérien pour l'Entrepreneuriat Social (ACSE) est né en 2013, quand trois jeunes algériens se sont réunis et ont vu en l'entrepreneuriat social une solution efficace aux problèmes aux quels leur pays, l'Algérie, est confronté.

Devant les challenges économiques, sociaux et culturels résultant de l'augmentation démographique importante et ainsi de la hausse des besoins de la population, et devant l'incapacité des structures présentes à assurer une couverture de tous ces besoins, il est devenu absolument impératif de trouver une nouvelle issue, une nouvelle voie d'y faire face.

Au sein de ACSE, nous pensons que l'entrepreneuriat social constitue en effet une voie efficace.

Nous travaillons à générer des solutions entrepreneuriales innovantes qui contribueraient à adresser ces challenges de manière durable, ainsi; créer des emplois, dynamiser les régions isolées, protéger l'environnement, faciliter l'accès à la culture, faciliter l'insertion socio-professionnelle des femmes et des personnes en difficulté, impliquer les jeunes dans le processus de développement ... etc



Notre mission est donc très claire; introduire le concept de l'entrepreneuriat social en Algérie et faire ancrer dans l'esprit des Algériens cette volonté d'apporter un impact positif tout en contribuant au développement économique.

Depuis la création du centre, près de 150 jeunes Algériens sur plusieurs villes du pays ont été formés sur le concept, et des centaines d'autres ont pu le découvrir à travers les conférences et autres diverses activités. En effet, plusieurs formations accélérées, plusieurs

workshops et conférences dans différentes universités ont eu lieu et nous avons été absolument émerveillés par l'intérêt qu'ont montré les participants à L'égard de l'entrepreneuriat social.

Les objectifs du centre se résument à révéler les entrepreneurs sociaux algériens existants, à créer un réseau et à les connecter à leurs homologues internationaux. Aussi, à inspirer et à soutenir les porteurs de projets sociaux. Et enfin, à collaborer avec les autorités locales afin de créer le bon écosystème pour la réussite de ces entrepreneurs sociaux.

Le centre est un collectif, géré par des volontaires passionnés, voulant absolument contribuer à apporter un changement positif à leur communauté.

Le centre Algérien grandit et s'unit au centre Tunisien et Marocain dans le but de créer un vraie synergie maghrébine.

L'enjeu est grand mais la volonté est plus grande. le Centre Algérien aspire à voir émerger une Algérie nouvelle, une Algérie meilleure, une Algérie servie par ses citoyens à l'échelle individuelle pour un bénéfice commun.

Références

- <https://www.facebook.com/AlgerianCenterForSocialEntrepreneurship?fref=ts>



République dominicaine • Institut pour le développement de l'économie associative (IDEAC)



Lieu : République Dominicaine

Date de lancement : 1981

Nombre de membres : non communiqué

Nombre de salariés : 10

Chiffre d'affaire : 0

L'Institut pour le développement de l'économie associative (IDEAC) est une organisation à but non lucratif dédiée au développement de structures organisationnelles, les relations économiques et sociales, les valeurs, et le cadre juridique sont fondés sur l'économie sociale et solidaire en République Dominicaine.

La population cible est l'entreprise associative rurale (ARA) équipée d'un bon niveau de leadership dans sa région, composée de petits (voir moyens) modes de production de biens et services, une main-d'œuvre autonome, et une opportunité de développement économique et organisationnel et de changement d'échelle. Actuellement IDEAC travaille avec 25 entreprises associatives dont des producteurs de bananes, de café, de cacao, des fournisseurs d'électricité, des pêcheurs, des femmes dans l'industrie de éco-tourisme, etc.

Dans le travail de promotion de l'économie sociale et solidaire, IDEAC agit selon la stratégie suivante :

- Donner des compétences aux organisations accompagnées par IDEAC et promouvoir une pratique basée sur l'économie sociale et solidaire.
- Développer des initiatives participatives qui créent un changement de génération dans le mouvement d'économie solidaire.
- Promouvoir les partenariats et la coordination avec les organisations liées au mouvement d'économie solidaire.
- Présenter les différents secteurs économiques, sociales et politiques du concept d'économie sociale et solidaire.
- Proposer et promouvoir un cadre juridique favorable à l'économie solidaire.
- Promouvoir la création d'entreprises conjointes et leur intégration dans les structures.
- Gérer des partenariats avec des organismes et des institutions nationales pour assurer le financement des objectifs du plan stratégique et actions futures en conduisant des stratégies visant à réduire la dépendance du financement sur la coopération.

Références :

<http://ideac.org.do/>



France • Impact&ValuESS

Lieu : Rennes, Bretagne

Lancement du projet : 2013

Nombre de membres : 3 partenaires, Réso Solidaire (association), Adess Brest (association), South West South West Forum (charity)

Nombre d'employés : 1, équipe projet : 7

Chiffre d'affaire : budget de 200.000€

Impact & ValuESS est un projet de coopérations transfrontalières financées par le programme Interreg IVA France (Manche)-Angleterre. Il est porté par Réso Solidaire, en partenariat avec l'Adess du pays de Brest et l'organisation anglaise South West Forum.

Réso Solidaire et l'Adess du pays de Brest sont des pôles de développement de l'économie sociale et solidaire en Bretagne, situé à Rennes et à Brest. South West Forum, situé à Exeter, a pour mission d'informer, de soutenir et de représenter l'économie sociale et solidaire dans le sud ouest de l'Angleterre.

Impact & ValuESS fait suite à un premier projet Interreg ([Part3sec](#)) dont Réso solidaire était partenaire. Il a permis aux participants de découvrir l'économie sociale et solidaire en Angleterre, dans le Hampshire (Southampton) à travers des rencontres et études. Dans ce cadre, des problématiques et enjeux communs se sont dégagés, notamment liés à l'accès et à la diversification des ressources, la nécessité de développer des nouveaux partenariats, et de valoriser et faire reconnaître l'impact de l'ESS auprès d'eux. L'envie d'approfondir la coopération entre les deux pays a conduit à la préparation d'Impact & ValuESS et a de plus abouti au développement d'un autre projet Interreg dans la région, le projet FEED portant sur le financement citoyen.

Impact&ValuESS a pour objectif de favoriser le développement de partenariats entre l'ESS et les secteurs public et privé afin d'améliorer l'accès aux financements et la diversification des ressources dans l'économie sociale et solidaire. Il s'agit de permettre aux acteurs de l'économie sociale et solidaire de monter en compétences, afin de mieux valoriser l'impact et l'utilité sociale de leurs activités auprès de leurs partenaires des secteurs public et privé.

Nous explorons les pratiques dans les deux pays qui visent à valoriser les entreprises de l'ESS (marketing social, stratégies de partenariats), et à mieux démontrer l'impact et l'utilité sociale des structures ESS sur nos territoires (Bretagne, Sud-Ouest de l'Angleterre). Le projet se fait à travers des études, analyses, rencontres, échanges de savoir-faire, formations, partage et construction de pratiques innovantes.

Il s'agit aussi de favoriser les rencontres, la mise en réseau et les opportunités de coopération et d'innovation entre l'ESS en France et en Angleterre. Dans ce sens, 2 rencontres franco-anglaises de l'ESS ont eu lieu en 2014, dont la première session à Exeter, la deuxième session à Rennes.



Références

http://www.resosolidaire.fr/dossiers/dossiers.php?val=3_reso+action#ancreactions

Réalizations: films de témoignages sur les bonnes pratiques en matière d'évaluation de l'impact en France et en Angleterre, guide sur les pratiques d'évaluation de l'impact en France et en Angleterre : à trouver prochainement sur le site + publications d'autres réalisations (guide sur l'utilité sociale, retour sur la formation associations-entreprises)



Cameroun - PFAC Structuration de l'ESS selon l'approche « Bottom-up »

Lieu : Cameroun

Début du projet : 2006

Nombre de localités : 374 communes

Nombre de bénévoles : 235



L'ONG Partenariat France et Afrique pour le co développement (PFAC) se crée en France sous la forme d'une association loi 1901 en 1992. A l'origine, elle mène des actions humanitaires en direction des pays d'Afrique, elle est autorisée à exercer au Cameroun en juin 2000. Se rendant compte des limites de l'action humanitaire, elle s'intéresse à l'économie sociale et propose cette alternative au gouvernement camerounais en 2004. Elle organise le premier colloque national sur l'économie sociale en juin 2006 mobilisant le RIPESS, des experts de différents continents. A la suite de ce colloque, l'ONG se lance dans la sensibilisation pour une structuration systémique et systématique de l'ESS au Cameroun allant du local au national. L'idée est de doter chaque commune d'un réseau local d'économie sociale et solidaire où on aurait une dynamique économique et sociale mais surtout un lieu de mobilisation et d'apprentissage de la démocratie pour l'amélioration de la gouvernance locale et la lutte contre la corruption. Il s'agit de faire émerger un mouvement coopératif afin de permettre aux personnes menant de petites activités de les renforcer au sein d'un système plus fort. En 2012, année internationale des coopératives, l'ONG a signé une convention avec l'Etat camerounais pour cette structuration.

PRESENTATION DU PROJET

Procédant de la sensibilisation et de la formation, l'ONG accompagne les communautés locales dans leur organisation en coopérative selon les filières agricoles et les petites activités que mènent les personnes et qui demeurent fragiles lorsqu'elles sont isolées.

Il s'agit concrètement de mettre en place au niveau local un RELESS dans chacune des 374 communes que compte le Cameroun, ces RELES se regrouperont en REPRESS (réseau de promotion régionale d'économie sociale et solidaire c'est alors que ceux-ci pourront eux-mêmes penser une structure nationale qui soit représentative de toutes les dynamiques qui y seront engagées.

Le RELESS réseau local d'économie sociale et solidaire qui regroupe en son sein toute les organisations dynamiques concourant à la viabilisation d'une économie locale. Le RELESS a un statut coopératif et se veut un partenaire économique de l'exécutif communal. On retrouve en son sein des coopératives, des associations, des fondations, des mutuelles, etc...

Il est le lieu de création d'activités, d'emplois et des richesses au niveau local. La dynamique « femme » y est très forte. Les premiers RELESS (pilote) que nous avons accompagnés récoltent le fruit de leur organisation aujourd'hui. L'exemple du RELESS mis en place par les femmes d'Akonolinga en 2008 qui, en permettant à ses membres de vendre leur production une seule fois par mois a réalisé un chiffre d'affaire de 159000000 de francs CFA (soit 242748€) en 2013. Nul doute que si on permettait à ces femmes de mener l'opération chaque semaine, ce chiffre serait multiplié par quatre...

A ce jour, l'ONG a structuré 120 communes, il en reste 254, des marchés inter RELESS se développent (initiative des RELESS eux mêmes). Cette dynamique permet une meilleure participation des acteurs de la base aux luttes telles que la vie chère, la précarité, la mauvaise gouvernance, la corruption et bien d'autres encore. Elle donne une visibilité sur la dynamique socio économique du territoire et elle offre enfin un cadre d'action aux intervenants qui pourraient localement appuyer ces initiatives.

Référence :

Site internet : www.ong-pfac.org

Adresses pfac.alter@yahoo.fr



Suisse • Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRÈS-GE

Lieu : Genève

Lancement du projet : 2004

Nombre de membres : 270 organisations et 230 individus

Nombre d'employés : 13

Chiffre d'affaire (2013) : 1'590'000 CHF



Lancée fin 2004 lors des 1^{res} Rencontres de l'économie sociale et solidaire à Genève, la Chambre de l'économie sociale et solidaire, APRÈS-GE, est une association sans but lucratif qui s'engage pour la promotion et la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la région genevoise. Elle s'est progressivement construite en élargissant sa base d'organisations et d'entreprises membres pour regrouper en 2014 une vaste diversité d'acteurs (coopératives, associations, fondations, indépendants, sociétés anonymes – SA –, sociétés à responsabilité limitée – SARL) et d'activités (les entreprises et organisations membres sont actives dans la presque totalité des activités économiques compatibles avec les principes et valeurs de la Charte de l'ESS).

La Chambre de l'économie sociale et solidaire a développé une définition de l'ESS par des critères. Ceux-ci sont issus d'une consultation participative sur la base des principes et des valeurs inscrits dans [la Charte de l'ESS de la région genevoise](#) et de l'observation de leur mise en pratique dans les entreprises membres, ainsi qu'à partir d'une étude statistique sur l'ESS genevoise en 2010. L'originalité de la démarche repose sur une définition de l'ESS ouverte à tout type d'entreprise et d'organisation en évaluant leurs pratiques, plutôt que de délimiter les contours de l'ESS selon la forme juridique.

Acteur dynamique du développement économique régional, la Chambre de l'économie sociale et solidaires'est fixée comme mission de :

- Faire connaître, valoriser et diffuser une économie du développement durable, basée sur des principes éthiques, sociaux et écologiques
- Inscrire l'ESS à l'agenda politique
- Développer le réseau entre organisations de l'ESS, particulièrement dans la région genevoise, et développer le concept de l'ESS au niveau national
- S'engager pour la reconnaissance et la visibilité de ses membres
- Développer l'entrepreneuriat social, en soutenant les entrepreneurs, créateurs ou porteurs de projets avec son incubateur ESSAIM
- Faciliter les contacts entre consommateurs et producteurs ESS de biens et services

À l'échelle genevoise et romande, la Chambre propose les activités suivantes :

ESSAIM : un incubateur d'entreprises sociales et solidaires, un programme d'expériences professionnelles dans l'ESS (PPE+), des formations, un portail de consomm'action, des espaces d'échanges et de mutualisation pour ses membres

Références

www.apres-ge.ch– www.essaim.ch

Charte de l'économie sociale et solidaire de Genève (<http://apres-ge.ch/node/29644>)

Critères d'adhésions (<http://apres-ge.ch/node/34120>)

Etude statistique de l'ESS genevoise: http://apres-ge.ch/sites/test.intranetgestion.com/files/Etude_statistique_APRES-GE.pdf



Suisse • Chambre de l'économie sociale et solidaire du canton de Vaud

Lieu : Lausanne

Lancement du projet : 2009

Nombre de membres : 76

Nombre d'employés : 1

Chiffre d'affaire : néant



Présentation

La Chambre de l'économie sociale et solidaire vaudoise s'engage pour soutenir et développer une économie à visage humain et respectueuse de l'environnement dans le canton de Vaud.

Créée en 2009, l'association a pour mission de promouvoir les valeurs de l'économie sociale et solidaire, en travaillant principalement sur les axes suivants :

Développer le réseau des organisations de l'économie sociale et solidaire actives sur le territoire vaudois ;

Organiser des activités de promotion de l'économie sociale et solidaire ;

Soutenir le développement de l'économie sociale et solidaire au niveau local et global.

La charte de l'ESS

En collaboration avec les chambres genevoises et Berne-Jura-Neuchâtel ainsi que d'autres partenaires, la Chambre de l'économie sociale et solidaire vaudoise soutient et promeut la mise en œuvre des principes éthiques, sociaux et environnementaux dans les activités économiques.

Les membres de la chambre s'engagent à ce titre en adhérant à la Charte de l'économie sociale et solidaire du canton de Vaud.

Références

- www.apres-vd.ch
- La charte de l'ESS qui figure sur le site sous « documents »



Suisse • Geness.ch

Lieu : Suisse, Genève

Lancement du projet : 2013

Nombre de membres : 5 membres du comité, 30 membres individuels et de nombreuses entreprises partenaires



Soucieuse de participer à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie, l'association Geness.ch souhaite faire prendre conscience aux jeunes qu'il est possible de produire, de consommer et d'entreprendre autrement, de manière responsable et solidaire. Geness.ch veut leur permettre d'être des acteurs du changement de demain. Qu'ils s'impliquent et s'engagent, qu'ils se sentent concernés par les enjeux actuels et futurs, tel est le défi que notre association s'est lancée. Le changement n'arrive pas seul.

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est méconnue des jeunes malgré qu'elle regroupe déjà 10% de l'emploi à Genève. Il est important que les jeunes prennent conscience de ce potentiel et qu'ils en assurent le développement et la continuité à Genève et en Suisse.

L'association promeut activement les valeurs de l'ESS et cherche à convaincre les jeunes que le modèle économique que l'ESS offre est concret, durable et à leur portée. Geness.ch vise à favoriser l'entrepreneuriat social des jeunes et leur intégration dans les différents secteurs de l'ESS.

Geness.ch développe un programme autour d'une problématique au cœur de la préoccupation des jeunes ; l'emploi. Ainsi l'association structure ses activités autour de la relation entre les jeunes et les entreprises et vise à long terme la croissance du nombre d'entreprises de l'ESS et de l'emploi des jeunes dans l'ESS. Geness.ch organise des Rencontres Libre-échange ont pour but de créer un espace de rencontre simple, décontracté et constructif entre les jeunes et les entreprises ESS qui cherchent à faire connaître leur fonctionnement innovant. Ces rencontres ouvrent le débat sur un sujet d'actualité et permettent l'accès à une et une entreprise, choisie collectivement pour chaque rencontre en fonction des intérêts.

Outre le travail incontournable de communication (réseaux sociaux, événements, articles...) Geness.ch vise, à terme, la mise en place d'interventions scolaires afin d'élargir les possibilités professionnelles des élèves, de développer leur esprit critique et de les aider à devenir acteurs du développement durable.

Pour d'informations, sur : www.geness.ch

Et n'hésitez pas à nous contacter : info@geness.ch



France • La Poudrière

Lieu : Nancy

Lancement du projet : 2012

Bref historique

Tout a commencé en 2011, plusieurs amis entrepreneurs de Nancy qui étaient confrontés à la réalité de tout entrepreneur individuel : un espace de travail souvent inadapté, et peu de contact avec l'écosystème entrepreneurial de leur ville. C'est à l'occasion d'une conférence réalisée par La Cantine, premier espace de coworking ouvert à Paris en 2008, que l'idée leur est venue de créer un espace de coworking pour les entrepreneurs de Nancy. Avec l'adhésion d'autres entrepreneurs à leur projet, ils lancent une première version de la Poudrière avec 10 places dans un espace témoin en juillet 2012, puis emménagent dans un local plus grand en décembre 2012. La barre des 50 coworkers a été dépassée en 2013 et l'association a déménagé à nouveau dans des locaux de 370M2. Elle est soutenue par La Fondation Macif, la région Lorraine, et cumule plus de 2000 heures de bénévolat pour la seule année 2012.



Présentation

La Poudrière est un espace de travail et de partage (ou coworking) situé à Nancy, qu'on appelle plus communément un « tiers-lieu ». Il y a la maison, il y a l'entreprise, et entre les deux, il y a le tiers-lieu ! La Poudrière réunit des ressources matérielles et immatérielles propres à générer des synergies collectives, créatives, solidaires et économiques.

Le coworking est un "nouvel art de travailler" qui regroupe deux notions : un espace de travail partagé, mais aussi un réseau de travailleurs encourageant l'échange et l'ouverture. Cette façon alternative de « travailler autrement » est la branche travail de l'économie collaborative. Nos valeurs : la communauté, l'accessibilité, l'ouverture, la coopération et la durabilité.

Portée et animée par l'association d'entrepreneurs "Coworking Nancy", la Poudrière est un tiers-lieu qui a pour vocation d'être un « incubateur in vivo d'innovation sociale ». En journée, la Poudrière accueille des travailleurs indépendants, télétravailleurs et associations, oeuvrant dans les domaines du numérique, du journalisme, du marketing, de la créativité et de l'innovation. En soirée, nous accueillons des événements, animations et réunions. Nous favorisons l'échange, le transfert de savoirs et de compétences, ainsi que la participation et la mise en contact d'acteurs divers.

En plus de l'espace de travail et du réseau, l'association organise de nombreux événements, des concours, et a même mis en place une « Ruche qui dit oui ! ».

Références

- <http://www.poudriere.org/>
- <http://fr.ulule.com/poudriere2014/>



Suède • Vagen Ut

Lieu : Suède

Lancement du projet : 2002

Nombre d'employés : 75 salariés

Bref historique

Les coopératives de Vågen ut! ont été créées par des personnes ayant rencontré des situations d'exclusion dans le cadre de l'association Bryggan, association qui travaille avec les enfants dont les parents sont soumis au système correctionnel. Un partenariat a été établi pour lancer un projet Equal ayant pour objectif de créer des entreprises sociales. Le projet a impliqué les autorités responsables de l'assurance maladie, des services carcéraux et de probation, l'office pour l'emploi, l'agence de développement de coopératives Coompanion et d'autres organisations professionnelles. Le but était de créer des emplois pour le groupe cible par la mise en place de coopératives sociales. Les premières coopératives développées ont été : Villa Vågen ut! Solberg (un centre de réadaptation pour hommes), Karins Döttrar (une coopérative artisanale pour femmes) et Café Solberg. Ensemble, elles ont initié le consortium Vågen ut! qui comprend, aujourd'hui, 10 entreprises sociales.

Présentation

Le consortium Vågen ut! comprend 10 entreprises sociales qui ont une double mission : créer des emplois pour le groupe cible ainsi que fournir des services de réinsertion, des formations professionnelles ou un logement.

Les entreprises coopératives du consortium Vågen ut! proposent des services et des produits, et créent de véritables emplois pour les personnes exclus du marché du travail. Les méthodes et les modèles de Vågen ut ! contribuent au fait qu'elle est caractérisée par une innovation sociale réussie, ayant un impact très positif sur l'intégration sociale.

Vågen ut! est une organisation d'insertion, qui considère la diversité comme une ressource et comme une garantie pour un développement positif. Ce qui signifie que toutes les personnes sont les bienvenues : les jeunes adultes, les femmes ayant subi de mauvais traitements et ayant des problèmes de drogue, les anciens prisonniers de sexe masculin, etc.

Chaque jour, en plus des 75 salariés, il y a environ 250 personnes impliquées dans les activités de réinsertion, de logement, de formation professionnelle et de production. 50 autres personnes, grâce à Vågen ut!, ont trouvé le chemin d'une vie sans délits ni drogues, et ces personnes se sont dirigées vers d'autres emplois ou ont fait des études. 12 nouvelles coopératives ont été créées en 8 ans (3 coopératives en 2002 ; 12 en 2010 ; 25 avant 2015). Les coopératives se situent principalement dans la zone de Göteborg mais également à Örebro, Sundsvall et Östersund. 5 autres régions sont également intéressées.

Références

- www.vagenut.coop
- <http://www.ess-europe.eu/fr/bonnepratique/vagen-ut>



CITOYENNETE ET DEMOCRATIE

Japon • Union Coopérative des Consommateurs Japonais

Lieu : Japon - Tokyo

Date de démarrage du projet : 1951

Nombre de membres : 334

Nombre d'employés : 1,395

Chiffre d'affaire : \$3,500 M

L'Union Coopérative des Consommateurs Japonais (JCCU) a été créée en Mars 1951 en tant que fédération nationale des coopératives de consommateurs au Japon. JCCU et ses membres coopératifs opéraient indépendamment les uns des autres et n'avaient pas constitué de siège sociale/relations de filière.

Les missions :

Création d'un mode de vie plus humain et d'une société durable grâce aux efforts concertés de citoyens individuels.

La vision de la JCCU pour 2020 :

Nous sommes déterminés à travailler avec les gens pour créer une société où la confiance et le sourire abondent.

Comme la seule organisation nationale des coopératives de consommateurs, JCCU remplit les fonctions suivantes :

- Formulation des politiques nationales pour les coopératives
- Représentation de la voie des coopératives au niveau national et international
- Planification, développement, et développement and support aux marques des coopératives
- L'approvisionnement et la distribution de produits y compris les produits et les importations de marques nationales
- Les autres activités, y compris catalogue et les ventes en ligne
- Coordination des activités des membres au niveau national.
- Orientation de la gestion des membres coopératifs et éducation du personnel grâce à des cours par correspondance et des séminaires

References

Site web : <http://jccu.coop/eng/>

Bibliographie : http://jccu.coop/eng/public/pdf/ff_2013.pdf



Corée • iCoop Korea

Lieu : Corée

Lancement du projet : 1998

Nombre de membres : 78 coopératives

Nombre d'employés : 1894



Historique

iCOOP Corée est une coopérative créée pour faire connaître la consommation éthique et les produits issus d'entreprises où consommateurs et producteurs dirigent ensemble. La participation et la coopération menée au sein d'iCoop Corée permet de créer des alternatives qui répondent aux besoins des membres dans leur vie quotidienne. Un système d'informations transparentes, un système de gestion efficace, et la sélection de produits par les membres, contribuent à renforcer les normes de sécurité alimentaire coréennes. iCOOP Corée pratique la consommation éthique "pour nous protéger nous, nos voisins, et le monde» et pour le bonheur de tous les membres.



Présentation

Le nom de cette organisation "iCOOP" est une combinaison de 4 "I". Les 4 "I" valent pour Individus promouvant les Idéaux de partage et de coopération, sans jamais perdre de vue leur Innocence originale et tout en pratiquant l'Innovation, tous en tant que consommateurs coopératifs. La valeur de base d'iCOOP Corée est la "consommation éthique". ICOOP Corée croit que les consommateurs peuvent changer la société en changeant les habitudes des consommateurs.

Un modèle de consommation souhaitable conduit et soutient des pratiques de production souhaitables. La définition d'iCOOP Corée de la consommation éthique est de respecter les personnes et le travail humain, protéger l'agriculture et l'environnement, tout en assurant la sécurité alimentaire dans l'acte de consommation. Les membres d'ICOOP Corée sont majoritairement basés dans les villes coréennes, incluant Séoul, Busan, et Gwangju, et incluent une coopérative de consommateur opérant sur un lieu de travail comme l'Union des Travailleurs de l'Assurance vie.

ICOOP Corée offre une solution éthique aux problèmes du quotidien tels que le respect de la sécurité alimentaire, la garde d'enfants, l'égalité des genres, l'environnement, l'agriculture...en coopération avec les membres et leurs voisins.

References

- <http://www.icoopkorea.coop/en/>
- <http://stories.coop/stories/icoop-korea%C2%92s-practice-for-enhancing-biodiversity-in-rice-paddy-ecosystem/>



France • Ôkarina

Lieu : Niveau national et international

Lancement du projet : 13 juin 2013

Nombre de membres : 3

Nombre d'employés : 3



Bref historique



Ôkarina vise à stimuler l'esprit entrepreneurial éthique et collectif. Nous intervenons auprès d'un public de jeunes et de femmes notamment, tout en faisant de l'intergénérationnel une richesse. Notre pédagogie est principalement axée autour du théâtre du geste qui s'avère être un excellent outil pour donner envie de travailler en collectif. Nous souhaitons insuffler l'espoir qu'une forme de travail différente est possible; celle de l'entrepreneuriat éthique et collectif.

Nous considérons que notre action est innovante socialement car elle permet à des personnes peu ou pas sensibilisées de se mettre dans la peau d'entrepreneur(e)s ou de créateurs-trices de projets collectifs et éthiques. La dynamique générée est propice à innover de manière collective et est propice à ce que chaque personne trouve sa place dans un groupe. La pédagogie que nous utilisons est spécifique ; il s'agit du théâtre du geste et de l'objet, qui permet à tout le monde de pouvoir s'exprimer librement.

Notre méthode : Nous utilisons des outils d'apprentissage actif afin d'aider au changement de cadre de pensée :

- Déclencher par le théâtre une manière de se connaître, de travailler ensemble, de coopérer, de générer la créativité. Le théâtre permet de produire une rencontre entre les personnes et une expression des idées de chacun(e).
- Comprendre les avantages et les difficultés liées à l'entrepreneuriat. Observation et immersion dans des projets coopératifs, organismes de l'ESS (Économie Sociale et solidaire) et entreprises hors ESS.
- Se mettre à l'épreuve par la réalisation d'un projet collectif réel ou fictif comme méthode pédagogique (mini coopératives, juniors associations, coopératives jeunesse, élaboration de demandes de financement pour des projets de groupe, etc.). Élaboration et animation d'un atelier avec des outils innovants, au sein d'un événement d'envergure locale, nationale ou internationale.

Notre mission est en l'occurrence de mieux faire connaître l'économie sociale et d'amener de nouvelles personnes à s'y investir professionnellement. Nous sommes en quelque sorte des "agents de lien" permettant de rapprocher le grand public des organismes accompagnants la création de projets d'entreprises innovants socialement.

De manière générale, nous souhaitons faire en sorte que les participants s'inspirent de nos pratiques en vue de répliquer des initiatives similaires sur leurs lieux de vie respectifs. Pour ce faire, nous sommes transparents sur nos outils et développons une véritable dynamique de partage.

Références

Site Internet : www.okarina.coop



France • Solidarité étudiante

Lieu : Tout le territoire français
Lancement du projet : 2002
Nombre de membres : 300 jeunes
Nombre d'employés : 25
Chiffre d'affaire : 900 000 euros / an



Solidarité étudiante est née en juin 2002 sous forme d'une association ayant pour but de fédérer des initiatives locales de services aux étudiants. Afin de passer un cap en terme de développement, et de pérenniser la structure vis-à-vis du turn-over étudiant, Solidarité étudiante s'est transformée en Société Coopérative d'Intérêt Collectif en mars 2013.

Première coopérative étudiante, possédée et dirigée par et pour les étudiants, le projet Solidarité étudiante est né d'un double constat. D'une part, la crise a accentué les difficultés sociales des étudiants ; elles sont aujourd'hui vécues plus durement et par un plus grand nombre de jeunes. D'autre part, l'autonomie des universités a permis au secteur privé lucratif de se positionner sur un marché sur lequel les acteurs publics peinent à rivaliser.

Solidarité étudiante apporte ainsi une réponse solidaire et pérenne aux besoins matériels et moraux des étudiants.

Historiquement, la première mission de Solidarité étudiante a été de développer des établissements coopératifs de services aux étudiants. Trois types de projets ont vu le jour au cours des années :

- CoopCampus, des cafétérias coopératives situées sur les campus, et lieux de vie étudiante
- EpiCoop, des épiceries coopératives situées dans les résidences universitaires
- CoopColoc, des colocations coopératives visant à répondre aux besoins étudiants en termes de logements tout en proposant un accompagnement visant à faciliter l'apprentissage de l'autonomie et de la vie en collectivité

L'aboutissement démocratique du projet repose sur les outils d'animation socio-culturelle et l'éducation populaire. Solidarité étudiante met en place et anime les cadres de démocratie locale au cœur des établissements coopératifs, dans une démarche d'inclusion sociale et de partage des savoirs et compétences, et en lien avec la vie étudiante des établissements universitaires. Ce lien se traduit notamment par le développement d'une plateforme en ligne « Mes Services Etudiants » proposant un accompagnement et des services répondant aux besoins spécifiques des associations étudiantes.

La promotion de l'ESS est au cœur de la démarche d'éducation populaire de Solidarité étudiante. Ainsi, elle a été à l'initiative de la Journée Nationale de la Coopération Etudiante (JNCE), première action nationale de promotion de l'ESS dans les campus ainsi que la Semaine Etudiante pour l'Economie Sociale et Solidaire (SEESS) fédérant les initiatives étudiantes prévues dans le cadre du Mois de l'ESS. A cette occasion en 2014, une quarantaines d'actions sont d'ores et déjà prévues dans toute la France.

C'est une preuve par l'exemple, non seulement de l'efficacité économique, mais aussi de la pertinence politique de l'économie sociale et solidaire directement dans les campus universitaires.

Références

<http://www.solidariteetudiante.fr>

<http://www.se-ess.fr>

<http://www.messervicesetudiants.fr>

<http://www.coopcoloc.fr>



Inde • Fédération Nationale des Coopératives de Consommateurs (NCCF)



Lieu : Inde

Lancement du projet : 1964

Nombre de membres : 144

Chiffre d'affaire : 50 000 crores

Présentation

Les objectifs principaux de la NCCF sont d'apporter un support logistique aux coopératives de consommateurs et autres agences de distributions de biens aux consommateurs à prix raisonnables et abordables, tout en offrant un service de conseil et d'assistance aux coopératives de consommateurs. NCCF est le porte-parole du mouvement des coopératives de consommateurs dans le pays. Il offre les services suivants pour renforcer le mouvement dans le pays :

Offrir des conseils techniques et une assistance à ses institutions membres en particulier, et les coopératives de consommateurs plus généralement, en emballage, standardisation, achat groupé, stockage, prix, tenue de compte, d'autres méthodes et techniques d'entrepreneuriat et de management pour améliorer et augmenter les opérations et l'efficacité commerciale.

Créer et promouvoir la formation des cadres et employés de la NCCF, et de ses institutions membres, et organiser ces formations avec le NCUI.

Tenir des séminaires, conférences, rencontres et assurer la publicité, le plaidoyer, et toute activité similaire qui pourrait aider le développement du mouvement des coopératives de consommateurs en Inde.

Établir des relations commerciales avec les fabricants, leurs distributeurs légaux, et fournisseurs, incluant les agences gouvernementales et les coopératives, afin de prendre en charge les achats, ventes, et la distribution.

Références

<http://nccf-india.com/>



Lybie • La voix des femmes libyennes



Lieu: Lybie

Lancement du projet : 2011

Bref résumé

La voix des femmes libyennes (VFL) est une association fondée en août 2011, comme l'un des résultats de la révolution du 17 février qui a renouvelé non seulement l'espoir d'une Lybie plus égalitaire, mais aussi un espoir nouveau pour les droits de l'Homme pour l'ensemble de la société libyenne, incluant les droits des femmes. Cet espoir s'est rapidement traduit en actions, ce qui représente pour VFL la meilleure méthode pour n'importe quelle amélioration concrète au profit des droits des femmes.

VFL s'est considérablement agrandi depuis sa création. Nous restons depuis nos débuts une organisation menée par des jeunes et nous avons un attachement fort à notre maison mère dans la ville de Zawia. En tant qu'un groupe de jeunes femmes libyennes venant de différents milieux, notre but ultime est de plaider pour un investissement accru dans l'une des plus grandes ressources de la Libye qui n'a malheureusement pas encore reçu l'attention qu'elle mérite : les femmes.

Nous concentrons nos activités sur l'amélioration de la participation politique et l'émancipation économique des femmes en Lybie. Nous sommes aussi actifs sur le plaidoyer pour lutter contre la violence basée sur le genre.

Nous menons 3 programmes :

Sécurité

- La Campagne Noor
- La journée internationale du Hijab violet pour combattre les violences domestiques
- La Campagne contre les abus psychologiques



Emancipation économique

- Politiques Nationales pour assurer l'émancipation économique des femmes en Lybie
- Participation politique
- Le projet "La charte des femmes"

Le Réseau des femmes

- La Promotion politique des individus
- Manifestations politiques
- Ouverture de panels de discussion



References

<http://www.panzihospital.org/projects/panzi-foundation-drc>

<http://fondationpanzirdc.org/>



Canada • Youthful Cities

Lieu: Monde entier – siège basé au Canada
Lancement du projet : 2012
Nombre de membres : 1600
Nombre de volontaires : 73



En bref

Le mot “youthful” est utilisé pour décrire les attributs de la jeunesse, il s'agit d'un concept universellement positif. Alors qu'être “youthful” est considéré comme positif, les jeunes ne sont la plupart du temps pas écoutés pour leurs influences constructives par les villes. Malheureusement, les jeunes sont souvent sous-estimés par leurs villes et leur opinion n'est pas prise en compte. Mais les villes ont besoin de jeunes pour survivre ! Les 15-29 ans représentent 25% de la population mondiale et la plupart vivent dans des villes. Qu'arriverait-il à votre ville si les jeunes décidaient d'aller vivre dans un meilleur endroit? Imaginez perdre leur énergie, leur créativité, leur innovation, leur capacités technologiques et connectées, leur “youthfulness”! La jeunesse représente un avantage compétitif potentiel pour les grandes villes car ils donnent plus qu'ils ne prennent. Mais les jeunes sont aussi mobiles et ont le choix de vivre où ils veulent. Quelles sont les meilleures villes où vivre, travailler, et s'épanouir? Quelles villes veulent vraiment aller de l'avant?

Présentation

Les jeunes sont au centre de l'urbanisation. Nous ajoutons l'énergie, le dynamisme, la créativité et le talent digital de notre époque aux villes. Les jeunes bâtissent l'avantage concurrentiel de la ville, stimulent le développement et trouvent de nouvelles solutions. Nous sommes l'avenir des villes. Maintenant.

En 2012 nous avons découvert deux statistiques étonnantes qui nous ont conduit à créer une nouvelle entreprise sociale : 50 pour cent de la population mondiale a moins de 30 ans et 50 pour cent de la population mondiale vit aujourd'hui dans les villes.

L'avenir du monde sera déterminé par la progression de l'urbanisation et sa façon d'intégrer les jeunes. Bien que cela devrait fournir une forte motivation aux villes pour maximiser le potentiel des jeunes, l'avis de ces derniers est souvent méconnu. Il existe d'innombrables indices et classements de villes, mais aucun avec un point de vue des jeunes.

Nous avons décidé de savoir ce qui se passerait si nous étions en mesure d'inspirer et d'engager des milliers de jeunes à ré-imaginer les lieux où ils vivent, travaillent et jouent.

L'objectif final pour Youthful Cities est de devenir la ressource mondiale incontournable pour toutes les questions urbaines liées aux jeunes. Nous créons un outil pour permettre aux jeunes de devenir de véritables partenaires dans le développement de meilleurs lieux de vie et d'épanouissement. Nous connectons les jeunes à des organisations, des entreprises et des organismes gouvernementaux qui travaillent à améliorer les villes. En faisant ces liens, nous donnons aux jeunes le moyen de faire entendre leurs voix et leurs idées dans leurs villes. Nous espérons également proposer l'exploration des villes intéressantes et interactives pour les jeunes à travers des événements tels que l' 30Network et d'autres campagnes.

Références

<http://www.youthfulcities.com/>



ECONOMIE NUMERIQUE, MEDIAS, ARTS

Québec • France • AI2L Association internationale du logiciel libre

Lieu : France et Québec

Lancement du projet : 2008

Type d'organisation : Association internationale et chaire de recherche



Le logiciel libre au service de l'économie sociale

Émancipation. Collaboration. Innovation. Partout à travers la francophonie, l'Association internationale du logiciel libre (AI2L) bâtit des ponts entre les valeurs du logiciel à normes ouvertes et les principes fondamentaux de l'économie sociale.

Mission, vision et historique

Lors des Rencontres du Mont-Blanc de 2008, l'AI2L a été fondée par six acteurs phares de l'économie sociale française et québécoise : la Caisse d'économie solidaire Desjardins, Chèque Déjeuner, le Crédit Coopératif, Filaction, Fondation et la Macif. Sa mission consiste à **faciliter l'accès à des logiciels libres pour les organisations engagées envers le développement collectif.**

Dans un esprit d'émancipation du code propriétaire, de non-dépendance et de pérennité des archives informatiques, l'Association concentre ses activités autour de trois pôles :

- Développement de logiciels libres
- Sécurisation des échanges électroniques
- Partage d'expériences de migration vers le logiciel libre réussies et création de standards supranationaux

Qu'est-ce qu'un logiciel libre ?

Les logiciels libres permettent de lire, de modifier et de diffuser le code source du programme. Les logiciels propriétaires n'offrent pas ces libertés. De plus, leur utilisation rend les utilisateurs entièrement dépendants de l'auteur du logiciel, qui peut décider de ne plus mettre à jour le programme, ou pire de transmettre certaines de leurs informations à des tiers.

Quatre principes fondamentaux régissent la liberté d'utilisation du code, définie par la *Free Software Foundation* (FSF) :

- Liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages
- Liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins
- Liberté de redistribuer des copies, donc d'aider son voisin
- Liberté d'améliorer le programme et de publier ses améliorations pour en faire profiter toute la communauté

Pour les membres fondateurs de l'AI2L, les valeurs du logiciel libre rencontrent les principes fondamentaux de l'économie sociale.

Un engagement dans un débat plus large

La privatisation accrue des processus et des produits de la création intellectuelle est au cœur des enjeux présents et futurs dans des sphères aussi variées que l'agriculture, la santé ou l'art.



Par la création de logiciels libres, l'Ai2L contribue à l'objectif d'une indépendance des entreprises d'économie sociale et solidaire vis-à-vis des producteurs de logiciels, que ce soit dans la gestion de leurs systèmes d'information ou dans leurs échanges électroniques.

Baobab pro : l'outil collaboratif et évolutif de gestion de portefeuille **Prix Ai2L**

Développé par et pour les fonds de développement, le système Baobab pro comprend un logiciel et ses applications complémentaires qui simplifient la gestion de dossiers d'investissements, facilitant la transparence et la saine gestion des organisations.

Baobab pro fonctionne en interaction avec d'autres logiciels libres complémentaires en gestion électronique des documents, en messagerie et en émission de rapports.

Chaque année, l'Ai2L organise un Prix pour soutenir une innovation numérique ouverte à finalité sociale. Notre programme de bourses soutient le développement de projets logiciels porteurs d'avenir pour les organisations du secteur de l'économie sociale.



Québec - France • Mur Mitoyen



Lieu : Québec, France

Lancement du projet : 2009

Nombre de membres : 3500

Nombre d'employés : 4

Chiffre d'affaire : 120 000\$

Mur Mitoyen est un service de gestion de diffusion d'information événementielle sous forme de calendriers collaboratifs en réseau. En plus de répondre à la problématique citoyenne de l'accès à l'information sur les événements publics, Mur Mitoyen offre un service personnalisé aux organisations (associations, collectivités locales, écoles, médias, regroupements) et aux communautés de pratique (économie sociale et solidaire, développement durable, participation citoyenne, etc.) afin de répondre à leurs besoins spécifiques de gestion, d'accès et de diffusion d'information événementielle.

La vision du projet est celle de territoires où les organisations, les communautés et les citoyens échangent une information événementielle publique de qualité et accessible à tous. Pour y parvenir, Mur Mitoyen offre des solutions numériques ouvertes, élégantes et professionnelles en concertation avec les collectivités et les acteurs des milieux culturels, scientifiques et citoyens.

Mur Mitoyen Québec, lancé en 2009 par l'entreprise sociale Espaces temps, regroupe les événements de différents territoires et secteurs d'activités à travers, entre autres, du calendrier panquébécois de la science, un calendrier des arts numériques, et différents calendriers organisationnels intégrés aux outils web d'institutions majeures (universités et collèges, villes, musées, bibliothèques). En 2013, le service supporte au Québec la diffusion des événements de plus de 3000 organismes de toutes tailles et de tous les milieux.

Afin d'initier **Mur Mitoyen France**, l'équipe québécoise, **Espaces temps**, s'est associée à une entreprise d'économie sociale locale, **Gazibo**, ainsi qu'à l'association **VECAM**, pour réaliser à l'automne 2012 une première phase de concertation et de prototypage avec les acteurs de l'économie sociale et les porteurs d'initiatives technologiques françaises complémentaires. Cette démarche a permis d'identifier les enjeux spécifiques au territoire et de cerner l'intérêt pour l'initiative, ce qui a convaincu l'équipe de poursuivre l'implantation du réseau Mur Mitoyen en France. Tout au long de 2013, des prototypes du Mur Mitoyen sont en cours de déploiement dans différentes régions Françaises, et seront prêts à être déployés au courant de 2014.

Références

Le réseau Mur Mitoyen: <http://espacestemps.ca/services/calendriers/reseau/>

Mur Mitoyen Québec : <http://murmitoyen.com>

Mur Mitoyen France : <http://murmitoyen.fr>

L'entreprise sociale Espaces temps : <http://espacestemps.ca>



Canada • TakingITGlobal

Lieu : Toronto, Canada
 Date de lancement : 1999
 Nombre de membres : 585,000
 Nombre d'employés : 18
 Chiffre d'affaire : 2.8 million \$ / an



Bref résumé

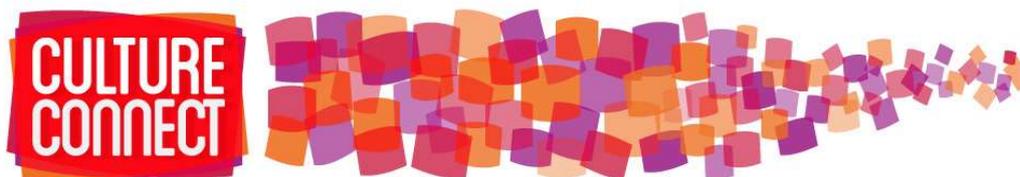
TakingITGlobal (TIG) est un réseau social spécialisé dans le changement social avec pour mission d'offrir aux jeunes les outils pour comprendre et agir sur les plus grands enjeux mondiaux. Poursuivant la vision que la jeunesse peut être activement engagée et connectée pour façonner un monde pacifique, durable et plus inclusif, le réseau de TakingITGlobal s'appuie sur la technologie pour donner aux jeunes les outils pour prendre des mesures concrètes sur les questions locales et les défis mondiaux. Travaillant en collaboration avec les individus, les organisations et les professeurs, TIG concentre ses programmes pour soutenir l'engagement digital de la jeunesse, l'éducation globale et l'innovation sociale à travers le monde.

Les deux programmes de TIG sont :

Commit2act relie les jeunes qui partagent l'intention d'agir pour un monde plus écologique et juste. En encourageant les participants à s'inscrire et à enregistrer leurs actions écologiques, les utilisateurs peuvent partager les résultats de leurs efforts, se connecter avec d'autres jeunes et se motiver les uns les autres à faire des actions soutenables. En documentant les actes des jeunes au fil du temps, Commit2act encourage les jeunes à rivaliser avec des amis ou des inconnus pour mettre en œuvre les actions les plus significatives pour gagner la reconnaissance sur la plateforme. La plateforme est connectée avec vos comptes Facebook, Twitter, Yahoo, and LinkedIn, pour faciliter la médiatisation de vos actions écologiques et donner envie aux autres de faire pareil.



Culture Connect est un programme d'échange numérique de jeunes qui encourage les jeunes à utiliser les technologies mobiles pour partager, réfléchir et mieux comprendre la nature diversifiée de la culture mondiale. Basé sur un programme d'études de quatre semaines construit à l'intérieur de la plate-forme de classe virtuelle de TIG, les participants du programme se connectent avec des étrangers d'autres cultures pour produire des oeuvres créatives inspirées de leur vie, leur culture et leurs visions pour l'avenir. Le projet vise à créer un plus haut degré d'affinité entre les participants de différentes cultures, améliorer la compréhension interculturelle et les participants enrichissent une plateforme de mentorat et de soutien par les pairs.



References

www.takingitglobal.org



France • Agence Magnum Photos

Date de création : 1947

Lieu : France

Magnum Photos est une coopérative photographique. Créée en 1947 par Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, George Rodger, William Vandivert et David Seymour, elle fut la première de ce genre à voir le jour.

Magnum Photos regroupe quelques-uns des plus grands photographes et photojournalistes du monde. Elle a des bureaux à New York (s'occupant du continent américain), Londres (îles britanniques, Océanie, Afrique et une partie de l'Asie), Paris (Europe continentale) et Tokyo (Japon, Chine et Taïwan).

Sa raison d'être était de permettre aux photographes de garder un contrôle total sur les droits de leurs photos.

Auparavant, les agences photographiques achetaient tous les droits sur les productions des photographes, une fois leurs droits vendus, ceux-ci n'avaient plus aucun contrôle sur l'utilisation de leurs photos. C'est principalement pour cette raison que Robert Capa, Henri Cartier-Bresson et leurs amis créèrent Magnum Photos.

Un photographe, s'il souhaite devenir membre de Magnum Photos, doit être « nommé » en présentant un book et en obtenant 66 % des voix du jury. Il travaille alors sous la direction d'un photographe membre de Magnum Photos, durant une période d'essai de deux ans. À la fin de cette période, le photographe « nommé » peut devenir photographe associé. Il est alors employé à plein temps pour la coopérative, sans en être encore actionnaire.

Après deux ans, il a la possibilité d'accéder au statut de membre à part entière et de devenir ainsi coactionnaire. Mais il arrive qu'un photographe « nommé » ou associé ne parvienne pas au statut de membre.

Référence :

<http://www.magnumphotos.com/>



Etats-Unis • La coopérative des réalisateurs – Le groupe du nouveau cinéma américain

Lieu : New York, USA

Date de lancement : 1962

Bref résumé

La coopérative des réalisateurs – Le groupe du nouveau cinéma américain, a été créé par Jonas Mekas qui a su convaincre 20 réalisateurs d'avant-garde/indépendants, comme Stan Vanderbeek, Ron Rice, Rudy Burckhardt, Jack Smith, Lloyd Williams, Robert Breer, David Brooks, Ken Jacobs, Gregory Markopoulos, Ray Wisniweski, Doc Humes, and Robert Downey, pour ne citer qu'eux, de le rejoindre dans la création de la coopérative des réalisateurs.

Des annonces ont été envoyées à travers les Etats-Unis et à l'étranger. Tout le monde voulait rejoindre la coopérative! De Salvador Dali à Allen Ginsberg, d'Andy Warhol à Jack Smith, en passant par Barbara Rubin—tout le monde!

La coopérative des réalisateurs est une organisation de distribution non exclusive. Elle ne sélectionne pas les travaux, ne recherchent pas de style particulier, ni même de genre ou de budget. C'est au réalisateur de décider quel type de film ou de vidéo il veut faire.

La coopérative a été fondée en 1962, en partie comme un acte de protestation face au système de distribution où conservateurs et distributeurs excluaient les travaux innovants, avec peu d'intérêt pour l'originalité de ces films. La plupart de ces films sont désormais devenu des classiques du cinéma d'avant-garde, et pourtant seule notre coopérative les a accepté au début.

Pour rejoindre la Coop en tant que réalisateur cinéaste/vidéaste, tout ce que vous avez besoin est un film ou une vidéo. La cotisation est de 40 \$ par année. Vous devez aussi déposer votre travail à la Coopérative pour qu'il soit répertorié pour la distribution. La Coopérative est entièrement non-exclusive (vous possédez toujours votre travail, vous pouvez toujours montrer votre travail, vous pouvez faire usage de toute autre distribution aussi longtemps qu'elle est non-exclusive ou ne dérange pas votre travail dans la Coop). En tout temps votre film ou vidéo vous appartient. Pour faciliter la location, votre enregistrement reste à la Coopérative. Vous possédez toujours cette impression ou bande. Vous définissez le prix de la location (le minimum pour toute location étant de 20 \$). Vous recevez 60% du prix de location, tandis que 40% va à la Coopérative pour les frais généraux.

Nous listons votre travail dans le catalogue, où elle figure à côté de légendes d'avant-garde qui ont fait leurs débuts de cette même façon. Notre catalogue est ouvert à plusieurs milliers de locataires et est maintenant en ligne. Vous allez maintenant avoir un distributeur, en tant que cinéaste/vidéaste, tout en restant maître de votre oeuvre.

Si vous ne faites pas de films, mais souhaitez participer, vous pouvez également rejoindre en tant que membre associé et recevoir notre newsletter, catalogues et autres informations et avantages.

References

- <http://film-makerscoop.com/>
- <https://www.facebook.com/pages/Filmmakers-Co-op/182419586670>



Québec • WebTV.coop



Lieu : Québec, Canada

Lancement du projet : 2008

Nombre de membres : 115

Nombre d'employés : 6

Bref historique

Webtv.coop appartient à une coopérative de solidarité à but non lucratif.

Présentation

Une organisation démocratique et un site Internet

Comme pour toutes coopératives, la Coop de solidarité WEBTV est une association de personnes au service de ses membres et engagée envers la communauté. Les membres assument ensemble les responsabilités liées à la propriété et au contrôle de l'entreprise. Quel que soit le nombre de parts détenues par chaque membre ou le chiffre d'affaires réalisé, la coopérative applique la règle « un membre, un vote ». On trouve trois catégories de membres au sein de la Coop de solidarité WEBTV: des membres usagers, comprenant la quasi-totalité des organisations utilisant les services de la coopérative, des membres de soutien, c'est-à-dire des personnes morales ou physiques partageant la mission de la coopérative, et enfin des membres travailleurs.

WEBTV.COOP est un site Internet, appartenant à la Coop de solidarité WEBTV, qui offre aux institutions démocratiques, organisations et groupes d'intérêts d'être à la fois « solitaires et solidaires ». Solidaires, en réunissant ces réseaux afin de permettre à chacun d'entre eux d'être en lien avec les autres acteurs sociaux qui historiquement ont été les agents du progrès de la société; solitaires, en favorisant l'identification de ces mêmes réseaux au sein d'une plateforme commune dans laquelle leurs spécificités pourront être mises en évidence. Le site de WEBTV.COOP déployé à partir d'un système spécialisé en gestion du contenu regroupe les expertises autour de grands thèmes fédérateurs décloisonnant d'autant les activités de ces organisations et favorisant les partenariats. Possédant ses propres serveurs, WEBTV.COOP diffuse en haute définition (HD), la bande passante s'ajustant automatiquement au débit utilisé par les internautes, et sur tous les appareils, téléphones intelligents, tablettes et ordinateurs fonctionnant sous IOS, Mac OS X, Android ou Windows. Plateforme éthique, le site WEBTV.COOP ne comporte aucune publicité et ne commercialise aucune information personnelle sur les comportements Internet de ses visiteurs, ses serveurs étant soumis aux lois canadiennes et non pas à une juridiction étrangère.

Les services de webdiffusion offerts par WEBTV.COOP visent la tenue d'événements comme des assemblées, congrès, tables rondes et colloques, tout comme des services spécialisés de formation à distance ou de vidéoconférences. En permettant à un plus grand nombre de participants d'assister, sans avoir à se déplacer, à de telles rencontres ou en offrant la possibilité d'en visionner les moments les plus importants (conférences, débats, formations, etc.) en différé, nous multiplions la portée de ces réunions.

Références

- <http://webtv.coop/>



États-Unis • Wikipedia

Lieu : États-Unis

Lancement du projet : 2001

Type d'organisation : Organisme à but non lucratif

Nombre de participants enregistrés : Plus de 15 millions



Wikipedia est une encyclopédie en ligne, gratuite, écrite et révisée par ses utilisateurs, sans aucune discrimination. On y retrouve des articles en 270 langues, et des centaines de milliers d'internautes visitent le site chaque jour.

Au début des années 2000, l'idée d'une encyclopédie gratuite en ligne fait surface sous le nom de Nupedia. Ce projet reposait sur des contributeurs volontaires très qualifiés, mais le processus d'écriture et de révision était extrêmement lent. En 2001, Larry Sanger et Jimmy Wales décident d'utiliser la méthode du « wiki » pour alimenter l'écriture de l'encyclopédie, c'est-à-dire un site web qui peut être modifié par tous les utilisateurs. Wikipedia est ainsi lancé et reproduit dans plusieurs langues. Aujourd'hui, on y retrouve plus de 19 millions d'articles et le site fait partie des 10 plus populaires sur le web.



Depuis 2002, le site de Wikipedia est enregistré avec la terminaison « .org », destiné aux organisations. Le fondateur Jimmy Wales annonce que l'encyclopédie ne vendra pas d'espaces publicitaires, conformément à la politique d'en faire un outil au point de vue neutre. Les articles sont écrits par des collaborateurs anonymes et volontaires, le contenu est gratuit et tous peuvent y participer. Plusieurs projets se sont aussi développés à partir de Wikipedia, dont le dictionnaire Wiktionary, le Wikibooks, le Wikinews, etc.

Pour financer ses activités, la Wikimedia Fondation, l'organisme à but non lucratif qui héberge Wikipedia et les projets connexes, organise une collecte de fonds.

En 2011, elle a permis de ramasser 16 millions de dollars. La fondation a comme objectif de développer des projets de savoir libre et d'en faire profiter le public gratuitement. Elle fonctionne en majeure partie grâce aux dons d'entreprises ou de particuliers.

Références :

<http://en.wikipedia.org/wiki/Wikipedia:About>



COOPERATION TRANSFRONTIERES

Europe • Pôle européen des fondations de l'économie sociale (PEFONDES)

Lieu: Europe

Lancement du projet: 1999

Type d'organisation: Association internationale sans but lucratif



Dans le cadre de ses objectifs, la Mission du Pôle euroméditerranéen des fondations de l'économie sociale consiste notamment :

- à favoriser au plan euroméditerranéen la coopération et l'échange entre ses membres
- à contribuer à l'émergence d'initiatives nouvelles et porteuse de transformation sociale sur les champs couverts par les membres du Pôle euroméditerranéen
- à participer, aux côtés des principaux acteurs euroméditerranéen, à la réflexion générale sur l'actualisation des pratiques touchant au modèle social euroméditerranéen
- à soutenir les initiatives d'acteurs engagés dans l'économie sociale, le développement durable et la création de nouvelles activités notamment pour les jeunes euroméditerranéens
- à promouvoir entre ses membres toutes initiatives en Euroméditerranée, en particulier celles qui se réfèrent au développement de la région euroméditerranéenne tant au plan politique, économique, culturel ou social
- à intensifier la coopération transnationale de ses membres avec toutes les organisations démocratiques afin de favoriser, en lien avec son objet social, la diffusion des connaissances acquises
- à faciliter les travaux de recherche, notamment appliquée dans ses différents domaines de compétence

En outre, le Pôle euroméditerranéen des fondations de l'économie sociale peut entreprendre ou participer à toutes les activités susceptibles de rencontrer ces objectifs, de les faciliter ou d'être utiles à leur accomplissement, de façon directe ou indirecte.

Les neuf membres sont : Fondation AG2R La Mondiale, Fondation CDG, Fondation Crédit Coopératif, Fondation DKJS, Fondation EAES, Fondation Innoves, Fondation Macif, Fondation Maif, Fondation P&V.

Référence :

www.pefondes.eu



Méditerranée – Association européenne de promotion de l'économie coopérative en Europe.

Lieu : Sud de l'Europe (Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce)

Lancement du projet : 2013

Nombre de membres : une vingtaine d'adhérents

Nombre d'employés : en cours

Chiffre d'affaire : budget prévisionnel en cours



EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE PROMOTION
OF COOPERATIVE ECONOMY IN THE MED AREA

L'association européenne Medcoop a été créée le 19 février 2013 à Ancona en Italie¹, dans le but de constituer un « think tank », un laboratoire de projets, de méthodologies et d'outils visant à renforcer le potentiel d'innovation de ses membres : entreprises coopératives, acteurs de l'économie sociale et solidaire (institutions, associations, universités...). L'association est ainsi un cadre institutionnel pour de futures coopérations économiques et politiques européennes, à des niveaux transnationaux et interrégionaux, dans la région méditerranéenne.

L'association Medcoop est née dans la continuité du projet européen ICS MED (2010-2013) dont le but était de définir une stratégie transnationale commune, par la coordination des politiques nationales et régionales pour le développement des systèmes coopératifs et par la déclinaison de lignes politiques dans des actions coordonnées dans des secteurs spécifiques (pêche, tourisme, agriculture et environnement) afin d'améliorer leur capacité à faire face à la concurrence internationale, augmentant la valeur de leurs caractéristiques uniques au niveau transnational. Ces orientations sont déclinées dans un livre vert et un plan d'action (en ligne sur www.medcoop.eu). Le projet ICS MED permet également de disposer de services en ligne et d'outils pour l'innovation des coopératives : observatoire en ligne, outils de formation permanente en ligne, communauté d'acteurs en ligne.

Principes directeurs de l'association :

- Rassembler dans un réseau des décideurs politiques, des acteurs de l'économie coopérative et toute autres parties prenantes (médias, chercheurs...) afin de définir, par des actions concrètes et des échanges de pratiques, des stratégies concurrentielles et d'innovation ;
- Identifier des opportunités d'intégration commerciale pour le secteur coopératif et renforcer la compétitivité, la croissance économique et l'emploi des territoires de l'Europe Méditerranéenne ;
- Favoriser les échanges de pratiques et d'expériences, le transfert de technologies, dans la région Méditerranéenne ;
- Créer de MED-clusters d'acteurs de l'économie coopérative avec mise en place de services TIC pour améliorer les modèles innovants de gestion d'entreprises et le transfert des connaissances.



Références : <http://www.medcoop.eu/>

¹ L'Association est actuellement déclarée à l'adresse Via Sandro Totti, 10 60131 Ancona Italie.



Monde • Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale



Lieu : Monde

Lancement du projet : 1989

Type d'organisation : Association Internationale Sans But Lucratif

Nombre de membres : 50

INAISE (Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale) est un réseau international d'organismes ayant pour objectif le financement de projets sociaux et environnementaux.

Créé à Barcelone en 1989 à l'initiative de sept organisations financières de l'économie sociale et solidaire, le réseau INAISE a accompagné le mouvement de la finance sociale et solidaire qui, ces dernières années, a gagné en nombre de membres, en visibilité et en importance dans de nombreux pays.

INAISE stimule et soutient la coopération internationale entre les investisseurs de l'économie sociale et solidaire par la diffusion d'informations sur les expériences de chacun, l'organisation de conférences, la coordination des projets de recherche avec l'appui d'institutions nationales et internationales et l'organisation de projets communs des membres. INAISE est aussi un centre d'information à l'attention d'organisations et de particuliers qui s'intéressent au financement de l'économie sociale et solidaire.

Ainsi, INAISE montre que l'argent peut véritablement être utilisé comme outil de **changement social et environnemental**.

Par leur politique d'investissement, les membres d'INAISE soutiennent l'économie sociale et solidaire, le développement durable, développement social, le développement rural, l'enseignement et la formation, les soins de santé, les arts et la culture.

Ils sont riches par leur diversité car venant des quatre coins du monde : Europe, Amérique du Nord, Amérique Latine, Afrique, Asie, Moyen-Orient et Océanie ; et constituant une typologie de types d'organisations très large : banques, coopératives, ONG, sociétés d'investissement, fonds d'investissement social, institutions de microfinance, réseaux, agences de développement, fondations, etc. A titre d'exemple, sont membres d'INAISE : Merkur Bank (Danemark), La Nef (France), The Charity Bank (Grande Bretagne), SIDI (France), MAIN (Afrique), FILACTION (Canada), FOROLACFR (Amérique Latine), Citizen's Bank (Japon), FEBEA (Europe), KNFP (Haïti), Institute for Social Banking (Allemagne), Oikocredit, Tembeka (Afrique du Sud), Triodos Bank (Pays-Bas), Fondation SEN'FINANCES (Sénégal), MicroFinance Center (Europe), Community Sector Banking (Australie), etc.

En 2008, la conférence de Québec fut un moment clé pour INAISE par la publication de la Déclaration de Québec et de sa Charte qui ont fait changer d'échelle INAISE en l'ouvrant non plus seulement à l'Europe, mais au monde entier afin qu'elle devienne un réseau global. Depuis lors, INAISE a non seulement organisé sa conférence de 2009 en collaboration avec RIPESS, mais elle a aussi travaillé avec le réseau FOROLACFR (Forum de Finance Rural d'Amérique Latine et des Caraïbes) pour l'organisation du Sommet Mondial de la Finance Solidaire de 2013 « Pour plus de justice économique ».

Références

www.inaise.org



France • D.E.S.I.R. Développement de l'Économie Sociale Inter - Régional

Durée du projet : 2008 à 2013

Nombre d'opérateurs : 2

La Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire (CRESS) Nord-Pas de Calais (France)

La Concertation des Organisations représentatives de l'Économie Sociale (CONCERTES) en Wallonie et à Bruxelles (Belgique)

Nombre de salariés : 6 salariés

Budget global : 1 603 600 €



La CRESS, et son homologue en Wallonie CONCERTES, sont engagés sur un programme transfrontalier intitulé D.E.S.I.R. : Développement de l'Économie Sociale Inter Régional. D.E.S.I.R. a pour objectifs de développer les activités, les emplois et les établissements de l'économie sociale et solidaire à l'échelle euro régionale sur 4 années.

L'observation euro régionale qualitative et quantitative des établissements, des emplois, des acteurs et des pratiques de l'ESS en général et du secteur des Services A la Personne (SAP) et Services de Proximité (SP) de l'ESS débouche sur des analyses et un think tank transfrontalier.

D.E.S.I.R. c'est une feuille de route chargée de 279 actions pour moderniser, adapter et développer les activités, les établissements et les emplois de l'économie sociale (voir ci-dessous).

15 487 personnes venant de 9 030 entreprises sur l'ESS du Nord Pas de Calais et de la Wallonie ont été approchées grâce à D.E.S.I.R., sur les problématiques de l'économie sociale et celles de la frontière, tant pour les populations, les salariés que pour les dirigeants des organisations de l'économie sociale.

Une grande diversité de productions transfrontalières valorisées et mises à disposition des acteurs et du grand public : panoramas et cahiers thématiques transfrontaliers, observations régionales et infrarégionales, expertises thématiques (exemples : impact de la frontière, pratiques de coopération)...

Une grande diversité d'actions transfrontalières menées : formations sur la gouvernance des organisations de l'économie sociale, conférences de presse (chiffre clés de l'ESS à l'échelle transfrontalière, caractéristiques de l'emploi et formation), événementiels (séminaire prospectif, Clôture du projet D.E.S.I.R...), concours photo « l'ESS en images », réalisation et diffusion d'une newsletter...

Du fait de la dimension internationale de l'observation et du développement de l'ESS, le projet D.E.S.I.R. suscite un vif intérêt.



Photo de Delphine Cnocquaert « L'ESS : une finalité explicite au service de la collectivité »

Références : <http://www.observatoire-ess.eu/>

Monde • Global 300 – Alliance Coopérative Internationale (ACI)

Date de lancement :2008

Le Global 300 analyse les 300 plus grandes coopératives au niveau mondial au travers de sept secteurs : agriculture/sylviculture, banques/Credit union, consommation/commerce de détail, assurance, travailleurs/industrie, santé, services et autres. Les coopératives n'ont pas été épargnées par la crise financière mondiale, néanmoins les spécificités de leur modèle ont permis à ces entreprises de survivre et de prospérer.

Le rapport Global300 rassemble des informations sur les 300 plus grandes coopératives à travers le monde, afin de démontrer l'ampleur du mouvement et sa portée. Ce rapport indique que les plus grandes entreprises coopératives dans le monde, ont des revenus collectifs de 1,6 milliards de dollars, ce qui est comparable au PIB de la neuvième plus grande économie du monde : l'Espagne.

Le Global300 Report 2011 a été aimablement pris en charge par IFFCO, Desjardins et Crédit Coopératif. La publication de ce rapport coïncide avec le lancement de l'Année internationale des coopératives des Nations Unies en 2012 à New York.



NOS PARTENAIRES INITIATIVES



Avenir Héritage

« **CONSTRUIRE DES PONTS ENTRE LES MONDES** »

AVENIR EN HERITAGE est une association œuvrant pour un **meilleur Vivre Ensemble** basée à La Rochelle. Son objectif est de connecter et de valoriser les Hommes, les cultures, les métiers et les générations pour apprendre à mieux vivre ensemble. Nous travaillons en France et en Afrique. Les actions d'Avenir En Héritage reposent sur quatre volets :

Sensibiliser : Dépoussiérer les yeux et décoloniser le discours sur la solidarité à travers des interventions dans des milieux scolaires, universitaires et centres sociaux

<http://avenirenheritage.com/film-lhomme-sandwich/>

Créer le changement : Décloisonner les préjugés à travers les projets Au-delà de la carte postale, Un nouveau regard sur le Handicap Mental, le projet Engagement, les Evénements organisés pendant la SSI ... Décloisonner les secteurs d'activités en rapprochant les compétences et les acteurs. **Soutien au projet RISE Un projet d'enquête sur l'économie sociale et solidaire et sur les différentes formes d'économie alternatives en Europe, Asie et Amérique du Sud.**

<https://riseprojectblog.wordpress.com/>

Catalyser : Partager et mutualiser les expériences à travers des événements comme les soirées FOCUS, les émissions de radio qui permettent de créer des liens entre les gens, les mondes et les cultures. Valoriser les compétences à travers des partenariats véritablement gagnant-gagnant.

http://www.radiocollege.net/radiocollege/podcast_A_lombre.html

Conseiller et Accompagner : accompagnement de jeunes, service civique, camp chantier ... Autodiagnostic et accompagnement de porteurs de projets en Afrique :

- **Maroc** : Le partenariat concerne la pérennisation des actions de l'association El Khir au travers du développement des activités génératrices de revenus et de la professionnalisation de l'association. Développement d'un mécénat de compétences avec la coopérative d'intérim Chronos Intérim de La Rochelle pour accompagner le personnel d'El Khir sur la consolidation et gestion de la coopérative d'intérim que l'association a créée en février 2013
- **Togo** : Soutenir l'insertion professionnelle d'enfants de la rue en développant de nouveaux métiers

<http://avenirenheritage.com/nos-projets/ange-togo/>

Perspectives:

Développement d'une plateforme collaborative d'échanges des acteurs de l'ESS et de la Solidarité

Consolidation des liens avec le Maroc : développement partenariat stratégique

Augmentation du nombre de membre

Transformation en entreprise solidaire.

Site : <http://avenirenheritage.com/>





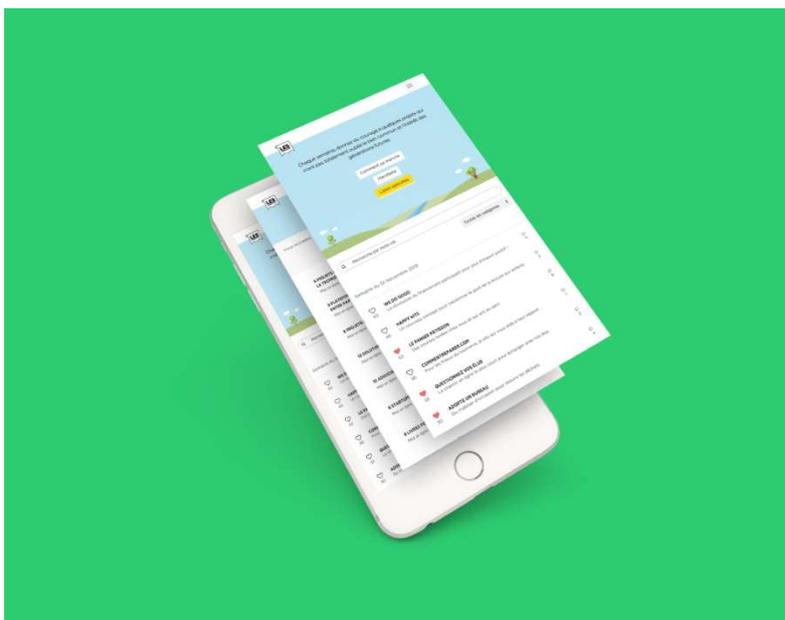
Les Suricates

Les Suricates.fr est une plateforme minimaliste de partages, d'échanges et de veille à propos de «tous les projets qui n'ont pas totalement oublié le bien commun et l'intérêt des générations futures.»

Tous les lundi midis, 7 nouveaux projets sont diffusés sur le site et communiqués via une Newsletter. Chaque internaute peut en prendre connaissance, voter pour ses projets préférés, les commenter et les partager à leur contact et amis (via les réseaux sociaux notamment).

L'astuce : tout le monde peut déposer un projet pour lui donner un maximum de visibilité (environ 10 000 personnes visitent le site chaque mois). Le projet est ensuite validé par l'un des 40 modérateurs de la plateforme avant sa diffusion le lundi midi.

Il paraît que ça marche vachement bien !



Lien vers le site *Les suricates* : www.lesuricates.fr

Europe Tomorrow



Europe Tomorrow est un programme en trois ans dédié à l'identification et au développement de l'innovation sociale en Europe. Nous avons la vision d'une Europe réenchantée, modèle de coopération entre les peuples, où l'économie sociale et solidaire devient le coeur et la tête de nos sociétés/répond aux enjeux de notre temps.

Nos missions

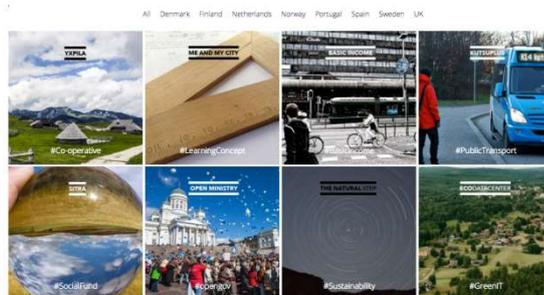
Faciliter la transition vers une Europe de l'innovation sociale :

- En impliquant au maximum les citoyens
- En mettant en lumière et en diffusant les initiatives exemplaires
- En dupliquant et en faisant changer d'échelle les meilleures innovations
- En vulgarisant les enjeux sociétaux
- En proposant une vision prospective des futurs souhaitables

Première année

Tour d'Europe de 12 mois.

Identification et qualification des meilleures innovations sociales européennes. Villes post-carbones en Angleterre, initiatives d'économies circulaires au Danemark, habitat social et participatif en Allemagne, consommation responsable en Italie, circuits courts en France ou villes intelligentes en Espagne, nous avons rencontrés tous ceux qui cherchent à créer une nouvelle Europe.



Année deux

Restitution.

La seconde année est dédiée à la valorisation des meilleures innovations, ainsi qu'à la création d'un environnement propice à leurs duplications. Pour cela, nous allons créer les outils utiles à leur promotion à travers la création d'une exposition, la rédaction d'un livre, et le développement d'une plate-forme web. Ceux-ci auront pour objectifs de sensibiliser le grand public et d'influencer les institutions Européennes. Enfin, une approche plus internationale est en cours de réflexion.



Année trois

Expérimentation.

La troisième année sera dédiée à créer des zones d'expérimentations réunissant les meilleures innovations sociales & environnementales, véritables preuves qu'une autre société est possible.

Suivez nos découvertes sur les réseaux sociaux et sur notre site : europetomorrow.org





www.rencontres-montblanc.coop



